

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

---

LA RECHERCHE JUDICIAIRE  
DE LA  
**FILIATION NATURELLE**

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le    mars 1907

PAR

JULES COSTE-FLORET

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

2<sup>me</sup> PRIX DE DROIT CIVIL

PRIX DE LA VILLE DE MONTPELLIER

AVOCAT PRÈS LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAURÉAT DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS STAGIAIRES



MONTPELLIER  
IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUS  
Rue Vieille-Intendance, 5

—  
1907



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41555226\\_0002](https://archive.org/details/IA41555226_0002)

# THÈSE

POUR

LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

# UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

MEYNIAL, professeur d'Histoire du Droit.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLÉMY, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Économie politique.

ROCHETTE, secrétaire.

LAURENS, professeur honoraire.

### MEMBRES DU JURY

MM. CHARMONT, *Président*.

VIGIÉ,

PERREAU,

} *Assesseurs.*

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

---

LA RECHERCHE JUDICIAIRE  
DE LA  
FILIACTION NATURELLE

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le    mars 1907

PAR

JULES COSTE-FLORET

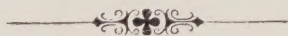
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

2<sup>me</sup> PRIX DE DROIT CIVIL

PRIX DE LA VILLE DE MONTPELLIER

AVOCAT PRÈS LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAURÉAT DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS STAGIAIRES



MONTPELLIER  
IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX  
Rue Vieille-Intendance, 5

—  
1907



## INTRODUCTION

---

1. L'étude de la filiation naturelle se présente sous un double aspect : reconnaissance volontaire des enfants par leurs auteurs ; recherche en justice du père ou de la mère illégitimes qui n'ont pas reconnu leur enfant.

2. En matière de parenté naturelle, aucune présomption de paternité ou de maternité n'est établie par la loi ; juridiquement, l'enfant n'a ni père ni mère, aussi longtemps que l'un ou l'autre de ses parents n'a point consenti à le reconnaître dans un acte authentique (c. civ. art. 334) ; jusqu'au moment de cet aveu légal, il est considéré comme né de père et de mère inconnus.

Ces dispositions du code civil s'appliquent également aux deux auteurs ; relativement à la reconnaissance volontaire, la loi n'établit entre eux aucune distinction.

3. Les solutions relatives à la recherche judiciaire de la parenté naturelle sont loin de présenter pareille uniformité. Il existe une opposition formelle, absolue, entre l'article 340 qui déclare : la recherche de la paternité

est interdite ; et l'article 341 qui proclame : la recherche de la maternité est admise.

La loi accorde à l'enfant le droit de rechercher sa mère, de se faire attribuer par justice à son rencontre, avec la qualité d'enfant naturel, l'ensemble des droits qui s'y rattachent. Le jugement qui le déclare fils illégitime de telle femme, le place exactement dans la situation où il se trouverait s'il avait été l'objet d'une reconnaissance volontaire, et toutes les améliorations apportées par la loi au sort de l'enfant reconnu, lui profiteront.

Ainsi, sous l'empire du code, successeur irrégulier, privé de la saisine, il est devenu, avec la loi du 25 mars 1896, un héritier légitime ; il a vu sa part successorale augmenter de un sixième, lorsqu'il concourt avec des frères ou sœurs issus d'une union régulière, de un quart dans les autres cas. Si jamais le législateur, reprenant l'expérience néfaste tentée par la loi du 12 Brumaire an II (2 nov. 1793), accordait aux enfants naturels les mêmes droits qu'aux descendants légitimes (1), le jugement qui reconnaîtrait sa filiation lui donnerait une situation identique à celle qu'il aurait eue en naissant de parents unis par le mariage.

La fille-mère n'est donc pas libre de demeurer une

---

(1) Voy. Prop. de loi Groussier, Viviani, Jaurès, etc., du 28 janvier 1895, *infra* p. 72.

étrangère pour son enfant ; si elle veut se soustraire aux devoirs impérieux de la maternité, il suffira d'établir son titre pour lui en imposer toutes les charges.

La seule restriction, ou plus exactement la seule précaution établie par la loi, est l'exigence d'un commencement de preuve par écrit, préalablement à l'admission de la preuve testimoniale. Encore est-il généralement admis que les conditions de ce commencement de preuve par écrit sont réglées suivant les dispositions exceptionnelles de l'article 324, par dérogation au droit commun de l'article 1347 (1).

4. En accordant à l'enfant né hors mariage, la faculté d'imposer la reconnaissance des droits qui résultent de sa filiation, la loi s'est montrée, non pas généreuse ou indulgente, mais juste.

L'octroi ou le refus de ces droits ne sauraient dépendre du caprice de la mère, parce que ce n'est pas la seule volonté maternelle qui les crée, c'est la nature elle-même, dont le législateur, avec plus ou moins de libéralisme, interprète et réglemente les exigences.

Il est juste que la loi ne laisse pas à chaque femme

---

(1) Cependant la loi exclut la preuve par le titre et par la possession d'état qu'elle admet pour prouver la filiation des enfants légitimes. Voy. AMBROISE COLIN : De la protection de la descendance illégitime au point de vue de la preuve de la filiation, *in Rev. trim. de dr. civ.*, 1902, p. 263 et suiv. ; et M. PLANIOL : *Traité élémentaire de droit civil* (2<sup>e</sup> édit.), t. I, p. 921.

le soin de régler la situation de son enfant, les conséquences de sa filiation, sa part héréditaire. Une fois établies de façon certaine la naissance et l'identité de cet enfant, tous les effets légaux qui découlent du lien de filiation naturelle doivent naître, sans aucune intervention de volonté, ils sont nécessaires.

D'autre part, puisque les devoirs de la mère et les droits de l'enfant puisent naturellement leur source dans le fait même du lien de parenté, il serait souverainement déraisonnable d'accorder à l'intéressée le pouvoir d'avouer ou de dénier sa maternité, sans aucun recours. Avant d'être légalement établis, les droits de l'enfant existent ; il faut donc lui permettre de les faire déclarer, s'ils ne lui sont pas volontairement reconnus.

La recherche de la maternité n'est en somme que la faculté donnée à l'enfant, de prouver l'existence d'un fait, d'où résultent pour lui certains droits. A ce titre, elle constitue seulement un moyen légal mis à sa disposition, pour obtenir réparation du préjudice, que lui a causé l'abstention coupable de sa mère.

5. Cependant, cette solution, équitable en elle-même, ne saurait être ainsi envisagée d'une façon abstraite. La mère a des devoirs, vis-à-vis de l'enfant, mais elle n'a point tous les devoirs.

Les charges résultant de la filiation doivent être partagées entre les deux parents. Si la mère, après avoir subi toutes les souffrances que la nature lui impose,

devait encore subvenir seule aux besoins de l'enfant, ce résultat serait éminemment injuste et antinaturel.

Lors donc que nous approuvons la recherche de la mère illégitime, c'est sous réserve que l'action aura seulement pour but d'imposer à la femme, les devoirs qui doivent nécessairement et logiquement résulter de la maternité. Mais si le terme de cette recherche, devait être de lui faire supporter aussi toutes les charges incombant au père, la loi irait au delà de ce qui est équitable.

On ne peut donc juger l'article 341 que par comparaison avec l'article 340 ; car, des dispositions légales à l'égard du père, dépendra en bien des hypothèses la portée de la recherche judiciaire de la maternité.

#### 6. La recherche de la paternité est interdite.

Interdire la recherche de la paternité, c'est imposer au juge l'obligation, non seulement de ne jamais déclarer principalement, mais aussi, de ne jamais tenir compte accessoirement, des liens de filiation pouvant exister entre un enfant et tout homme qui n'est pas le mari de sa mère. C'est laisser à l'entière discrétion du père naturel — à son bon plaisir, ou à son mauvais vouloir — le soin de trancher deux questions d'une importance capitale :

Doit-il déclarer sa paternité, la reconnaître authentiquement, donner légalement un père à son enfant ? Ne vaut-il pas mieux, au contraire, observer une abs-

tention prudente, rester dans la coulisse, et s'éviter ainsi beaucoup d'inconvénients et d'ennuis ?

S'il se résout à ce parti égoïste, une seconde question plus impérieuse encore et plus grave se posera à sa conscience. Sans aucune obligation légale vis-à-vis de l'enfant et de la mère, libre de rester à tous égards un étranger pour eux, ne doit-il pas cependant leur fournir quelques secours anonymes ? N'aurait-il pas avantage, à user du pouvoir qui lui est reconnu de s'en désintéresser absolument et de laisser supporter à la femme, toutes les charges de la filiation ?

Si l'humanité se composait uniquement d'êtres parfaits, n'ayant d'autres mobiles que le devoir, d'autre but que la justice, d'autre instinct que l'amour du bien ; si la lâcheté, l'égoïsme, l'indifférence étaient incompatibles avec la nature de l'homme, il serait bon en effet de laisser à chacun le soin de résoudre ces questions. — Encore pourrait-on faire observer, que dans une société fondée sur le mariage, s'il n'y avait que des êtres éminemment vertueux, il n'y aurait point d'enfants illégitimes.

Mais dans la société actuelle, telle qu'elle est et telle que nous la connaissons, est-il sage de laisser à chacun le soin de régler sa conduite à cet égard, suivant son bon plaisir ?

Ne doit-on pas, au contraire, donner à l'enfant le droit de rechercher son père et d'exiger de lui certaines prestations ? Ne faut-il pas reconnaître à la fille-mère le

droit de dénoncer son complice pour lui faire supporter la part de responsabilité qui lui incombe dans la faute commune?

7. La recherche de la paternité, c'est la faculté donnée à l'enfant d'agir à l'égard de son père, comme il lui est permis d'agir à l'égard de sa mère, c'est-à-dire de faire reconnaître par l'autorité judiciaire les liens de filiation qui l'unissent à lui.

Mais ce droit supposé admis, la question se pose de savoir quels effets devront en résulter?

On ne peut, a priori, affirmer que la détermination judiciaire de la paternité doive produire les mêmes effets que la reconnaissance. Sans doute, c'est le résultat auquel aboutit la recherche de la maternité, et il peut apparaître au premier abord que cette solution serait seule harmonieuse et juste. Mais la question est complexe et ne saurait être résolue sans un examen approfondi.

Dès à présent nous pouvons remarquer, que les caractères légaux de la paternité et ceux de la maternité doivent être essentiellement différents, puisque le législateur a pu régler les deux matières de façon diamétralement opposée et qu'aucune loi, depuis la promulgation du code civil, n'est encore venue modifier sa décision.

Il serait donc souverainement imprudent de décider *de plano* qu'une fois la recherche de la paternité admise, elle doit évidemment produire les mêmes effets que la

reconnaissance volontaire. C'est la solution adoptée pour la détermination judiciaire de la maternité, il y a lieu d'examiner si l'on doit également l'admettre pour la recherche du père naturel, et si les raisons qui ont pu motiver l'interdiction de cette dernière ne justifient pas tout au moins une réglementation restrictive de ses effets.

L'examen de cette question constitue l'objet principal de cet ouvrage.

---

# LA RECHERCHE JUDICIAIRE

DE

## LA FILIATION NATURELLE

---

### PREMIÈRE PARTIE

#### THÉORIE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

---

8. La question de la recherche de la paternité a acquis, depuis déjà quelques années, ce degré d'acuité qui appelle une solution prochaine.

Les projets de loi se succèdent, la jurisprudence s'affirme dans le sens le plus favorable aux intérêts de la mère et de l'enfant naturels, les jurisconsultes favorables à la réforme voient leur nombre augmenter de jour en jour. Quelques-uns, forts d'une conviction

inébranlable, se proclament les porte-drapeau du progrès et n'hésitent point à traiter de haut leurs adversaires. Emportés par leur sujet, ils invectivent les auteurs de l'article 340, condescendent à discuter courtoisement avec ceux qui, aujourd'hui encore, voteraient ce texte, mais ne veulent admettre aucune objection contre leur théorie. Pour eux, elle n'est pas seulement juste et logique, elle s'impose avec une évidence qui ne saurait laisser aucune prise au doute, et les statistiques de toute nature, dressées dans tous les pays du monde, proclament ses avantages à tous les points de vue.

L'exagération sera toujours, aux yeux des personnes réfléchies, le plus mauvais moyen de défendre une cause.

9. Néanmoins, si les adversaires de la réforme ne peuvent arrêter le courant que des hommes éminents ont créé en sa faveur, il est probable qu'un avenir prochain verra sa réalisation.

Mais, une fois le principe de la recherche adopté, une question nouvelle se posera. Ceux qui combattaient la réforme essayeront évidemment d'en diminuer la portée, en restreignant ses effets. Ses partisans eux-mêmes se diviseront nécessairement en deux camps : les uns, réclamant l'égalité de traitement pour tous les enfants naturels ; les autres, plus modérés, devenus les alliés de leurs adversaires de la veille, n'accorderont à l'enfant dont la filiation aura été reconnue par jugement que des droits restreints, strictement

nécessaires, pour remplir à son égard comme à l'égard de sa mère les exigences de la justice et de l'humanité.

Entre les opinions extrêmes du maintien intégral de l'article 340, ou au contraire de l'assimilation des enfants déclarés par justice aux enfants reconnus volontairement, il existe donc une opinion moyenne, à laquelle pourraient se rallier, tous ceux qui n'ont pas sur la matière des idées d'une intransigeance irréductible.

Au nombre des adversaires de la réforme, il en est certainement qui sont confirmés dans leur hostilité, par l'exagération des prétentions adverses. La preuve en est dans ce fait que bien rares sont parmi eux les ennemis de la jurisprudence moderne, accordant à la fille séduite des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par sa grossesse et par la naissance de l'enfant (1).

Ceux-là approuveraient donc tout au moins que l'on insérât dans un texte de loi ce qui est dans la jurisprudence, si d'abord on leur démontrait l'utilité de cette mesure.

Ce n'est donc point faire œuvre inutile que d'essayer de fixer les limites, dans lesquelles l'application de la recherche de la paternité, pourrait donner le moins possible prise aux objections de ses adversaires, tout

---

(1) Nous entendons parler seulement ici de l'approbation au point de vue *purement moral* d'une jurisprudence qui ne laisse pas d'être critiquable au point de vue de sa légalité, au moins dans certaines de ses applications. Voy. *infra* Deuxième partie, chap. VIII, l'examen critique de cette jurisprudence.

en accordant satisfaction aux intérêts qui militent en sa faveur.

10. Cependant, si l'on admet qu'il serait préférable de s'en tenir à une application restreinte de la réforme, quel sera le critérium permettant de déterminer, parmi les effets de la reconnaissance volontaire, ceux qui devront être étendus à cette déclaration judiciaire, ceux qui devront être laissés de côté ?

Pour motiver ce partage il nous paraît indispensable de rechercher tout d'abord les causes, les raisons, les motifs de toute nature par lesquels on est conduit à admettre l'utilité de la recherche. Cette étude préalable permettra ensuite de décider, pour chacun des droits en question, s'il convient ou non de l'accorder aux enfants déclarés par justice, en examinant si ce droit répond à l'un des intérêts qui militent en faveur du principe lui-même.

Si nous invoquons par exemple pour le justifier, des motifs d'équité, de responsabilité personnelle ou des arguments tirés de l'intérêt social, c'est à chacun de ces trois termes qu'il faudra mesurer l'ensemble des droits que le législateur peut accorder à l'enfant déclaré par justice ; tout ce qui ne serait pas formellement exigé par l'un d'eux devrait lui être refusé.

Et pour motiver ce refus, l'on pourrait invoquer toutes les raisons que font valoir les adversaires de la réforme, car si elles ne paraissent point suffisantes pour

faire échec aux arguments de la thèse opposée, elles peuvent en tout cas, une fois cette thèse admise, fixer la limite au delà de laquelle il deviendrait nuisible d'en étendre la portée ; elles constituent la pierre de touche de son application pratique.

Bien que l'objet principal de ce travail ne soit pas l'étude théorique du principe même de la recherche de la paternité, nous sommes donc conduit dès le début, à rappeler les raisons sur lesquelles se fondent les partisans de cette thèse — puisque ces raisons pourront être la cause déterminante des effets produits par la réforme — et les arguments des défenseurs de l'article 340 — puisque ces arguments pourront motiver la restriction de ces effets.

---

## CHAPITRE I

## RESPONSABILITÉ DU PÈRE NATUREL

## § I

RESPONSABILITÉ DU PÈRE NATUREL A L'ÉGARD DE LA  
FILLE MÈRE

II. Nous avons noté, que la caractéristique de la législation actuelle relative à la recherche de la parenté naturelle, est une antinomie complète, entre les dispositions suivies à l'égard du père et la règle adoptée à l'égard de la mère.

Cette situation peut se résumer en quelques mots : lorsqu'ils s'agit d'imposer aux parents naturels les charges provoquées par la naissance de leur enfant, tout est permis à l'égard de la mère, tout est interdit à l'égard du père.

Celui-ci pourra donc rester dans l'ombre où nul n'aura le droit de l'aller chercher, se dispenser de venir, en quelque manière que ce soit, en aide à la mère de son enfant, à cet enfant lui-même. Peu importe qu'il soit riche et que la mère vive dans le dénuement, que l'enfant souffre, qu'il manque de soins ou qu'il ait faim, l'article

340 donne à l'homme le droit de rester étranger à toute cette misère dont il est l'auteur : la recherche de la paternité est interdite.

La mère restera donc seule à supporter les charges nouvelles créées par la venue de l'enfant. Bien souvent elle appartiendra à la classe ouvrière ; pendant sa grossesse elle devra donc, malgré le repos nécessaire, continuer à gagner sa vie — heureuse, si elle ne voit pas se fermer devant elle les portes de l'atelier, pour cause d'inconduite. Après la naissance, alors qu'elle aurait le plus besoin, dans son intérêt comme dans celui de l'enfant, de repos et de soins, c'est toujours le travail pénible qui s'impose, trop souvent encore insuffisant pour écarter la misère. A mesure que l'enfant grandira, elle restera toujours seule à subvenir à son entretien, seule par conséquent à remplir son devoir. Voudrait-elle s'y dérober, l'article 341 permettrait de lui en imposer toutes les obligations : la recherche de la maternité est permise.

12. L'interdiction de la recherche de la paternité aboutit donc à ce premier résultat injuste : le père a le droit reconnu, sanctionné par la loi, de laisser supporter à la mère seule toutes les charges qui résultent d'une faute commune. « Le droit de la mère est violé, dit M. Julien Goujon (1), en ce sens que la loi la force à

---

(1) Rapport de M. Julien Goujon sur les Propositions Rivet et Groussier. Chambre 1897. Annexe 2524, p. 1408.

accepter pour elle seule une responsabilité qui incombe pour une part égale au père de l'enfant. Ils ont concouru tous deux à la procréation, ils doivent en bonne justice et en toute équité concourir tous deux à l'entretien et à l'éducation de l'être mis au monde» (I).

Ce résultat apparaît surtout comme injuste lorsque celui des deux auteurs, qui supporte seul le poids des responsabilités communes, se trouve être le plus faible, le moins coupable, toujours celui à qui la naissance de l'enfant aura causé le plus de tort, physiquement et moralement. La loi se joint à la nature pour faire subir toutes les charges, toutes les peines, toutes les difficultés à celle qui a déjà eu toutes les souffrances, toutes les angoisses, tout le déshonneur : il est évident que ce résultat est à l'antipode de ce qui serait équitable.

13. N'est-il pas, à un degré égal, contraire à la nature ?

Dans la tâche essentielle de la conservation et du développement de l'espèce, chaque être vivant a sa part de responsabilité déterminée de façon absolument claire. Si les souffrances, la longue indisponibilité pour le

---

(1) Voy. BRIEUX : *Maternité*. Acte II, scène III :

**Lucie.** — Alors, c'est ça, l'attitude de la société en face d'un enfant qui va naître ?

**Brignac.** — D'un enfant né hors mariage, oui. . . . C'est pour sauvegarder la famille que les mœurs condamnent l'enfant naturel.

**Lucie.** — *S'il y a des coupables, les coupables sont deux*, pourquoi ne frappez-vous que la mère ?

**Brignac.** — Qu'est-ce que tu veux que je te dise ! . . . . Parce que c'est plus facile.

travail ont été imposées au plus débile des deux auteurs, si le plus robuste demeure indemne, conservant la pleine disposition de ses forces, ce n'est certes pas sans but et sans raison. Qui ne voit, s'il veut se donner la peine d'examiner l'injustice apparente de cette différence de traitement, qu'elle n'est en réalité que l'expression d'une sagesse prévoyante. Le rôle dévolu à l'homme, exige qu'il possède à ce moment, plus que jamais, toute sa vigueur physique, car il doit défendre et nourrir sa famille, lui assurer la sécurité et la subsistance.

Si les deux parents remplissent leur devoir, la charge de chacun sera équivalente, chacun supportera des peines et des travaux nécessaires une part équipollente à celle de l'autre ; et c'est bien là ce qui se produit parmi les espèces supérieures d'animaux ou dans les peuplades sauvages, lorsqu'elles vivent encore à l'état de nature. La civilisation pourra modifier les conditions primitives ; le père se reposer sur la société du soin de veiller à la sécurité commune, la mère confier à des mercenaires la nourriture et la garde de son enfant, l'ordre naturel ne sera pas violé tant que la part de responsabilité dont l'un des époux se décharge ne retombera pas sur l'autre. Là où commence l'injustice, c'est lorsque la loi permet à l'un des parents de se dérober sans que personne assume à sa place la tâche qu'il aurait dû remplir, car la somme des charges produites par la venue de l'enfant restant la même, tout le poids

des responsabilités que la nature avait partagé entre les deux auteurs, retombera sur un seul.

14. On pourrait, il est vrai, objecter que le mariage étant la base de la famille, la loi ne peut intervenir en faveur d'une femme qui a volontairement refusé de se soumettre à ses exigences. En mettant au monde un enfant en dehors d'une union légitime, elle a commis une faute contre la société, elle a dédaigné la protection que le législateur lui offrait et ne saurait dès lors se plaindre de n'être point protégée.

Nous retrouverons plus loin cette objection formulée sous une autre forme. Il nous suffit de remarquer ici que nous sommes loin de demander pour la fille-mère et pour l'enfant naturel les mêmes droits, les mêmes prérogatives, qui sont reconnus à l'épouse et à l'enfant légitimes.

Mais surtout n'est-il pas évident que si la mère a commis une faute, elle n'a pu le faire qu'avec la complicité ou même sous l'influence du père ? Et dès lors, puisqu'il y a faute commune, l'équité exige qu'il y ait responsabilité partagée.

Ce n'est donc point dans les lois de l'organisation familiale que prendra naissance l'obligation du père naturel, c'est dans le principe *de la responsabilité personnelle*. Puisqu'il est complice de la faute il doit, pour partie, en supporter les conséquences. L'enfant d'ailleurs n'a dédaigné, lui, la protection d'aucune loi et ne doit pas souffrir de la faute de ses parents.

Au surplus, invoquer l'intérêt social, le respect de la loi du mariage pour justifier l'abstention du père, c'est se payer de mots. Si l'intérêt social exige que la loi favorise l'union légitime, il exige aussi, lorsqu'un enfant est né hors mariage, que cette faute cause à la société le moins de préjudice possible ; que ses effets nuisibles soient restreints, que ses effets utiles soient augmentés. Belle victoire pour la Société, si la loi, sous le vain prétexte de punir la mère coupable, assure l'impunité au père et l'encourage ainsi à renouveler sa faute, si elle sacrifie à l'intérêt de cet autre coupable la santé et l'éducation de l'enfant innocent ! Lorsqu'une objection basée sur la morale conduit à des résultats aussi immoraux, on peut être certain que sous une apparence de raison elle cache un véritable sophisme.

Nous pouvons donc maintenir que, même en dehors du mariage, lorsque l'homme après la procréation abandonne la mère, pour la laisser subvenir seule à ses besoins et à ceux de son enfant, il commet un acte à la fois injuste et antinaturel ; et la loi qui favorise cet abandon consacre une véritable iniquité.

## § II

### RESPONSABILITÉ DU PÈRE NATUREL A L'ÉGARD DE L'ENFANT

15. Est il besoin d'insister longuement pour démontrer que par le fait même, elle sacrifie les intérêts de l'enfant ?

Il est universellement reconnu aujourd'hui, que la mortalité des enfants naturels est environ double de celle des enfants légitimes, et cette effrayante proportion est attribuée à deux causes : la misère physiologique de la mère et le désir criminel de se débarrasser du fruit de sa faute.

M. Abel Pouzol, dans son remarquable ouvrage sur «La recherche de la paternité», a pu conclure, en s'appuyant sur de nombreuses autorités, que «la misère physiologique de la fille-mère et la longue série des privations qu'elle a endurées pendant sa grossesse constituent le facteur le plus important et l'élément pourvoyeur par excellence de cette navrante supériorité de la mortalité illégitime (1)».

La situation sera la même pendant l'allaitement, pendant les premières années ; la misère de la mère durant toute cette période, ne peut pas ne pas avoir une répercussion profonde sur l'enfant. Livrée à elle-même, obligée au surmenage, sans cesse rongée par le souci du lendemain, la fille-mère se trouvera évidemment dans les plus mauvaises conditions possibles pour nourrir, soigner et élever l'enfant ; comme de plus, malgré ses efforts, elle ne pourra, vraisemblablement, avec ses faibles gains, que végéter dans la misère, ce sera pour le malheureux

---

(1). ABEL POUZOL. — La recherche de la paternité (Paris, Giard et Brière, 1902), p. 407.

qu'elle a mis au monde ou la mort ou la ruine de la santé (1).

Sans doute, elle possède la ressource d'abandonner l'enfant à l'Assistance publique ; mais, outre que cette solution est absolument contraire à l'intérêt social, elle n'est évidemment au point de vue moral qu'un pis aller, auquel on doit seulement se résoudre, s'il est constaté que rien de mieux ne peut être fait.

C'est une chose grave de rendre orphelin ce petit être dont les parents sont vivants ; dont le père se cache, mais dont la mère est là, prête à accomplir sa tâche, si on lui en fournit les moyens. Avant d'admettre cette solution brutale, la société doit tout essayer, pour arriver à seconder cette malheureuse dans sa volonté de remplir son devoir, pour l'inciter à le faire, pour lui ôter toute excuse de s'y dérober. Et lorsqu'on connaît le père, lorsque ce père est riche, on admettra bien que son fils, même naturel, a d'autres droits, que de devenir un pupille de l'Assistance publique !

16. Les dangers du premier âge franchis — non sans préjudice pour l'avenir, — ce seront de nouveaux périls qui guetteront l'enfant à chaque étape de son existence.

---

(1) «La mère sera à l'atelier deux jours après l'accouchement. Tant pis si elle en meurt ! Mon ami Jean Dolfus, rien qu'en payant aux accouchées cinq jours de repos, avait diminué de onze pour cent la mortalité des nouveau-nés». JULES SIMON : *La femme du vingtième siècle* (Paris, Calmann-Lévy, 1892), p. 210.

Comme les privations de l'enfance auront pu compromettre à jamais sa santé, le défaut d'éducation de sa jeunesse pourra fausser sa conscience et exercer une influence néfaste sur la conduite de toute sa vie. Si la mère doit consacrer tout son temps au travail — surtout au travail de l'atelier ou de l'usine, — elle n'aura aucunement le loisir de le surveiller, de le soustraire à la contagion du vice ; son éducation sera le fait des camarades de la rue, — et c'est tout dire !

Misère physique, misère morale, tel est le triste lot imparté à l'enfant abandonné, si sombre et si cruel que bien souvent, c'est l'appréhension de cette longue agonie dans le malheur qui détermine la mère au plus lâche des attentats !

Or, il est certain que l'enfant, innocent de toute faute, a le droit de vivre et de vivre pour devenir honnête ; il est non moins certain que pour remédier à tous ces déplorables effets, pour les atténuer tout au moins dans une large mesure, il suffirait parfois de peu de chose, d'un secours pécuniaire bien modeste. A qui demander cette aide nécessaire, sinon à l'auteur responsable de l'existence qui est en jeu ? « Qui a fait l'enfant doit le nourrir ! » disait Loysel dans son langage énergique. Le fond de cette maxime demeurera toujours vrai, parce qu'il est la simple expression d'une idée de justice interprétée par le bon sens.

L'homme n'a pas le droit de se déclarer indifférent à l'enfant qu'il a procréé ; la loi doit interdire cette abs-

tention parce qu'elle est criminelle, parce que tout individu qui accomplit volontairement un acte quelconque doit toujours être responsable de ses conséquences. Le sacrifice sera souvent minime pour le père, eu égard à sa situation ; mais serait-il mille fois plus grand, il n'égalerait jamais celui qui est imposé à la mère — parfois bien moins coupable — il n'atteindra jamais à la hauteur du préjudice que l'abandon complet doit causer à l'enfant innocent.

### § III

#### RESPONSABILITÉ DU PÈRE NATUREL A L'ÉGARD DE LA SOCIÉTÉ

17. Le sort des enfants naturels doit d'autant mieux intéresser le législateur que le nombre en est considérable, et que plus des huit dixièmes ne sont point reconnus par leur père.

Les naissances illégitimes constituent le dixième environ des naissances annuelles dans l'ensemble de la France. Cette proportion, deux fois et demie plus forte dans les villes que dans les campagnes, est cinq fois plus considérable dans le département de la Seine.

Voici, d'après les statistiques publiées par le ministère du commerce, le mouvement des naissances pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, de dix en dix années :

| ANNÉES    | ENFANTS<br>LÉGITIMES | ENFANTS<br>NATURELS | Proportion p. 100 habitants<br>des naissances vivantes |            |
|-----------|----------------------|---------------------|--------------------------------------------------------|------------|
|           | nés vivants          | nés vivants         | légitimes                                              | naturelles |
| 1800..... | 862.053              | 41.635              | »                                                      | »          |
| 1810..... | 879.632              | 52.167              | 3.00                                                   | 0.18       |
| 1820..... | 893.727              | 66.254              | 2.95                                                   | 0.22       |
| 1830..... | 899.015              | 68.985              | 2.78                                                   | 0.21       |
| 1840..... | 881.430              | 70.957              | 2.59                                                   | 0.21       |
| 1850..... | 884.523              | 69.717              | 2.48                                                   | 0.20       |
| 1860..... | 887.578              | 69.297              | 2.43                                                   | 0.19       |
| 1870..... | 873.100              | 70.415              | 2.36                                                   | 0.19       |
| 1880..... | 851.950              | 68.227              | 2.28                                                   | 0.18       |
| 1890..... | 766.973              | 71.086              | 2.00                                                   | 0.18       |
| 1900..... | 754.176              | 73.121              | 1.95                                                   | 0.19       |

Depuis 1830, la proportion pour cent habitants, des naissances naturelles vivantes, n'a pas beaucoup varié ; cependant le nombre des naissances légitimes diminuant, il en résulte que la relation entre celles-ci et les naissances naturelles a baissé progressivement, pendant cette période — et surtout depuis 1860 — au profit des naissances naturelles. Autrement dit, chaque année, l'excédent des naissances légitimes sur les naissances naturelles devient moins important.

| ANNÉES     | Excédant des naissances légitimes<br>sur les naissances naturelles |
|------------|--------------------------------------------------------------------|
| 1830 ..... | 830.030                                                            |
| 1840.....  | 810.473                                                            |
| 1850.....  | 814.806                                                            |
| 1860.....  | 818.281                                                            |
| 1870.....  | 802.685                                                            |
| 1880.....  | 783.723                                                            |
| 1890.....  | 695.887                                                            |
| 1900.....  | 681.055                                                            |

Ainsi, alors même que la natalité illégitime ne serait pas en progrès, elle prendrait cependant une importance de plus en plus grande par rapport à l'ensemble de la natalité française.

Sur le nombre considérable d'enfants naturels qui viennent au monde chaque année, il n'y en a pas un cinquième qui soient reconnus par leur père !

| ANNÉES | ENFANTS NATURELS |                         |                             | PROPORTION<br>pour 100 des<br>enfants naturels<br>reconnus<br>par le père |
|--------|------------------|-------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|        | Nés<br>vivants   | Reconnus<br>par le père | Non reconnus<br>par le père |                                                                           |
| 1897.. | 75.989           | 13.280                  | 62.709                      | 17.48                                                                     |
| 1898.. | 74.586           | 13.242                  | 61.344                      | 17.76                                                                     |
| 1899.. | 74.970           | 13.659                  | 61.311                      | 18.22                                                                     |
| 1900.. | 73.121           | 13.467                  | 59.654                      | 18.41                                                                     |

Il y a donc chaque année, 60 000 enfants environ, dont le père se dérobe, méconnaît sa responsabilité. On comprend que, multipliés par ce chiffre considérable, les dangers inhérents à l'abandon de l'enfant naturel affectent gravement l'intérêt social !

18. Tous ces graves périls, résultant pour la société de l'abandon des filles-mères et de leurs enfants, ont été minutieusement étudiés par d'éminents auteurs. Notre but n'étant pas exclusivement — ni même principalement — de conclure pour ou contre la recherche, nous nous contenterons d'indiquer brièvement les résultats acquis, renvoyant pour le détail et pour la discussion aux ouvrages spécialement écrits sur ce sujet.

#### **A) Population**

19. Nous avons noté l'augmentation progressive des naissances illégitimes par rapport à l'ensemble de la natalité française ; il est donc doublement attristant de constater que la mortalité et la mortinatalité se trouvent être dans une proportion singulièrement élevée lorsqu'il s'agit des enfants naturels.

Leur mortalité est double de celle qu'on relève pour les enfants issus de mariages réguliers ; et c'est à peu près la même effrayante proportion que l'on constate au point de vue de leur mortinatalité. De 1878 à 1888 la mortinatalité des enfants naturels étant en moyenne

de 77,36 pour mille, celle des enfants légitimes n'a été que de 41,63 pour mille.

Et voici pour les années 1899 et 1900 deux tableaux dont le rapprochement démontre que la situation ne s'améliore guère.

*Enfants légitimes*

| ANNÉES | NAISSANCES<br>vivantes | DÉCÈS<br>pendant la<br>1 <sup>re</sup> année | PROPORTION<br>pour mille | MORT-NÉS | PROPORTION<br>pour mille |
|--------|------------------------|----------------------------------------------|--------------------------|----------|--------------------------|
| 1899.. | 772.657                | 118.789                                      | 153                      | 34.330   | 44                       |
| 1900.. | 754.176                | 113.516                                      | 150                      | 33.787   | 44                       |

*Enfants naturels*

| ANNÉES | NAISSANCES<br>vivantes | DÉCÈS<br>pendant la<br>1 <sup>re</sup> année | PROPORTION<br>pour mille | MORT-NÉS | PROPORTION<br>pour mille |
|--------|------------------------|----------------------------------------------|--------------------------|----------|--------------------------|
| 1899.. | 74.970                 | 19.542                                       | 260                      | 5.530    | 73                       |
| 1900.. | 73.121                 | 19.472                                       | 266                      | 5.459    | 73                       |

Ces attristantes constatations — simple confirmation expérimentale de dangers faciles à prévoir — justifient pleinement cette parole de Jules Simon : « l'abandon de la mère, après une paternité clandestine, est un crime... le plus grand des crimes. C'est même un assassinat,

puisque'il est prouvé que la mortalité des enfants naturels est plus grande que celle des enfants légitimes » (1).

« N'y va-t-il pas pourtant de l'intérêt social que le plus d'enfants possible vivent et poussent vigoureux ? » (2).

### *B) Crimes contre l'enfant.*

20. Les démographes assignent deux causes à cette proportion — ou plutôt à cette disproportion — entre la mortalité ou la mortinatalité des enfants légitimes, et celles des enfants naturels : la misère des filles-mères, les attentats contre la vie de l'enfant.

Les statistiques relatives au crime d'avortement ne donnent qu'une faible idée de sa fréquence ; il est certain que la très grande majorité de ces pratiques criminelles échappe aux recherches de la justice ; leur chiffre réel est sans aucun doute infiniment plus grand que le nombre constaté. Combien sont significatives à cet égard les affirmations de M. le Dr Marjolin déclarant : « sur plus de 90 confrères appartenant à l'Académie de médecine, à la Faculté, aux hôpitaux, ou placés dans une position qui permît d'obtenir d'utiles renseignements, je n'en ai pas trouvé un qui n'eût été sollicité, plus ou moins ouvertement, à participer à un de ces actes infâmes ou qui

---

(1) JULES SIMON. — *La femme du vingtième siècle*, p. 145.

(2) LOUIS DE GRAMMONT. — *In l'Eclair de Paris*, du 9 juin 1899.

n'eût été témoin des accidents si graves qu'ils occasionnent» (1).

L'infanticide, plus difficile à soustraire aux investigations de la justice, est assurément beaucoup moins fréquent que l'avortement, bien que les poursuites exercées de ce chef soient plus nombreuses que les autres.

Mais ce qu'il faut retenir, c'est que, d'après les observations de tous ceux qui ont étudié ces matières, l'avortement comme l'infanticide sont avant tout le crime de la fille-mère délaissée ! De telle sorte que la misère causée par l'abandon du séducteur, est au fond la cause unique de l'excès de la mortalité et de la mortinatalité naturelles, — agissant tantôt directement, par les privations, les fatigues, les souffrances sur la santé de la mère et de l'enfant ; tantôt indirectement, par l'appréhension d'une charge trop lourde à supporter, pour suggérer l'idée du crime.

### C) Moralité

21. Ce n'est certes pas le point de vue le moins triste et le moins effrayant, dans cette question de l'abandon des filles-mères, que la constatation des résultats funestes qu'il produit au point de vue moral.

---

(1) Cité par Pouzol, *op. cit.*, p. 430.

Plus la famille est désorganisée, plus l'éducation de l'enfant est défectueuse, plus il y a de chances par conséquent pour qu'il devienne un délinquant.

Dans une statistique embrassant 600 affaires correctionnelles concernant des jeunes gens mineurs de vingt ans, M. Louis Albanel a constaté qu'à peine 40 o/o appartenaient à des familles régulièrement organisées (1).

«La plupart des jeunes criminels, écrivait M. Alfred Fouillée, dans un article de la *Revue des Deux Mondes* (2), sont ou des enfants de criminels, ou des enfants abandonnés par des parents sans moralité. En somme, dans 85 cas pour 100, les conditions morales sont déplorables du côté des parents. Ajoutez-y l'influence des conditions économiques non moins fâcheuses : comment des enfants sans parents ou sans maison pourront-ils se procurer un travail régulier, engendrant une vie régulière !».

Et les résultats de la statistique semblent malheureusement confirmer ces données. M. Abel Pouzol, sur la foi de nombreux documents, portant sur un grand nombre de jeunes délinquants ou détenus, en arrive à cette conclusion que, eu égard au chiffre des naissances, la proportion des enfants naturels détenus dans les maisons

---

(1) LOUIS ALBANEL. — *Le Crime dans la Famille* (Paris, 1900. Rueff, édit.).

(2) ALFRED FOUILLÉE. — Les jeunes criminels, l'école et la presse, in *Rev. des Deux Mondes* du 15 janvier 1897.

de correction est double de celle des légitimes ; que celle des filles atteint le triple !

L'infériorité des enfants naturels sur les enfants légitimes est donc plus grande encore au point de vue moral, particulièrement pour les filles. « Délaissés par le père, ces enfants ont vu leur mère découragée demander des ressources au dévergondage et à la prostitution, ou bien encore ils ont échappé à sa surveillance fatalement impuissante et les voilà de francs mauvais sujets ... Tous ceux qui ont l'expérience des choses judiciaires savent que bon nombre de récidivistes jeunes et impénitents sont des enfants illégitimes non reconnus, et il est navrant de penser que ces coupables, disons aussi ces malheureux, se trouvent être victimes d'un abandon autorisé par le législateur.... » (1).

22. Est-il besoin de noter, en terminant — ce que l'on trouve si clairement indiqué dans cette citation — que la mère abandonnée est, elle aussi, entraînée par la misère vers le dévergondage ? Les ouvrages spéciaux sont éloquents sur ce point. Ils démontrent jusqu'à l'évidence qu'à part de bien rares exceptions, la misère ou le vice — sinon la misère dans le vice — sont l'inévitable lot de ces malheureuses.

Jules Simon résumait parfaitement la situation dans

---

(1) Rapport de M. Julien Goujon sur les propositions Rivet et Groussier. Chambre 1897. Annexe 2524, p. 1409.

cette apostrophe au père naturel qui se dérobe à l'abri de l'article 340 : « Vous créez un paria et une prostituée, et vous vous croyez un bon citoyen ? » (1).

#### D) Charges pécuniaires

23. La catégorie des enfants naturels non reconnus impose à l'Etat une charge considérable.

Les enfants à la charge de l'Assistance publique sont ou « secourus chez leurs parents » ou « entretenus dans les hospices ».

On a pu affirmer après enquête (2) que 95 o/o des enfants « secourus chez leurs parents » appartiennent à des filles-mères abandonnées par leurs séducteurs. Quant aux enfants entretenus dans les hospices, ils se divisent en enfants *trouvés*, *orphelins* et *abandonnés*. Les enfants *abandonnés*, qui forment à eux seuls plus des quatre cinquièmes (3) de l'ensemble, sont presque tous des enfants naturels.

Ainsi les enfants illégitimes imposent à l'Etat la plus grosse part d'une dépense, qui s'élève annuellement à 25 millions environ. Il en coûte 25 millions par an à la nation française, pour assurer aux pères naturels une irresponsabilité criminelle !

---

(1) JULES SIMON, op. et loc. cit.

(2) M. AMIABLE, cité par Pouzol, op. cit., p. 142.

(3) En 1895 : 104,596 enfants entretenus dans les hospices se divisaient en 15.747 orphelins, 2.986 enfants trouvés et 85.863 *abandonnés*.

Si, à ce chiffre, on ajoutait les sommes nécessaires pour entretenir dans les prisons ou les hôpitaux les malheureux qui plus tard deviennent des délinquants ou des malades, il serait singulièrement augmenté. Il est incontestable, en effet, que si la misère entraîne une navrante supériorité de la mortalité des illégitimes, elle doit également créer, parmi les survivants, un nombre considérable d'infirmes et de malingres.

24. Les droits de la fille-mère et ceux de l'enfant, l'intérêt de la société et les principes de l'équité s'accordent donc, pour exiger que la loi ne permette pas au père naturel de méconnaître sans scrupule le fruit de ses œuvres. Vis-à-vis de l'enfant et de la mère il a des devoirs ; c'est à la loi qu'il appartient de les définir et de les sanctionner.

---

## CHAPITRE II

## EXAMEN DES OBJECTIONS

25. Si la recherche de la paternité se présentait sous une forme purement spéculative, si la solution devait être une simple décision de principes, logiquement déduite des données du droit et de l'équité, tout le monde s'accorderait vraisemblablement à proclamer la responsabilité du père naturel.

Mais en législation, où la valeur des théories se mesure à des contingences, la position de la question est tout autre.

Il s'agit de déterminer, si les devoirs du père constituant une obligation morale ou même naturelle, il est expédient de les transformer en obligation civile ; si la pratique de cette réforme, ne présenterait pas plus d'inconvénients que n'en produit l'interdiction elle-même et s'il ne vaut pas mieux dès lors, maintenir un régime défectueux, que d'en créer un pire.

26. Quels dangers peut donc faire craindre le rétablissement prudent et modéré d'une législation dont on a pu dire qu'elle a fonctionné sans entraves « dans notre

pays, pendant des siècles, avant de soulever, dans les fameuses conclusions de l'avocat-général Servan, la première et unique critique qu'elle ait jamais suscitée avant la Révolution» (1)?

*Crainte du scandale, impossibilité de la preuve, atteinte à l'institution du mariage*, telles sont les trois objections principales — de valeur bien différente — mises en avant par les adversaires de la réforme.

## § 1

### CRAINTE DU SCANDALE

27. La crainte du scandale, la peur du chantage sont des arguments peu convaincants.

Peut-on croire que du jour où l'article 340 serait aboli, il n'y aurait plus dans aucune famille, pour si respectable et respectée qu'elle ait été jusque-là, ni repos, ni sécurité? Que la première fille venue pourrait jeter son dévolu sur un homme quelconque, le pousser par la menace de l'action à verser des sommes considérables, ou l'y contraindre par une condamnation déclarant sa paternité?

Bigot-Préameneu — dans la discussion du code civil — paraît s'être laissé entraîner par l'emphase commune

---

(1) AMBROISE COLIN, in *Rev. trim. de dr. civ.*, 1902, p. 263.

aux orateurs de son époque, lorsqu'il trace, à propos des méfaits de la recherche dans l'ancien droit, un tableau où les couleurs sombres sont prodiguées à plaisir. «L'homme dont la conduite était la plus pure, celui même dont les cheveux avaient blanchi dans l'exercice de toutes les vertus, n'était point à l'abri de l'attaque d'une femme impudente.....» (1).

Ces paroles semblent bien plutôt destinées à impressionner les membres du Corps législatif pour les rallier à la conception de l'article 340, qu'à tracer fidèlement une page d'histoire; mais, seraient-elles conformes, dans une certaine mesure, à la vérité historique, qu'elles ne prouveraient rien pour l'avenir. La recherche, en effet, fonctionnait sans restriction dans l'ancien droit(2), tandis qu'il faudrait une insouciance inconcevable pour ne pas indiquer, dans le texte même de la réforme, les garanties indispensables pour en empêcher l'abus.

La prescription d'une procédure spéciale; l'exigence de modes de preuves rigoureux; l'interdiction maintenue dans certains cas où l'action menacerait véritablement la sécurité des familles légitimes, où l'indignité de la mère entacherait ses actes et ses intentions d'une présomption de fraude; la menace d'une répression sévère lorsqu'une

---

(1) Présentation au Corps législatif et exposé des motifs par M. Bigot-Prémeneu. Séance du 20 ventôse an XI (11 mars 1803). Fenet, t. X, p. 156.

(2) D'après Tronchet, il suffisait de prouver la fréquentation. Fenet, t. X, p. 74. Voy. sur la législ. de l'ancien droit, *infra* p. 77.

pensée de dol ou de diffamation aurait guidé la demanderesse ; surtout, une application prudente et réservée de la loi par les tribunaux, ne permettraient pas de la détourner de son but et d'en faire un objet de chantage.

Est-ce que d'ailleurs, dès aujourd'hui, celles qui voudraient spéculer sur la menace de révélations scabreuses n'ont pas à leur disposition l'action en dommages-intérêts, qui n'est point soumise à cet ensemble de précautions ?

28. Quant au scandale pouvant résulter du procès lui-même, on a trop souvent cité pour qu'il soit besoin de le faire ici, les textes qui peuvent conduire à des débats de même nature (1).

Un prétoire d'ailleurs n'est pas un théâtre ; les paroles qu'on y prononce sont adressées aux juges, non au public. Qu'on interdise la divulgation des débats, leur reproduction par la presse, mais qu'on ne prétende pas que la discussion même du procès, pourrait être scandaleuse. En aucune matière il ne saurait y avoir scandale, à établir la vérité devant des magistrats, pour leur permettre de distribuer à chacun la justice selon

---

(1) « Quand on trouve dans un arrêt une condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre un séducteur pour le motif « qu'il a abandonné une jeune fille par lui deux fois rendue mère », on est tenté de penser qu'une décision de cette nature ne diffère guère de celle qui serait intervenue sur une demande en déclaration de paternité tendant à faire accorder des aliments à l'enfant ». ALBERT GIGOT, *in La Réforme Sociale*, 1<sup>er</sup> février 1897, p. 197.

ses droits. Il n'y aurait pas plus de scandale à voir un enfant rechercher son père qu'il n'y en a aujourd'hui — pour ne parler que des matières civiles — à voir un père désavouer l'enfant de sa femme légitime, un époux démontrer l'inconduite de son conjoint, une fille poursuivre son séducteur en réparation du préjudice causé, un enfant naturel prouver sa filiation à l'égard de sa mère ou même à l'égard de son père au cas d'enlèvement.

La crainte de ce scandale ne saurait même faire hésiter le législateur ou le juge. «La justice humaine, dit M. Planiol — adversaire cependant de la réforme, — ne doit point s'arrêter devant cet ordre de considérations» (1).

## § II

### IMPOSSIBILITÉ DE LA PREUVE

29. L'impossibilité de la preuve est l'objection de beaucoup la plus sérieuse qu'on puisse faire à l'admission de la recherche de la paternité; c'est même la seule, car toutes les autres en découlent (2).

---

(1) M. PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil (2<sup>e</sup> édition), t. I, p. 926.

(2) Si le fait de la paternité se prouvait de façon matérielle, absolue, aucun chantage à craindre, aucun scandale possible, puisqu'on serait toujours sûr qu'une action intentée de mauvaise foi aboutirait à la confusion du demandeur; aucune atteinte possible aux prérogatives du mariage, car la paternité se prouvant directement, nulle présomption légale ne serait admissible, la maxime *pater is est* n'aurait plus de raison d'être: celui-là serait le père contre qui la paternité serait matériellement démontrée,

N'est-il pas évident, que si la filiation s'établissait à l'encontre du père, aussi facilement qu'à l'égard de la mère, personne n'aurait songé à défendre l'administration de cette preuve vis-à-vis de l'un des parents quand on l'autorisait envers l'autre. Partisans et adversaires de la réforme semblent d'accord sur ce point.

«La véritable raison, dit M. Planiol, qui doit faire maintenir l'article 340 est l'incertitude de la preuve. On dit bien que les magistrats sont juges des faits allégués, mais ils peuvent se tromper; et le risque d'infliger à quelqu'un une fausse paternité par suite d'une erreur judiciaire, trop facile à commettre est assez grand pour arrêter le législateur» (1).

C'est donc la possibilité d'une erreur judiciaire, dans une matière où elle aurait des conséquences particulièrement graves, qui s'oppose à l'abrogation de l'article 340.

30. S'il fallait abolir dans les codes tout ce qui peut amener la justice à faillir, on se demande ce qui resterait debout des législations humaines ! Quelle est la matière où la prudence de l'homme ne saurait être mise en défaut, où sa bonne foi ne peut être surprise ? Et cependant, le juge criminel, sans motiver son verdict, parce que seulement telle est son intime conviction, envoie un homme au bagne ou à l'échafaud et le con-

---

(1) M. PLANIOL, *op. cit.*, t. I, p. 926.

damné ne peut en appeler de cette décision souveraine ! En matière civile, dans un grand nombre de procès, les questions sont si délicates en droit, si obscures en fait, qu'on ne peut rendre un arrêt au-dessus de toute critique; les juges se trouvent divisés et c'est l'avis de la majorité qui prévaut : si ce jour-là, la maladie avait frappé tel magistrat à la place de tel autre, l'arrêt eût peut-être décidé en sens contraire : et c'est ainsi que se jugent les plus graves questions que puissent soulever les intérêts des hommes, et il est impossible qu'il en soit autrement !

Si donc nous reconnaissons qu'il serait juste en droit, utile en fait, d'autoriser la recherche de la paternité, faudra-t-il en cette seule matière trouver un obstacle infranchissable, dans l'impossibilité d'arriver à la certitude matérielle, qui peut seule permettre d'éviter à coup sûr l'erreur ?

Il suffit pour rassurer la conscience du législateur que la preuve soit possible, que l'erreur n'apparaisse pas comme plus facile, qu'elle n'ait pas des conséquences plus graves qu'en d'autres matières.

31. La preuve de la paternité comporte deux degrés :

1<sup>o</sup> Le défendeur a eu des relations avec la mère pendant la période où la conception a été possible (300<sup>e</sup> ou 180<sup>e</sup> jour avant la naissance) et il peut être le père de l'enfant ;

2<sup>o</sup> Aucun autre que le défendeur n'a eu pendant la

même époque de rapprochement avec la mère, et la paternité devient certaine.

L'existence des relations à une époque donnée peut évidemment s'établir, souvent sans difficulté; dans bien des cas elle ne sera même pas contestée.

Affirmer l'impossibilité de prouver la paternité revient donc à soutenir qu'il est impossible, en aucun cas, d'être certain que, durant une période de 121 jours, une femme a été fidèle à un homme. Impossibilité d'une certitude objective, oui; impossibilité d'une certitude subjective, non.

Peut-on raisonnablement soutenir que jamais, pour aucune femme, dans aucune circonstance, on ne pourra avoir la certitude morale absolue, que pendant ce court espace de temps, la mère de l'enfant n'a pas eu de relations avec un autre homme que le défendeur?

«La meilleure preuve, dit M. Ambroise Colin, que le législateur s'est exagéré la difficulté d'arriver à une certitude, à la certitude subjective du juge, la seule qui puisse atteindre les jugements humains, c'est qu'il fait lui-même exception à la règle qu'il établit et admet la recherche de la paternité dans l'hypothèse de l'enlèvement» (1).

Est-ce que les juges ne doivent pas aussi arriver à la

---

(1) *In Revue trimestrielle*, 1902, p. 291.

même certitude, avant de condamner à des dommages-intérêts l'auteur d'une grossesse ? (1).

« Il y a des situations, remarque fort justement M. Ch. Gide, où, pour toute personne de bonne foi, la preuve est aussi bien et mieux établie que dans le cas d'enlèvement. Il en est un notamment, très puissant dans lequel il n'y a pas seulement le témoignage de la mère, mais celui des voisins, du public et du père lui-même. C'est ce qu'on appelle le « faux ménage » chez les bourgeois et chez le peuple tout simplement le ménage.... Ce qu'il y a de révoltant dans la loi, c'est que dans le cas de ménage légal la fidélité de la femme est présumée sans possibilité de preuve contraire, tandis que dans le ménage illégal l'infidélité de la femme est présumée sans possibilité de preuve contraire » (2)

32. Cette question de l'impossibilité de la preuve, seul fondement de l'article 340, n'est à tout prendre qu'une

(1) « N'est-il pas évident que les magistrats qui condamnent un homme à des dommages-intérêts pour avoir abusé d'une femme sont profondément convaincus que la grossesse de ladite femme est le fait de celui qu'ils condamnent ? Quand les tribunaux déclarent, par exemple, qu'une femme est devenue mère par suite des relations qu'elle a eues avec tel individu, ils manifestent ouvertement que la preuve de la paternité peut être et leur a été rapportée. S'ils ne se croyaient pas exactement renseignés sur ce dernier point, ils se garderaient bien de prononcer une décision qui, en faisant peser sur un homme innocent la responsabilité encourue par un autre, constituerait une grossière iniquité ». (*Rapport de M. Julien Goujon. Chambre 1897. Annexe 2524, p. 1414*).

(2) CH. GIDE. — La recherche de la paternité. *Conférence donnée à l'Ecole des Hautes Etudes sociales* le 23 janvier 1903, in *Le Relèvement Social* du 15 février 1903.

question d'espèces. Or, la réforme accomplie, nul n'obligera les magistrats à déclarer la paternité d'un homme, s'ils ne sont moralement certains, s'il ne leur est surabondamment prouvé que cet homme est bien le père de l'enfant au nom duquel l'action est intentée. Si les hypothèses où la preuve sera suffisante pour fonder leur décision, se présentent rarement, ils appliqueront rarement la loi nouvelle, si dans aucun cas cette preuve ne peut être fournie, ils ne l'appliqueront jamais, mais il s'agit là de points de fait que la pratique seule peut trancher.

Ce qui paraît audacieux, c'est d'affirmer qu'on ne saurait permettre au débat de s'ouvrir, parce qu'il est évident *a priori* qu'il se présentera toujours dans des conditions telles, qu'il aboutira fatalement à un résultat négatif. Affirmation gratuite, d'autant plus imprudente que dès aujourd'hui nos magistrats, dans des cas analogues, arrivent à une certitude suffisante pour se prononcer (1) et qu'à l'étranger, dans les nombreux pays

---

(1) Indépendamment du cas de condamnation à des dommages-intérêts pour le préjudice causé par une séduction suivie de grossesse, il est un cas particulier où les magistrats doivent rechercher la paternité, c'est l'hypothèse d'une contestation de reconnaissance d'enfant naturel. Les tribunaux apprécient souverainement, suivant les circonstances, quelle est entre plusieurs reconnaissances successives, la reconnaissance véritable. Cass., 9 déc. 1829 et 10 fév. 1847 (D. 47. I. 49); Trib. civ. Rocroy, 8 déc. 1898 (*Gaz. Pal.*, 99. I. 63); Cour de Poitiers, 5 mars 1900 (*Gaz. Pal.*, 1900. I. 557). «Attendu, dit ce dernier arrêt, que la loi n'a attaché à la reconnaissance de paternité d'un enfant naturel qu'une valeur toute relative; qu'ainsi permet-elle à tous ceux qui y ont intérêt de la contester et laisse-t-elle

où sa recherche est autorisée la paternité s'établit couramment devant les tribunaux.

Il apparaît donc au contraire, que dans un grand nombre d'hypothèses, la preuve sera possible. Au cas de viol ou de séduction dolosive par exemple, n'y aurait-il pas des raisons déterminantes à peu près aussi fortes qu'au cas d'enlèvement ? Et lorsque l'enfant pourra exciper d'une reconnaissance sous seing privé ou d'une possession d'état, n'est-il pas singulièrement rigoureux, d'interdire qu'il porte devant la justice toutes les preuves, tous les témoignages, qui corroborent l'aveu du père lui-même ?

33. Evidemment, ici comme partout, l'erreur peut se glisser, par la simple raison que l'homme n'est point infailible ; mais, si elle n'est point plus probable, si elle n'a point des conséquences plus graves qu'en une autre matière, pourquoi le législateur s'arrêterait-il devant la possibilité d'une hypothèse qui ne l'a jamais arrêté, parce qu'elle peut résulter de n'importe quelle loi ?

Certes, si la loi autorisait « une femme impudente », selon l'expression de Bigot-Préameneu, à produire quel-

---

aux magistrats, le soin *d'apprécier souverainement la sincérité* et, par suite, la validité de l'acte qui fixe l'état de cet enfant ». Et l'arrêt détermine en fait quelle est la vraie reconnaissance, c'est-à-dire quel est le véritable père. Ne faut-il pas arriver à une certitude suffisante de la paternité d'un individu pour dire que la reconnaissance par lui faite est bien l'expression de la réalité ?

ques faux témoins et, sans autre preuve, sans autre garantie, à faire déclarer la paternité d'un homme «dont les cheveux aurait blanchi dans l'exercice de toutes les vertus», il ne serait pas possible qu'une justice aussi aveugle ne fît souvent fausse route. Mais nul ne songe à demander une loi pouvant devenir aux mains de «femmes impudentes», une arme aussi dangereuse pour la vertu.

Il appartient au législateur, de se montrer d'autant plus exigeant que le fait à établir est plus caché, au magistrat de seconder par sa prudence la sévérité de la loi.

Tout d'abord, l'homme vertueux dont parle le rédacteur du code, sera à l'abri d'une erreur, car nul ne songerait à le déclarer père de l'enfant si au préalable l'existence de ses relations avec la mère, à l'époque de la conception, n'était point prouvée de façon indubitable.

La loi devra encore interdire absolument l'action dans certains cas, où l'on ne pourrait arriver à une certitude suffisante (indignité de la mère); ne permettre en toute hypothèse de l'intenter, que lorsqu'un fait patent établira par avance une présomption, en faveur de la paternité du défendeur (enlèvement, viol, séduction dolosive, possession d'état, reconnaissance sous seing privé).

La difficulté de la preuve ne saurait motiver une interdiction absolue, car, dans ces conditions, l'erreur n'apparaît pas comme plus probable qu'en toute autre hypothèse.

34. Quant aux conséquences de cette erreur, seraient-elles véritablement de telle nature que d'envisager seulement leur possibilité doive empêcher toute réforme? Comme elles ne peuvent se mesurer qu'à l'importance de la situation faite par la loi aux enfants judiciairement déclarés, il faudrait, pour peser la valeur de l'objection, connaître d'abord la limite et la nature des droits qui seront accordés à cette classe d'enfants naturels.

Lorsque le décret du 12 brumaire an II — si favorable cependant aux descendants illégitimes — supprima les trop grandes facilités accordées dans l'ancien droit pour la recherche de la paternité, cette mesure fut la conséquence fatale des dispositions de son article 2 proclamant que : les «droits de successibilité» des enfants naturels étaient «les mêmes que ceux des autres enfants»(1).

Ce fut par compensation à l'importance exagérée de ses effets que la filiation naturelle ne put s'établir en dehors du consentement de l'intéressé; encore cette reconnaissance pouvait-elle résulter «d'écrits publics ou privés du père, ou de la suite des soins donnés à titre de paternité sans interruption, tant à leur entretien qu'à leur éducation».

Sous l'empire de cette loi, «le risque d'infliger à quelqu'un une fausse paternité» était, en effet, «assez grand»

---

(1) *In* DALL. — Rép. gén. V<sup>o</sup> Paternité, p. 293, N<sup>o</sup> 419.

pour s'opposer à la recherche de la filiation naturelle — surtout dans les conditions d'insécurité où elle était pratiquée antérieurement.

Mais si, bien loin de «placer dans la famille, les enfants naturels nés de personnes libres *presque* au même rang que les enfants légitimes» (1), la loi leur accorde seulement les secours nécessaires, pour assurer l'existence et l'éducation jusqu'au moment où ils se trouveront à même de gagner leur vie, — est-ce que l'objection ne perd pas toute sa force ?

L'enjeu du procès, en pareille hypothèse, est réduit au paiement d'une somme d'argent, il n'est donc pas plus important qu'en toute autre matière civile. Ce serait même l'inverse, si l'on admettait que la condamnation doit être réglée suivant les ressources du défendeur (2); ce dernier ne risquerait jamais ainsi, de voir sa fortune perdue ou compromise — comme en bien des litiges — par suite d'une maladresse, d'une imprudence ou d'une erreur.

35. Le juge, en cette matière, peut donc arriver en fait à la certitude subjective, comme le montrent, d'ailleurs, les décisions rendues en France et à l'étranger dans des cas analogues; — l'erreur n'est point plus pro-

---

(1) CAMBAGÈRÈS. — *Rapport sur le Décret rendu par la Convention le 4 juin 1793.*

(2) Sur le calcul de l'indemnité, voyez *infra* Troisième partie. Section II, § I.

bable qu'en tout autre cas, si les précautions du législateur et la prudence des tribunaux compensent les difficultés de la preuve; — les conséquences de cette erreur, toujours possible, ne seraient pas plus graves qu'en un procès civil quelconque, pourvu que la loi restreignît les droits des enfants déclarés par justice, à ce qui est strictement juste et nécessaire. D'autre part, le concours de circonstances nécessaire pour permettre «d'infliger à quelqu'un une fausse paternité» nous est une garantie, qu'à part l'intérêt qui s'attache à tout homme obligé de payer l'indu, la personnalité du défendeur ne se recommandera pas d'une façon spéciale par des qualités de vertu et de dévouement.

L'argument de «l'impossibilité de la preuve» n'est donc pas probant; l'objection tirée de la gravité qu'aurait une erreur en cette matière ne paraît pas de nature à contrebalancer l'ensemble des intérêts qui exigent impérieusement la réforme; elle doit seulement éveiller la prudence du législateur et le mettre en garde contre l'exagération.

### § III

#### DANGERS D'IMMORALITÉ. ATTEINTE AU MARIAGE

36. Démontrer que la Recherche de la paternité augmenterait l'immoralité ou porterait à l'institution du mariage — c'est-à-dire de la famille légitime — une

atteinte profonde, serait certainement faire une preuve suffisante de l'inopportunité de cette réforme. Aussi, ses adversaires, et plus particulièrement les moralistes, insistent-ils sur ce danger.

Nous avons vu à quels résultats déplorables, au point de vue de la moralité publique, conduit l'application de l'article 340, nous avons exprimé les raisons pour lesquelles on peut espérer que son abrogation permettrait de les atténuer dans une large mesure; les partisans de l'interdiction peuvent-ils nous montrer dans l'application d'une loi autorisant la recherche, des risques d'immoralité suffisants, pour l'emporter sur les avantages moraux qu'elle produirait certainement ?

## I. — Séduction

37. La séduction, disent-ils, serait bien plus fréquente si la fille séduite pouvait rechercher le père de son enfant. Ce serait enlever à la faute une partie de ses périls, de ses charges pécuniaires, par conséquent en augmenter l'attrait.

Dans la discussion de l'article 340, Cambacérès avait déjà déclaré: «Les femmes deviendront plus réservées lorsqu'elles sauront qu'en cédant sans prendre de précautions pour assurer l'état de leur postérité, elles en seront seules chargées».

Nous savons ce qu'il en est advenu. L'histoire des mœurs françaises au XIX<sup>e</sup> siècle est là, pour démontrer

que l'article en question, a singulièrement manqué à sa mission moralisatrice. Les craintes de nos adversaires ne paraissent pas plus fondées aujourd'hui, que n'étaient les espérances des rédacteurs du code, au début du siècle dernier.

Qui ne voit, en effet, relativement au rôle de la femme dans la séduction, que la crainte des charges pécuniaires causées par la naissance d'un enfant naturel pèse d'un poids bien faible dans la multitude des causes qui entourent sa chute !

Il faut supposer d'abord, pour admettre l'influence d'une pareille considération sur l'esprit de la jeune fille, qu'elle a conservé, en se donnant, toute sa liberté d'esprit, toute son indépendance de volonté ; qu'elle a calculé posément les avantages et les inconvénients de son acte. Cela seul démontre que, dans toute séduction dolosive — disons dans toute séduction vraie, — la question des droits à exercer contre le père de l'enfant naturel, n'entre en rien dans les causes déterminantes de la faute.

38. Dans les autres cas, lorsque la fille séduite agit librement, sciemment, en connaissance de cause, est-ce que la simple possibilité d'une grossesse en dehors du mariage, indépendamment de toute question d'argent, ne présente pas assez de dangers, d'inconvénients et de déshonneur pour lui démontrer surabondamment que son intérêt est de demeurer vertueuse ? La « peur de

l'enfant» ne sera pas diminuée parce qu'elle aura la faculté de faire supporter au père une partie des dépenses relatives à son entretien (1)

Qu'est-ce qu'il en coûte, d'ailleurs, au séducteur dans l'état actuel des choses, pour mettre sa parole menteuse à la place de la loi ? Une promesse de mariage ou tout au moins d'assistance au cas de grossesse est si vite faite ! Et l'enfant inexpérimentée, croit naïvement à la parole de celui qui a capté sa confiance avec son amour ; elle n'est donc plus retenue par cette appréhension de supporter seule les charges de la maternité : on lui a promis protection, elle se croit en sécurité.

Si elle prévoyait l'abandon après la grossesse, ce n'est certes pas la simple faculté de poursuivre le père, qui serait de nature à effacer dans son esprit, la crainte des inévitables malheurs, conséquences de cet abandon ; si au contraire elle croit en son séducteur, si elle a confiance dans son amour, dans sa sincérité, dans sa fidélité, ce n'est pas l'interdiction de l'article 340 qui pourra l'empêcher de succomber. Elle a foi en lui, cela suffit pour peser sur sa détermination ; pour détruire sa sécurité il faudrait changer ses sentiments.

39. Le danger serait qu'une loi dépassant son but, per-

---

(1) D'autre part on aurait beau rendre pire la situation de la fille-mère, on ne lui enlèvera jamais l'espoir d'éviter une grossesse source de tant de maux, mais on augmentera certainement son désir de se soustraire par tous moyens, même par le crime, à des conséquences aussi redoutables.

mît à la fille séduite de tirer un avantage personnel de sa maternité. Mais ce n'est point parce que le père devra concourir à l'entretien de l'enfant naturel que le sort de la fille-mère sera amélioré jusqu'à le rendre enviable.

Au contraire, tous les adversaires de la législation actuelle ont démontré sans peine qu'elle favorise la séduction en assurant à l'homme une irresponsabilité absolue. Rien n'arrête le séducteur, tout lui est loisible ! Avec prudence, il peut accumuler serments et promesses en toute sécurité, la loi le délie par avance de ses engagements.

Au lieu d'être un obstacle à la mauvaise conduite des femmes, l'interdiction de la recherche est un encouragement, presque une provocation au libertinage des hommes ; loin d'enrayer la séduction il doit donc la favoriser. Le tribun Andrieux le disait fort justement lorsqu'il répondait aux vaines espérances de Cambacérès par cette sage observation : « Les femmes ont déjà le frein de la pudeur, celui de périls de toute espèce auxquels elles s'exposent. Ne songez donc pas à renforcer la défense et occupez-vous beaucoup plus d'affaiblir et d'arrêter l'attaque » (1).

---

(1) « La loi actuelle semble agir, il est vrai, d'une certaine manière sur le sexe féminin pour le détourner de la tentation de se laisser séduire. Mais, en réalité, elle ne fait que l'exposer davantage à ce péril, parce qu'en assurant l'impunité à l'autre sexe, elle l'incite en quelque sorte et le provoque à séduire ». P. TOULEMONT, in *Revue des études religieuses et philosophiques*, ann. 1874 (février), p. 256.

## II. — Union libre

40. Mais un autre danger n'est-il pas à redouter ?

Si l'on permet à la concubine de rechercher le père de ses enfants, ne faut-il pas craindre que cette mesure augmente la fréquence des unions libres, — et détruise du même coup la barrière qui les sépare du légitime mariage, en leur faisant produire l'effet primordial de l'union légale : « la démonstration de la paternité ? »

L'expérience est faite, en ce qui concerne la fréquence des unions libres, tout comme en ce qui a trait à la séduction. Malgré les dispositions de l'article 340 nous pouvons constater ses progrès incessants ; sur ce point encore, la législation en cours aggrave les effets du mal, sans entraver son développement.

Il est facile de s'en rendre compte, en effet, si l'un des deux concubins peut avoir intérêt à perpétuer la liberté de l'union, à ne pas se soumettre aux liens du mariage, ce n'est point celle qui trouverait aide et protection dans l'union légitime, mais bien celui qui s'y verrait obligé à remplir les devoirs du père de famille. Le mariage est le salut pour la concubine, pour l'homme c'est l'écueil.

Si donc, la loi peut favoriser l'union libre au détriment du mariage, c'est évidemment en garantissant à l'homme dans cette situation irrégulière, une irresponsabilité absolue pour le passé, pour le présent et sur-

tout pour l'avenir. Union libre, pour lui, c'est avant tout liberté complète de rupture ; pour la femme, c'est bien plutôt risque perpétuel d'abandon

41. Sans doute théoriquement la femme possède le même avantage, mais en pratique il ne lui est guère possible d'en profiter, surtout lorsqu'elle a charge d'enfants.

« Il semble, écrivait Montesquieu, que dans les mains du mari la répudiation ne soit qu'un abus de sa puissance, mais une femme qui répudie n'exerce qu'un triste remède. C'est toujours un grand malheur pour elle d'aller chercher un second mari lorsqu'elle a perdu la plupart de ses agréments chez un autre. . » Et M. Faguet, commentant ces paroles, — dans un article publié en 1906 par « le Gaulois » — ajoute : « Cela veut dire que, non seulement dans les pays où les femmes vivent dans un esclavage domestique mais encore dans tous ceux où la femme *a besoin de l'homme pour vivre*, c'est-à-dire dans tous les pays, la répudiation aux mains de l'homme et de la femme c'est la répudiation à très peu près *aux mains de l'homme seul, et ne profitant qu'à lui et n'étant arme et moyen d'action que pour lui* ». Ce commentaire d'une observation profondément vraie ne s'applique-t-il pas à l'union irrégulière avec une force plus grande encore qu'à l'union légale ?

Si, après un premier mariage, c'est pour la femme qui répudie « un grand malheur » de chercher un second mari, n'est-ce pas un plus grand malheur pour la con-

cubine qui n'a pas seulement perdu « la plupart de ses agréments chez un autre » mais aussi son honneur de femme ? Après la rupture, il lui sera bien autrement difficile qu'à la femme légitime après la répudiation, de trouver un mari ; voilà pourquoi, plus encore qu'à celle-ci, l'usage de la répudiation lui est interdit, surtout lorsqu'il y a des enfants qui demeureraient à sa charge (1).

C'est en sens inverse la même exagération pour le concubin. Tandis que le mari reste lié après la répudiation à ses enfants légitimes, lui, recouvrera une indépendance complète, sans aucun lien avec le passé ; il peut sans crainte abuser de son droit.

Tout ceci ne démontre-t-il pas que, si l'on veut enrayer les progrès de l'union libre, il est nécessaire de s'attaquer aux avantages que l'homme y rencontre ? En le rendant « responsable » on lui ôterait la raison principale qu'il a, de préférer cet état au mariage ; quant à la femme elle trouvera toujours dans l'union légitime plus de sécurité et de protection, son intérêt sera toujours de régulariser sa situation (2).

---

(1) N'oublions pas que c'est dans les milieux ouvriers, où l'homme fait vivre sa famille avec son salaire quotidien, que se rencontre le plus grand nombre d'unions libres.

(2) C'est bien plutôt en facilitant la rupture du mariage qu'on rapproche celui-ci de l'union libre et qu'on favorise cette dernière. Si le divorce par consentement unilatéral permettait à l'un des conjoints de répudier l'autre à son gré, la femme ne trouvant plus dans le mariage une sécurité particulière, n'aurait aucune raison d'intérêt personnel pour le préférer à l'union libre. Son choix pourrait être seulement influencé par des motifs de convenances sociales ou par ses croyances religieuses.

42. Beaucoup d'hommes éminents ont cependant combattu la réforme pour cette raison que la recherche de la paternité ferait produire à l'union libre l'effet essentiel du mariage : la preuve de la filiation ; ce qui porterait atteinte à l'union légitime, base de la famille et de la société. Cette idée a été très nettement et très énergiquement formulée par M. Brunetière dans un article un peu ancien, mais toujours cité, de la *Revue des Deux Mondes* (1).

« De quelque façon que l'on s'y prenne, déclare l'éminent académicien, et par quelque biais que ce soit il semble à peu près impossible, dès que l'on admet en principe la recherche de la paternité, de ne pas l'organiser de telle sorte qu'elle apparaisse tôt ou tard comme dirigée contre le mariage même » ? Et plus loin : « Telle est pour nous la vraie manière de poser la question de la recherche de la paternité. Voilà le vrai problème ou plutôt voilà le problème unique : veut-on du mariage ? ou bien n'en veut-on pas ? »

La question ainsi posée simplifierait beaucoup notre tâche et nous dispenserait d'une longue discussion ; mais il est permis de se demander si fatalement elle doit se présenter avec une aussi lumineuse simplicité ; s'il n'est pas possible de s'y « prendre de telle façon » qu'on

---

(1) BRUNETIÈRE. — La recherche de la paternité, in *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1883, p. 349.

n'ébranle aucunement l'institution du mariage légitime tout en portant « remède à des maux dignes de pitié » ?

En faisant « porter aux unions libres *les effets légaux* du mariage » ; en donnant « à l'union qui n'a pas été consacrée *la valeur* du mariage ; en faisant du concubinat *une forme à peine inférieure* du ménage », on risque fort — M. Brunetière n'a point de peine à le démontrer — de « compromettre gravement la dignité du mariage, — ce qui serait ébranler la constitution de la famille, et par suite le fondement de la société civile ».

Mais il s'agirait avant tout de savoir, si une loi autorisant la recherche de la paternité doit inévitablement donner à l'union libre « la valeur du mariage », lui en faire « porter les effets légaux » et la constituer en institution « à peine inférieure » au ménage régulier. Ceci ne s'impose pas à l'esprit avec une évidence telle qu'il n'y soit besoin d'aucune démonstration, et cette démonstration n'est pas faite.

43. L'union libre existe, c'est un fait, un fait fréquent, en progrès continuel ; c'est un mal social, et c'est précisément pourquoi le législateur n'a pas le droit de l'ignorer. Serait-il donc véritablement impossible qu'il essaye d'en pallier les effets déplorables, sans l'élever du même coup à la hauteur d'une *institution* ?

« Le secret de tant d'unions libres, continue M. Brunetière, c'est que chacun y croit trouver tout ce qu'il trouverait dans le mariage de satisfaction et de sé-

curité (?) *sans presque aucune des obligations ni presque aucun des devoirs qu'elle lui imposerait le mariage.....* si vous décrêtez en principe la recherche de la paternité, vous ôtez des unions libres la seule raison qu'elles aient de rougir d'elles-mêmes et quelquefois par conséquent d'essayer de se légitimer».

Il paraît bien exact que le secret de tant d'unions libres soit l'absence d'obligations et de devoirs, autrement dit, l'absence de responsabilité que chacun — mais surtout que l'homme — y rencontre. N'est-il pas paradoxal de conclure qu'en s'attaquant à cette irresponsabilité, avantage primordial et cause véritable des unions illégitimes, on agirait en leur faveur? Car n'est-ce point la supprimer en partie, que d'autoriser l'enfant à rechercher la paternité, afin d'obliger le père naturel, à remplir vis-à-vis de lui, telles obligations que déterminerait la loi?

L'homme ne trouverait plus ainsi dans l'union libre cette liberté sans frein, qui lui permet d'abandonner sa famille naturelle quand il lui plaît, et comme il lui plaît (1); le faux ménage perdrait donc à ses yeux son principal attrait; n'est-il pas logique de conclure que ce

---

(1) M. Léon Daudet, dans son beau roman *«Le Partage de l'enfant»*, décrit la situation originale d'une «compagne» qui cherche en vain le moyen de dissoudre par une sorte de «divorce libre» l'union illégitime où elle est loin d'avoir trouvé la satisfaction de ses désirs :

«Comme elle était capricieuse, elle prenait vite Paul en dégoût; et celui-

serait détruire la seule raison qu'il ait sous la loi actuelle de se refuser à légitimer son union ?

44. Mais, dit-on, c'est justement là que réside le danger. Admettre ce résultat c'est faire porter à l'union libre l'effet principal du mariage : la fixation de la paternité (1). Il est donc à redouter que par cette réforme on crée à côté du ménage régulier un mariage illégitime qui fera perdre en dignité au premier tout ce qu'il gagnera lui-même.

Il est hors de doute que l'on porterait sérieusement atteinte au mariage en décrétant que de l'union libre découlera la qualité d'enfant naturel — ou une qualité spéciale d'enfant naturel — comme découle du mariage la qualité d'enfant légitime. Pour atteindre ce but, la loi devrait décider que l'enfant naturel est fils du concubin de sa mère, comme l'enfant légitime est fils du mari de sa mère.

ci, ne connaissant qu'un remède en matière de dissentiment conjugal, commençait aussitôt à la battre.

— « Quittez-le. Allez-vous-en », concluait ma mère.

Geneviève gémissait :

— « Si encore nous avions passé par la mairie... Mais une union libre ! ... Comment la défaire ? Comment dénouer ce qui n'existe pas ? » (*Le Partage de l'enfant*, p. 312). — Lorsque c'est l'homme qui cherche à dénouer l'union libre, le moyen est vite trouvé.

(1) « Quel que soit l'objet ultérieur du mariage... toujours est-il qu'il a pour objet, au point de vue du droit civil, en fixant la paternité, de fixer à qui l'obligation incombe de nourrir et d'élever les enfants, c'est-à-dire de pourvoir pour sa part aux intérêts de la génération future et à la prospérité de la patrie... », et c'est pourquoi demander aux législateurs de voter la recherche de la paternité « c'est leur demander de reconnaître que tous les intérêts sociaux qu'ils croient liés à la loi du mariage n'y tiennent pas effectivement... », BRUNETIÈRE, in *Rev. des Deux Mondes*, loc. cit.

Est-ce bien à ce résultat qu'aboutirait la recherche de la paternité ?

Cette règle en serait au contraire la négation, car *elle suppose la paternité établie* — ou du moins attribuée — il n'y aurait donc pas lieu *de la rechercher*.

45. C'est pourquoi la loi pourrait, tout aussi bien, faire produire cet effet à l'union libre, sous un régime prohibant la recherche de la paternité.

Même sous l'empire de l'article 340, la jurisprudence aurait pu atteindre à un résultat presque analogue en se ralliant au système proposé par M. Demolombe, sur la possession d'état d'enfant naturel : « La possession d'état est une véritable reconnaissance ; lorsqu'un homme a constamment et publiquement traité un enfant comme le sien ; lorsqu'il l'a présenté comme tel dans sa famille, dans la société ; lorsqu'il lui a donné son nom... il est impossible de dire qu'il ne l'a pas reconnu... Il ne s'agit pas ici de la part de l'enfant de rechercher la paternité... la paternité, elle est prouvée ! elle est reconnue !... on ne cherche pas ce qu'on possède » (1).

D'après cette théorie, celui-là serait donc légalement père d'un enfant naturel qui se serait révélé comme tel par sa conduite à l'égard de cet enfant. Comme c'est

---

(1) DEMOLOMBE. — *Cours de code Napoléon*, t. V, N° 480 ; théorie admise par Valette sur Proudhon, t. II, p. 50,

dans le faux ménage que se rencontrent généralement les circonstances nécessaires pour que cette possession d'état existe, il serait alors exact de dire que l'union libre conférerait la qualité d'enfant naturel, — non pas comme le mariage donne la qualité d'enfant légitime, — mais au même titre qu'une reconnaissance authentique.

Ce système était soutenu par d'éminents jurisconsultes, pénétrés du plus profond respect pour l'article 340, et qui n'avaient certes pas l'intention de porter atteinte au mariage, dont ils étaient les défenseurs convaincus.

46. Le mariage, faut-il bien remarquer, n'est pas seulement un moyen de «fixer la paternité», il possède surtout le privilège exclusif de conférer la *légitimité*.

Tout enfant né hors mariage est illégitime; tout enfant né d'une femme mariée est légalement, sans possibilité de preuve contraire (1), enfant légitime de sa mère et du mari de sa mère. C'est cette présomption légale et irréfragable de *paternité légitime* qui constitue en matière de filiation l'originalité du mariage.

Accorderait-on à toute autre institution le droit de prouver la paternité, on ne lui ferait donc pas porter

---

(1) Sauf, bien entendu, les cas de désaveu rigoureusement réglés par les art. 313 et suiv. du c. civ.

les effets du mariage, aussi longtemps que celui-ci donnera seul naissance à la famille légitime, ou plutôt permettra seul de créer *une famille*, — puisque l'enfant naturel n'est lié qu'à ses auteurs immédiats et ne se rattache aucunement aux parents de ses père et mère.

Pour faire de l'union libre une institution rivale — bien que très inférieure — du mariage, il faudrait donc tout au moins lui attribuer le pouvoir de conférer aux enfants qui en seraient issus une qualité spéciale, sinon privilégiée. Il faudrait qu'un enfant naturel puisât dans ce fait des liens illégitimes qui unissent ses parents, certains droits, certaines qualités qui n'appartiendraient pas aux autres enfants naturels non reconnus.

Or, rien de tel n'est proposé. Si, à la suite d'une action en recherche de paternité, un enfant né du concubinat faisait constater sa filiation, il n'aurait ni plus ni moins de droits que si ses parents n'avaient jamais formé «un ménage». L'enfant puiserait tous ses droits dans le fait du lien de filiation qui l'unit à son père; l'union libre ne lui conférerait aucun avantage; de ce chef, elle ne recevrait donc, d'une loi autorisant la recherche de la paternité, aucun encouragement, aucune prérogative.

47. Mais il est surtout très inexact d'affirmer qu'une fois la recherche de la paternité admise, l'union libre deviendrait, au même titre que le mariage, un moyen de fixer la paternité. Tandis que le mariage constitue

une présomption absolue, l'union libre ne deviendrait même pas une preuve suffisante.

Nous l'avons déjà remarqué, si l'enfant issu d'une union libre doit rechercher son père, c'est que sa filiation n'est pas établie ; comme disait Demolombe : « On ne réclame pas, on ne cherche pas ce qu'on possède ».

A moins de la reconnaître et de l'organiser par une loi spéciale, indépendante de celle qui rétablirait la recherche de la paternité, l'union libre ne pourrait avoir qu'un effet : placer l'enfant dans des conditions telles qu'il pourra souvent invoquer la possession d'état d'enfant naturel — ou une situation déterminée, qui, sans constituer proprement la possession d'état, serait de nature à établir et l'existence des relations durant la période de conception et la conviction que possède l'individu poursuivi, de sa paternité.

Si cette possession d'état — ou toute autre situation analogue — est admise parmi les faits donnant ouverture à l'action en recherche de paternité, l'union libre produirait ce résultat que les enfants qui en seraient nés se trouveraient habituellement — mais point nécessairement — dans l'un des cas où l'exercice de cette action serait possible.

Encore faut-il remarquer que ces états de fait particuliers ne constitueraient nullement un monopole ; qu'ils pourraient se réaliser au profit d'un enfant né en dehors de tout ménage, tandis que celui dont les parents

vivraient en union libre pourrait fort bien ne pas être à même de s'en prévaloir.

Supposons même admis que le simple fait d'un ménage irrégulier, établissant notoirement l'existence de relations intimes à l'époque de la conception, permettra d'administrer la preuve testimoniale, — c'est-à-dire de démontrer que ces relations, dont l'existence est certaine, ont été exclusives de toutes autres.

Est-il possible de prétendre que ce serait là assimiler l'union illégitime au mariage quant à la fixation de la paternité (1)? Évidemment non. Ce résultat ne ressemblerait en rien aux effets du mariage ; c'est celui que l'article 340 lui-même fait produire à l'enlèvement, et que nous voudrions voir attribuer au viol, à la séduction dolosive, aussi bien qu'à la reconnaissance sous seing privé.

C'est assez dire qu'une loi autorisant la recherche de la paternité devrait considérer l'union libre comme un simple fait matériel, tandis que le mariage est une institution génératrice de droits, d'obligations, de devoirs. Et il est à présumer, que bien peu de concubins envisageraient comme une faveur, la facilité que donnerait

---

(1) Encore convient-il de remarquer que, bien souvent, l'action ne sera intentée par la concubine qu'après la dissolution de l'union libre, si à ce moment les délais de prescription ne sont pas encore écoulés. Tant que durera le faux ménage, elle hésitera certainement à poursuivre celui qui subvient par son travail à son entretien et à celui de ses enfants, car elle aurait tout lieu de craindre qu'une pareille action ne provoquât une rupture.

cet état de fait, d'aboutir à la démonstration légale de leur parenté naturelle.

48. La recherche de la paternité, loin d'aboutir aux résultats déplorables qu'on voudrait nous faire entrevoir, présenterait à ce dernier point de vue un avantage moral appréciable : elle pousserait le père illégitime à la reconnaissance volontaire.

Pour quelle raison, en effet, un homme vivant en ménage irrégulier peut-il hésiter à reconnaître ses enfants naturels, alors qu'il consent à les traiter comme tels. Il remplit vis-à-vis d'eux les obligations que la loi lui imposerait, pourquoi s'abstient-il de faire constater authentiquement un fait que sa conduite révèle chaque jour ?

C'est assurément, dans bien des cas, un nouvel effet du même sentiment égoïste qui le porte à ne point légitimer son union, alors qu'elle présente en fait tous les caractères matériels du mariage. Il veut réserver l'avenir, il a peur d'aliéner sa liberté. Or, qu'ils s'en rende clairement compte ou qu'il dissimule le fond de sa pensée sous des raisons plus avouables, cela signifie tout simplement qu'il veut conserver la possibilité d'abandonner compagne et enfants à l'heure où il lui plaira de changer de vie !

Au contraire, si la loi permettait de lui imposer les devoirs de la paternité lorsqu'il refuserait de les remplir

bénévolement, peut-être se déciderait-il avec moins de peine à reconnaître authentiquement ses enfants.

49. Sans constituer l'union libre en institution à peine inférieure — ou même très inférieure — au mariage, le rétablissement de la recherche de la paternité abolirait de la sorte, en partie, ce qui constitue son caractère le plus odieux : la scandaleuse impunité organisée par la loi au profit de l'homme qui veut se soustraire aux devoirs du mariage. On le contraindrait à remplir, vis-à-vis des enfants qu'il a engendrés, les strictes obligations qu'impose la loi naturelle ; il lui serait interdit désormais, lorsque son humeur changeante lui inspirerait, avec la satiété de la vie passée, le désir d'une vie nouvelle, de laisser à la charge de sa compagne abandonnée les malheureux fruits de leur ménage éphémère.

On assurerait ainsi l'avenir d'un grand nombre d'enfants naturels sans diminuer la situation privilégiée que fait la loi à la famille légitime, et ce serait accomplir une œuvre d'équité, de logique, d'intérêt social.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### DES DROITS DE L'ENFANT NATUREL

---

50. Accorder à l'enfant dont la filiation serait constatée par jugement, des droits restreints, c'est créer parmi les descendants illégitimes deux classes, jouissant de droits essentiellement différents : les enfants naturels *reconnus volontairement* par acte authentique, et les enfants naturels *déclarés par justice* (1).

Cette distinction serait-elle logique et raisonnable, ou purement arbitraire ? Tous les enfants nés en dehors du mariage, ne doivent-ils pas puiser les mêmes droits dans ce fait unique : la filiation naturelle ?

Parmi les différents projets d'initiative parlementaire présentés à nos Chambres, la plupart ne différenciaient aucunement les enfants illégitimes, suivant la nature de l'acte qui rend certaine leur filiation.

---

(1) Nous discuterons plus loin la question de savoir si, parmi les enfants déclarés par justice, quelques-uns, dans certaines hypothèses, ne doivent pas être mis dans la même situation que les enfants volontairement reconnus (V. proj. c. civ. suisse, *infra* p. 89 et Deuxième partie : chap. VI).

51. *La première proposition de loi de MM. Bérenger, de Belcastel, etc., sénateurs (5 avril 1879), maintient l'économie de l'article 340 tout en élargissant ses prescriptions :*

#### ARTICLE PREMIER

*L'article 340 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit:*

« Art. 340. — *La recherche de la paternité est interdite, sauf les cas :*

» 1° *D'enlèvement, de viol ou de séduction lorsque l'époque de l'enlèvement, du viol ou de la séduction se rapportera à celle de la conception ;*

» 2° *De possession d'état dans les conditions prévues par l'article 321 du code civil.* »

52. *La proposition de loi présentée par MM. Grousier, Viviani, Jaurès, etc., députés (séance du 28 janvier 1895), est nettement révolutionnaire, par l'atteinte évidente qu'elle porte au mariage légitime; ses dispositions vont plus loin que celles de la loi du 12 brumaire an II, si souvent critiquées avec juste raison.*

#### ARTICLE PREMIER

*Les articles 331 à 342 inclus du code civil sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:*

Art. 331. — *Les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les enfants nés dans le mariage.*

*Art. 336. — La recherche de la paternité et de la maternité est admise, pourvu qu'il y ait preuve écrite ou faits constants, ou témoignages suffisants.*

Loin de créer des distinctions nouvelles, ce projet supprime d'un coup, toute différence, entre enfants légitimes, naturels, adultérins ou incestueux; il n'y a plus qu'une classe d'enfants, quelle que soit leur origine! Dieu nous garde de demander l'abolition de l'article 340, s'il devait être remplacé par des dispositions aussi éminemment destructives de toute organisation familiale!

53. Nous devons mentionner pour mémoire seulement la *Proposition de loi de M. Gustave Rivet, député (séance du 9 juillet 1895)*; elle admet bien deux classes d'enfants naturels, mais nous verrons qu'ensuite postérieurement M. Rivet a abandonné cette conception.

#### ARTICLE PREMIER

*La recherche de la paternité est admise, pourvu qu'il y ait preuves écrites, ou faits constants, ou témoignages suffisants.*

#### ARTICLE 2

*Si le père reconnu refuse d'épouser la mère, celle-ci est en droit de réclamer des dommages-intérêts et des aliments pour l'enfant.*

54. *Le 17 juin 1897, M. Julien Goujon, député, déposa, au nom de la Commission chargée d'examiner les deux projets précédents, une proposition de loi portant :*

#### ARTICLE 7

*Les effets de la reconnaissance judiciaire prévue par la présente loi sont les mêmes que ceux qui dérivent de la reconnaissance volontaire faite par acte authentique.*

Cet article est textuellement reproduit :

*1<sup>o</sup> Dans la 2<sup>e</sup> proposition de loi de M. Gustave Rivet (7 décembre 1900).*

*2<sup>o</sup> Dans la proposition de loi de MM. Gustave Rivet et Béranger, sénateurs (28 janvier 1905).*

55. *Au contraire, la proposition de MM. Sembat, Allard, Bouveri, etc., députés, présentée le 2 juillet 1903, dispose :*

#### ARTICLE 2

*La constatation judiciaire de paternité ne donne au père aucun droit sur l'enfant. Elle ne lui impose d'autre obligation envers lui que le paiement d'une pension alimentaire déterminée selon ses ressources, jusqu'à la majorité de l'enfant (1).*

---

(1) V. section III du présent chapitre, p. 93, le texte complet des deux derniers projets.

56. Ainsi, sans parler de la première proposition Rivet — mise à néant par celles de 1900 et 1905, émanées du même auteur, — ce dernier projet est le seul, qui n'assimile pas aux enfants reconnus, les enfants déclarés par justice.

La faveur attachée à l'unité des droits accordés aux enfants illégitimes, tient sans doute à ce fait, que cette théorie cadre parfaitement avec les dispositions actuelles de la loi française. Qu'il s'agisse, en effet, de rechercher la maternité, ou du cas unique de recherche de paternité autorisé par l'article 340, notre code place tous les enfants naturels, dont la filiation est légalement certaine, sur un pied d'égalité parfaite.

Il peut donc sembler à priori, que l'adoption d'une théorie différente, serait contraire à l'esprit de notre législation, et constituerait un défaut d'harmonie par rapport aux dispositions qu'elle a consacrées: il convient d'examiner la question, tant au point de vue théorique, qu'au point de vue de son application pratique.

---

## CHAPITRE I

## DROIT COMPARÉ

---

57. Une première remarque s'impose : admettre la recherche de la paternité, d'une façon suffisamment large pour qu'elle ne reste pas pratiquement lettre morte, et lui faire produire, en même temps, tous les effets que la loi actuelle accorde à la reconnaissance volontaire, — c'est aller du premier coup, plus loin que n'a jamais été notre ancien droit, c'est aller au delà de ce qu'admettent la plupart des législations modernes, et celles notamment, qui sont le plus souvent citées à l'appui de leur thèse, par les défenseurs de la libre recherche.

Aussi, a-t-on le droit de dire — et l'on n'a pas manqué de le faire — à ceux qui veulent invoquer l'exemple de certains pays étrangers, qu'il n'y a aucune analogie entre deux actions, dont l'une — comme celle du code allemand, par exemple — accorde à l'enfant naturel une pension modique jusqu'à l'âge de 16 ans, tandis que l'autre, le mettrait en concurrence avec les enfants légitimes, pour le partage de la succession.

Un examen rapide de notre ancien droit et des législations étrangères les plus originales en cette matière, nous montrera que l'objection serait véritablement fondée, car les lois les plus libérales pour autoriser la recherche de la paternité, restreignent ses effets parfois jusqu'à l'insuffisance.

## SECTION I

### Ancien droit français (1)

58. L'ancien droit français, soumis à l'influence des idées religieuses, qui réprouvent toute union hors mariage, était dans son ensemble défavorable aux bâtards. La preuve de la paternité s'administrail sans restrictions, mais les enfants naturels ne possédaient que des droits minimes à l'encontre de leur père.

59. La caractéristique d'un procès en recherche de paternité est *la distinction du provisoire et du jugement sur le fond*.

Le provisoire ne préjuge en rien de la décision définitive. Il aboutit simplement, à faire allouer *provisoirement* à la mère, des *frais de gésine*, qui devront être

---

(1) Bibl.: POUZOL, op. cit., p. 9 ;

JEAN LEDREUX. — De la rech. de la patern. (Paris, 1902), p. 8 ;

FOURNEL. — Traité de la séduction (Paris, 1781),

restitués si, dans le procès subséquent, la paternité de celui qui les a fournis n'est pas démontrée.

C'est seulement à l'allocation de ces *frais de gésine* que s'applique la fameuse maxime du président Antoine Faber : « *Creditur virgini dicenti se ab aliquo cognitam, et ex eo prænantem esse* ».

Dans quelles conditions devait se trouver la femme, pour qu'une foi entière fût ainsi attachée à sa parole ? *Creditur VIRGINI*, dit le texte ; ce mot semble bien devoir en restreindre l'application, à la fille dont la conduite avait été irréprochable, jusqu'à cette première faute. Mais il est certain que son interprétation variait d'une juridiction à l'autre et qu'on l'étendit parfois arbitrairement.

Lorsque la fille séduite se trouvait dans les conditions exigées pour qu'il y ait lieu à l'application de la maxime, elle n'avait qu'à déclarer le nom de son séducteur ; celui-ci était condamné, sans plus ample informé, à subvenir aux frais de l'accouchement.

La question de la paternité demeurait donc entière, le procès véritable s'ouvrait après la naissance de l'enfant.

60. Dans cette deuxième instance, la mère avait seulement la charge, de démontrer l'existence de ses relations, avec le prétendu père. Ce premier point s'établissait par des moyens, dont le juge appréciait arbitrairement la valeur.

On se montrait généralement trop peu sévère, en admettant des preuves d'une autorité plus que douteuse. C'est ainsi que Pothier (1) se contente «de quelques familiarités ou privautés»; Fournel (2) «de certaines familiarités qui soient de telle nature qu'elles entraînent la présomption naturelle d'une intime habitude.»

La cohabitation étant ainsi établie, le défendeur, pour éviter d'être déclaré père de l'enfant, devait prouver que la demanderesse avait eu des relations avec un autre homme. Il faut croire qu'il était admis à établir ces fréquentations étrangères, avec la même facilité qu'on avait eue contre lui-même; ce qui devait, dans une certaine mesure, atténuer à son égard les dangers que présentait l'admission de moyens probatoires insuffisants.

Cette procédure pouvait se terminer par la condamnation du défendeur à des peines criminelles, lorsque le commerce illicite avait été accompagné de *circonstances odieuses* (3); mais, son résultat naturel était, l'allocation de dommages-intérêts. La mère obtenait ainsi réparation du préjudice causé par la séduction, et l'enfant se voyait allouer une pension alimentaire, qui remontait le plus souvent au jour de sa naissance; aucun autre droit ne lui était reconnu.

---

(1) Contrat de mariage. Partie V, ch. I, N° 394.

(2) Traité de la séduction, p. 136.

(3) Pouzol, op. cit., p. 16.

L'action en dommages-intérêts de la femme se prescrivait par cinq ans ; mais l'action de l'enfant contre son père était imprescriptible (1).

61. Ce système présentait bien peu de garanties. Il ne souleva cependant que de très rares protestations. La plus souvent citée est le fameux « plaidoyer à propos d'une grossesse », dans lequel l'avocat général Servan s'élève violemment contre les scandales résultant d'une procédure défectueuse.

Mais le principe même de la recherche de la paternité était inattaqué, aucun des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle ne le critique, et les cahiers des États généraux de 1789 sont également muets à ce sujet (2).

## SECTION II

### Législations contemporaines

#### § I

##### LÉGISLATION ALLEMANDE (3)

62 La matière de la filiation naturelle, est régie en Allemagne par des dispositions ayant quelque analogie

(1) LEDREUX, op. cit., p. 22.

(2) LEDREUX, op. cit., p. 25.

(3) Bibl.: Code civil allemand ; trad. Raoul de la Grasserie (Paris, 1897. Pédone, édit.) ;

ADRIEN ROUX. — De la condition juridique des enfants naturels dans le code civil allemand (Paris, 1902).

avec les règles admises dans notre ancien droit, mais en opposition absolue avec notre loi actuelle

Qu'ils soient naturels simples, adultérins ou incestueux, tous les enfants nés hors mariage ont la même situation ; leurs droits sont réglementés de façon identique, par le nouveau code civil.

La recherche de la paternité est admise de la façon la plus large. Est présumé père de l'enfant, celui qui a cohabité avec la mère pendant la période de la conception, — du 302<sup>e</sup> au 180<sup>e</sup> jour avant la naissance.

Une fois la preuve de cette cohabitation administrée, le défendeur peut détruire la présomption légale qui s'y rattache, en démontrant à son tour :

1<sup>o</sup> Ou bien qu'il est impossible que l'enfant soit né de ses œuvres ;

2<sup>o</sup> Ou bien que la mère, pendant la période de conception, a eu des relations avec d'autres ; c'est l'exception *plurium constupratorum* (1) (art 1717).

63. Le rapport de filiation qui unit le père à l'enfant donne naissance à une obligation alimentaire, dont les effets sont strictement déterminés par la loi (art. 1708).

La dette s'acquitte en argent. Si l'enfant est sain de corps et d'esprit, il aura droit, jusqu'à l'âge de 16

---

(1) On l'appelle aussi l'exception *plurium concumbentium*.

ans révolus, à une pension suffisante pour assurer son entretien, son éducation, son instruction professionnelle.

Le montant de cette dette est calculé eu égard à la situation sociale *de la mère*, sans tenir compte de la fortune du père; ce qui peut déterminer le séducteur à jeter de préférence son dévolu sur les filles pauvres.

Lorsqu'à l'âge de 16 ans l'enfant se trouve atteint d'une infirmité corporelle ou mentale, l'obligation du père n'est pas éteinte, mais elle change de nature. La pension, qu'il devra continuer à servir jusqu'à l'expiration de la maladie, sera alors régie par les règles du droit commun (art. 1.603), et calculée tant d'après les besoins du créancier que d'après les ressources du débiteur. Il convient de remarquer que si l'enfant, bien portant le jour où il atteint sa seizième année, devenait infirme le lendemain, l'obligation du père serait néanmoins définitivement éteinte.

Ce droit alimentaire est intransmissible aux héritiers de l'enfant; au contraire, si le père vient à décéder, la succession reste grevée de la dette. La loi accorde cependant aux héritiers la faculté de se libérer, en versant à l'enfant une somme égale à la réserve qu'il aurait eue, s'il avait été légitime.

De son vivant, le père peut également transiger, en offrant de racheter sa dette. La transaction doit alors

être approuvée par le tribunal des tutelles (1) et la somme versée au tuteur de l'enfant (2).

Aucun autre lien que cette obligation alimentaire ne rattache le descendant naturel à son auteur. Aucune parenté civile entre eux, aucun droit successoral ; le père ne peut même pas se charger de son éducation et, s'il a usurpé ce droit, la mère possède une action devant le tribunal des tutelles, pour le lui enlever.

La recherche de la paternité se réduit donc, en dernière analyse, à une action en reconnaissance de dette.

64. La loi allemande autorise le père, à reconnaître authentiquement son descendant illégitime. L'effet unique de cet acte est d'enlever à son auteur la faculté d'invoquer l'exception *plurium constupratorum*, dans sa défense à l'action en recherche. Il conserve cependant, le droit de démontrer l'inexistence des relations intimes, avec la mère, à l'époque de la conception (3), ou l'impossibilité que l'enfant soit issu de ses œuvres : lorsqu'il arrive à prouver l'un de ces faits, la reconnaissance ne produit absolument aucun résultat.

(1) Le tribunal des tutelles surveille le tuteur de l'enfant naturel à la place du conseil de famille qui n'existe pas pour les enfants illégitimes.

(2) La mère exerce la puissance paternelle sur la personne de l'enfant ; ses biens sont toujours administrés par un tuteur. La mère peut être nommée tutrice, mais ce n'est pas un droit pour elle.

(3) Il semble que ce devrait être l'inverse et que la reconnaissance devrait plutôt enlever à son auteur le droit de prouver la non cohabitation, tout en lui laissant la faculté d'invoquer l'*exceptio plurium* ; car, s'il est sûr de l'existence des relations, il peut ne pas l'être de la fidélité de la femme, et s'il peut reconnaître quelque chose, c'est précisément la cohabitation.

A côté de cet acte, à peu près inutile, la loi a créé la *déclaration de légitimité*, acte gracieux, émanant de l'autorité publique, qui donne à l'enfant naturel la situation d'un descendant légitime vis-à-vis de son père.

65. La mère naturelle possède des droits personnels. Durant sa grossesse, elle peut faire condamner le séducteur à fournir les aliments nécessaires à son entretien pendant les trois premiers mois qui suivent la délivrance.

Dans cette procédure sommaire, le défendeur conserve la faculté d'opposer l'exception *plurium constupratorum*; la loi lui ménage d'ailleurs des voies de recours, et si plus tard la demande de la mère est reconnue mal fondée, elle peut être condamnée à des dommages-intérêts.

La mère naturelle possède encore le droit, de réclamer le montant cumulé des frais de grossesse «sans justifier du chiffre de la dépense réelle» (art 1715). De plus, l'article 825, qui prévoit la séduction dolosive; l'article 1300, qui a trait à la séduction de la fiancée, accordent dans les deux cas, la réparation complète du dommage éprouvé.

Notons, enfin, que l'enfant illégitime, sans aucun lien légal avec son père ou la famille de son père, se trouve, au contraire, vis-à-vis de sa mère naturelle et de sa famille, dans la même situation que s'il était légitime. Il a le domicile, la nationalité de sa mère,

il porte son nom (si elle est mariée, il prend son nom de jeune fille), il est soumis à sa surveillance, à sa garde (1), il possède enfin dans sa succession et dans celle de ses parents les mêmes droits que ses frères légitimes, il a la même réserve.

## § II

### LÉGISLATION ANGLAISE (2)

66. La déclaration de la mère, faite sous serment, suffisait autrefois en Angleterre, pour établir la paternité. Depuis 1872, la loi exige, en plus de cette affirmation sous serment, d'autres témoignages ou un commencement de preuve par écrit. Le défendeur peut administrer la preuve contraire et opposer l'exception *plurium constupratorum*.

Le procès aboutit à la condamnation du père à une pension, dont le montant est fixé par la loi d'une manière uniforme, à 5 shillings par semaine (328 francs par an). Cette pension est payée seulement tant que l'enfant est mineur de 13 ans ; en certains cas, elle peut être due jusqu'à la seizième année.

---

(1) Mais l'administration des biens est confiée à un tuteur : (Voy. *supra* note 2, p. 83).

(2) Bibl. : Pouzol, op. cit., p. 60 ;

CH. GIDE. — La recherche de la paternité, in *Le Relèvement social* du 15 février 1905.

L'enfant naturel n'appartient ni à la famille de son père, ni à celle de sa mère, il ne possède aucun droit de succession ; ses parents ne peuvent, ni le reconnaître, ni même le légitimer par leur mariage. Tous les droits de l'enfant naturel anglais se réduisent donc à cette allocation unique.

«C'est un prix fixe, a pu dire M. Ch. Gide, et un prix scandaleux ! Pouvoir se payer un enfant pour 328 francs par an, dix enfants pour 3.280 francs, cela n'est pas pour effrayer un lord ni même un bourgeois » (1) !

Il est certain que ce taux uniforme, fixé par la loi, sans tenir compte ni de la fortune, ni de la culpabilité, ni même de la volonté du père ou de la mère naturels, constitue une solution brutale et inéquitable qui heurte notre conception de la justice : c'est une aumône trop peu déguisée.

Mais n'est-ce pas plutôt, un moyen offert au riche séducteur pour assurer sa quiétude ? Comme le Romain, à l'époque des XII Tables, pouvait en toute sécurité molester ses concitoyens, en leur payant la composition légale fixée à 25 as (2), — le lord anglais, peut engendrer tous les bâtards qu'il lui plaira ; il achète sa tran-

(1) CH. GIDE, op. et loc. cit.

(2) Aulu-Gelle, 20, 1, 12 (XII Tables, 8, 4) : *Si injuriam faxsit, viginti quinque pæne sunt*. Cit. par Girard : *Manuel élémentaire de Droit romain*, p. 398, note 4.

quillité pour la somme de 5 shillings par semaine et par enfant ; avec M. Ch. Gide, nous estimons que c'est vraiment bon marché !

### § III

#### LÉGISLATION ESPAGNOLE (I)

67. Le code espagnol de 1889 admet la légitimation des enfants naturels simples, par mariage subséquent, et, lorsque celle-ci est impossible, la légitimation par lettre royale. Il autorise également les parents naturels à reconnaître leurs enfants, soit dans l'acte de naissance, soit dans un testament, soit dans tout autre document public.

L'enfant porte le nom de celui qui l'a reconnu, reçoit des aliments et possède une part successorale réglée par les articles 840 et suivants ; à défaut de descendants et d'ascendants légitimes, la succession lui appartient en totalité (art. 939).

Si le père refuse de reconnaître son enfant, celui-ci possède contre lui une action en reconnaissance, pour l'y contraindre, après avoir démontré sa paternité.

Cette action peut s'exercer dans trois cas :

---

(1) Code civil espagnol promulgué le 24 juillet 1889, traduit. de A. Levé (Paris, 1890. Pédone, édit.).

Lorsque le défendeur a reconnu expressément sa paternité dans un écrit privé ;

Quand l'enfant, par des actes émanés du prétendu père ou de sa famille, justifie d'une possession d'état certaine d'enfant naturel ;

Au cas de viol, d'attentat et de rapt, en suivant les dispositions du code pénal.

En dehors de ces trois hypothèses, la recherche de la paternité est interdite, le bâtard ne peut réclamer la qualité d'enfant naturel (845).

Cependant, si sa filiation résulte d'un jugement civil ou criminel, ou d'un document certain, émané du père, il a droit jusqu'à sa majorité — et si à ce moment il est incapable, jusqu'à la fin de son incapacité (art. 845) — à des secours alimentaires suffisants pour assurer son existence, son instruction élémentaire et l'apprentissage d'une profession, d'un art, ou d'un métier (art. 143).

L'obligation alimentaire, calculée d'après la fortune du créancier et les besoins du débiteur (art. 146) est transmissible aux héritiers du père.

## § IV

## PROJET DE CODE CIVIL SUISSE (1)

*Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, du  
28 mai 1904*

68. Le projet de code civil suisse, du 28 mai 1904 admet la reconnaissance par acte authentique; elle est susceptible d'opposition de la part de la mère, de l'enfant — ou de ses descendants, après sa mort — et peut être attaquée par tout tiers intéressé.

A défaut de reconnaissance volontaire, la mère ou l'enfant ont une action en recherche de paternité, contre le père ou ses héritiers.

Comme en droit allemand, la preuve de la cohabitation, durant l'époque de la conception — du 300<sup>e</sup> ou 180<sup>e</sup> jour avant la naissance — entraîne, à l'encontre du défendeur, une présomption de paternité. Mais l'action doit être rejetée, lorsque la mère *menait mauvaise vie* durant cette période.

C'est là une disposition qui remplace l'exception *plurimum constupratorum*; elle est peut-être plus heureuse car elle doit mieux se plier, aux différentes circonstances de fait.

---

(1) Projet de code civil suisse, titre huitième: De la filiation illégitime. Art. 312 à 334 et art. 282.

69. La démonstration judiciaire de la paternité, n'aboutit point toujours au même résultat.

Lorsque la mère a été victime d'un acte criminel, d'un abus d'autorité ou d'une promesse de mariage, le juge peut *déclarer la paternité* du défendeur. L'enfant se trouve alors vis-à-vis de son père, dans la même situation que s'il avait été l'objet d'une reconnaissance : il suit sa condition, est soumis à sa puissance paternelle et possède en un mot tous les droits résultant de la filiation illégitime.

Au contraire, lorsqu'il n'y a pas eu séduction dolosive, l'enfant obtient seulement une *pension alimentaire* calculée tant d'après la situation de sa mère que d'après la fortune ou les espérances du défendeur, — et payable jusqu'à sa majorité.

Cette pension peut d'ailleurs être révisée en tout temps, à la requête de l'une des parties, lorsqu'il survient des changements notables dans leur situation de fortune. L'obligation cesse complètement, si l'intéressé arrive à posséder des ressources personnelles, suffisantes à son entretien.

70. Dans les cas de séduction dolosive, ou lorsque la jeune fille séduite était mineure, elle peut obtenir une indemnité « *à titre de satisfaction* ». De plus, dans tous les cas où la paternité est établie, la mère a droit au paiement des frais occasionnés par la grossesse et l'accouchement, ainsi qu'à son entretien pendant quatre semaines au moins avant et après la délivrance.

## Conclusions

71. En joignant les dispositions de notre article 340 (1) à celles que nous a montré un examen rapide de ces quelques lois étrangères, nous voyons les types principaux des différentes solutions que peut donner le législateur au problème si complexe de la recherche de la paternité.

Malgré leur diversité, elles présentent toutes un caractère commun, c'est la vérification pratique du principe que dans notre matière, le législateur doit mesurer la facilité d'exercer l'action à l'importance des effets qu'elle produit (2).

Dans l'ancien droit français, dans les législations anglaise et allemande, l'action est ouverte sans restrictions, mais les effets en sont réduits; — en droit espagnol et dans le projet de code civil suisse, l'action procure à l'enfant tous les droits résultant de la reconnaissance volontaire, mais elle est ouverte seulement dans certains cas, limitativement énumérés; la paternité constatée en dehors des hypothèses prévues fait naître une simple obligation alimentaire.

---

(1) Les législations italienne, hollandaise et belge ont adopté des solutions semblables.

(2) M. Bufnoir, dans la séance de la Société d'Economie sociale du 22 février 1897, posait ce principe en faisant remarquer que la loi doit se montrer plus ou moins exigeante dans l'admission des preuves de la paternité naturelle suivant l'étendue des effets qui en découleront. *La Réforme sociale*, 1902, t. I, p. 499.

72. Nous pouvons également noter, que les législateurs favorables aux enfants naturels n'ont pas hésité, à créer parmi eux plusieurs classes, jouissant de droits différents par leur nature et par leur étendue.

En droit allemand : les enfants dont la filiation a été déclarée par jugement (pension alimentaire) et ceux qui ont été l'objet d'une déclaration de légitimité (1) (assimilés aux enfants légitimes).

En droit espagnol : ceux qui remplissent les conditions de l'article 845 et ceux qui ont été volontairement reconnus (qualité d'enfant naturel et droits héréditaires); — au-dessus d'eux, les légitimés par lettre royale; — dans une classe inférieure, ceux dont la filiation est certaine, mais qui ne peuvent avoir la qualité d'enfants naturels (simple droit alimentaire).

Dans le projet de code civil suisse : les enfants volontairement reconnus et ceux qui ont été déclarés par justice, lorsque la mère a été victime d'une séduction dolosive (situation d'enfant illégitime); — ceux qui ont intenté l'action en dehors de l'hypothèse précédente (pension alimentaire).

Cette différence de traitement ne choque pas la raison parce que le *lien de filiation* n'est point le seul fondement des droits de l'enfant naturel.

---

(1) Nous ne parlons pas de la légitimation par mariage subséquent, car nous n'envisageons ici que les différentes situations où peuvent se trouver les enfants naturels dont les parents vivent en dehors de toute union légale.

Deux autres éléments doivent légitimement être pris en considération: *la volonté du père* peut donner certains droits que la loi ne devrait pas accorder *de plano*; *sa culpabilité* peut entraîner à titre de peine, des obligations plus lourdes que celles strictement nécessaires pour assurer la vie, l'éducation et l'instruction professionnelle de l'enfant.

### SECTION III

#### **Propositions de loi relatives à la modification du code civil français**

73. Nous avons énuméré les différents projets dus à l'initiative parlementaire, qui ont été proposés aux Chambres françaises. Les auteurs des deux derniers, se sont inspirés de principes opposés, pour aboutir à des solutions pratiques essentiellement différentes.

L'une de ces propositions de loi, ouvre largement l'exercice de l'action, mais réduit ses effets à l'obtention d'aliments; l'autre, restreint cet exercice à quelques hypothèses limitativement énumérées, mais permet au demandeur d'obtenir la même situation que l'enfant volontairement reconnu. La première, du 2 juillet 1903, rappelle les dispositions du code allemand; la seconde, du 28 janvier 1905, se rapprocherait plutôt de la solution donnée par le droit espagnol.

## I

PROPOSITION DE LOI RÉGLANT LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ, *présentée par MM. Marcel Sembat, Allard, Bouveri, Paul Constans, Jules Coutant, Chauvière, Delory, Thivrier, Walter, Édouard Vaillant, Dufour, Victor Déjeante, députés. — (Renvoyée à la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle).*

*(Séance de la Chambre des députés du 2 juillet 1903) (1).*

74. L'exposé des motifs, très bref, indique que ce projet est inspiré par les idées reçues dans les associations féminines qui «se montrent favorables à une proposition très limitée et par là soulevant moins d'objections et susceptible d'être adoptée plus rapidement.»

## PROPOSITION DE LOI

Art. 1<sup>er</sup>. — L'action en recherche de la paternité est autorisée dans les conditions déterminées par la présente loi.

La paternité peut être établie, non seulement par preuve écrite, mais, en l'absence même de preuve par écrit, par des présomptions graves, précises et concordantes.

La possession d'état fait preuve par elle seule, sauf le droit

---

(1) Doc. parlement. 1903, p. 292. Annexe N° 1142.

pour le prétendu père de produire tous les moyens propres à établir que l'enfant traité par lui comme sien était étranger.

Art. 2. — La constatation judiciaire de paternité ne donne au père aucun droit sur l'enfant. Elle ne lui impose d'autre obligation envers lui que le paiement d'une pension alimentaire, déterminée selon ses ressources, jusqu'à la majorité de l'enfant.

Récompense est due à raison de ladite dette si le père est marié sous le régime de communauté. Au décès du père, la pension alimentaire est prélevée sur sa succession.

Art. 3. — L'action en recherche de paternité peut être exercée pendant la minorité de l'enfant par la mère ou le tuteur de l'enfant.

Elle est admise même au cas où elle aboutirait à la constatation d'une filiation adultérine ou incestueuse.

Art. 4. — Le père contre lequel a été exercée l'action en recherche de paternité perd pour l'avenir le droit de reconnaître l'enfant, sans le consentement de la mère, à moins qu'elle ne soit interdite ou déchue de la puissance maternelle. Dans ce cas, la reconnaissance devra être autorisée par un conseil de famille.

Art. 5. — L'enfant majeur ne peut être reconnu qu'avec son consentement.

Art. 6. — Indépendamment de la pension alimentaire imposée au père par l'article 2, la mère naturelle peut réclamer pour elle-même des dommages-intérêts proportionnés au tort moral et matériel qu'elle a subi.

Ils comprendront, s'il y a lieu, une part des dépenses que la mère aurait indûment supportées seule, pour l'entretien et

l'éducation de l'enfant, jusqu'au jour du jugement. Ils ne sont en aucun cas inférieurs aux frais de l'accouchement et aux frais d'entretien de la mère pendant trois mois.

## II

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'ABROGATION DE  
L'ARTICLE 340 DU CODE CIVIL, *présentée par MM. Gus-  
tave Rivet et Bérenger, sénateurs*

(Séance du Sénat du 28 janvier 1905 (1).

75. Les deux honorables sénateurs reconnaissent, dans l'exposé des motifs, le mauvais succès de leurs tentatives antérieures, rejetées au Sénat, jamais discutées à la Chambre, malgré de nombreux rapports favorables.

« Nous constatons ces faits sans récriminer, déclarent-ils, et nous comprenons bien qu'en une si grave affaire le législateur n'ait pas voulu devancer l'opinion publique.

» Alors qu'il s'agit d'abolir une loi qui, pendant un siècle, a paru tutélaire, alors surtout — il faut bien l'avouer — qu'elle sert et qu'elle favorise l'égoïsme de l'homme, ce n'est pas en un jour que s'obtient la réforme désirée..... dans les questions sociales de cette espèce, il est bon que l'opinion publique et les mœurs mêmes soient corrigées avant la loi.... »

---

(1) Doc. parlement. 4905, p. 10. Annexe 16.

Cette conversion de l'opinion publique paraît aujourd'hui suffisamment accomplie «et maintenant l'heure approche du succès final.»

Le projet de loi a été rédigé avec l'esprit de prudence nécessaire pour éviter les abus, les scandales et les chantages : «Dans le texte que nous vous soumettons, toutes les mesures sont prises pour que notre réforme ne soit pas un trouble jeté dans la société. Bien au contraire, c'est une criante injustice qu'elle corrige, c'est un funeste mal qu'elle guérit.»

#### PROPOSITION DE LOI

L'article 340 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée :

1<sup>o</sup> Dans le cas de rapt, d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque du rapt, de l'enlèvement ou du viol légalement constatée se rapportera à celle de la conception ;

2<sup>o</sup> Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles, à une époque contemporaine de la conception, et s'il existe un commencement de preuve par écrit susceptible de rendre admissible la preuve par témoins.

Art. 2. — L'action en recherche de la paternité est également recevable :

1<sup>o</sup> S'il existe des lettres, missives ou quelque autre écrit privé, signés par le père prétendu et desquels il résulte un aveu non équivoque de paternité au profit de l'enfant ;

2° S'il y a eu cohabitation notoire entre le père prétendu et la mère, pendant la période légale de la conception, et s'il est établi que le père prétendu a pourvu d'une façon régulière à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.

Art. 3. — L'action en recherche de la paternité ne sera pas recevable :

1° S'il est établi que, pendant la période légale de conception, la mère a eu commerce avec un autre individu ou si elle est d'une inconduite notoire ;

2° Si le demandeur était lui-même dans l'impossibilité physique d'être père de l'enfant.

Art. 4. — L'action en recherche de la paternité n'appartient qu'à l'enfant.

Elle doit être introduite par la mère au nom de l'enfant, et, à son défaut, par un tuteur *ad hoc* nommé par le tribunal à la requête du procureur de la République.

La mère ne pourra exercer contre son séducteur, et en son propre nom, que l'action en indemnité basée sur l'article 1382 du code civil.

Art. 5. — L'action doit être intentée, à peine de déchéance, dans l'année qui suit l'accouchement.

Toutefois, l'assignation pourra être donnée, après l'expiration de ladite année, si le père prétendu a contribué à l'entretien de l'enfant et si l'union de fait a subsisté entre lui et la mère. La prescription n'est alors acquise qu'un an après la rupture des relations et, au plus tard, un an après la majorité de l'enfant.

Art. 6. — L'action est portée devant le tribunal du lieu de l'accouchement.

La reproduction des débats est interdite, sous les peines édictées par l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881, seuls les jugements devenus définitifs pourront être publiés.

Art. 7. — Les effets de la reconnaissance judiciaire prévue par la présente loi sont les mêmes que ceux qui dérivent de la reconnaissance volontaire faite par acte authentique.

Art. 8. — S'il appert que le procès a été intenté de mauvaise foi, le demandeur sera puni des peines édictées par l'art. 400, paragraphe 2, du code pénal et les juges devront prononcer contre lui l'interdiction de séjour.

Cette proposition de loi a fait l'objet d'un *rapport sommaire* de M. Guillier (1) qui, sans se prononcer sur le fond, conclut à la prise en considération.

---

(1) Doc. parl. 1905, p. 38. Annexe 39 (Sess. ord. Séance du 23 février 1905) Rapport sommaire fait au nom de la première commission d'initiative parlementaire, chargée d'examiner la proposition de loi.

---

## CHAPITRE II

FONDEMENT DES DROITS DE L'ENFANT  
NATUREL

## SECTION I

§ 1. — **La loi ne dispense pas le père naturel de  
tout devoir**

76. M. Ch. Gide a pu écrire, au sujet de l'irresponsabilité que notre législation garantit au père naturel : « Le père est le maître de la destinée de son enfant naturel. Il peut, ou l'élever à la dignité d'enfant légitime, ou lui conférer la situation intermédiaire d'enfant naturel, ou le plonger dans le néant. Jamais magistrature plus auguste n'a été confiée à un individu plus indigne » (1).

La loi française, en diminuant les prérogatives et l'autorité autrefois reconnues au père légitime, aurait-elle donc rétabli, au profit du père naturel, une partie des droits inhérents à l'ancienne *patria potestas* ?

---

(1) CH. GIDE. — La rech. de la patern. (*Le Relèvement social* du 15 février 1905).

Il est certain qu'*en fait* l'homme est souverain maître de la destinée de son enfant naturel. La loi, en interdisant la recherche de la paternité, lui donne la faculté d'agir vis-à-vis de son descendant illégitime, selon les inspirations de sa conscience, ou suivant les sollicitations de son intérêt et de son bon plaisir. Mais pouvons-nous penser que les rédacteurs du code civil, en écrivant l'article 340, ont eu justement pour but d'organiser à son profit une situation privilégiée, basée sur des droits reconnus?

Non, certainement. L'immunité dont jouit le père illégitime provient seulement des difficultés pratiques auxquelles s'est heurté le législateur, et qui l'ont empêché, de mettre en harmonie sur ce point les solutions positives de la loi, avec celles de la morale et du droit naturel. Il n'a pas cru devoir passer outre à l'impossibilité de prouver matériellement la paternité; et, contraint de s'arrêter, devant un obstacle qu'il jugeait infranchissable, il a laissé à la discrétion de chacun l'accomplissement des obligations qu'elle engendre. Voilà pourquoi les rédacteurs du code, ont cru devoir se borner à instituer la reconnaissance volontaire, pour faciliter l'accomplissement de ces obligations, qu'ils croyaient impossible de sanctionner directement.

Au contraire, lorsqu'ils ont vu la possibilité, de ramener à exécution ces devoirs naturels, ils n'ont point manqué de le faire : la recherche de la maternité est permise, la recherche de la paternité l'est aussi au cas d'enlève-

ment, où les circonstances de fait paraissent de nature à ne laisser aucun doute sur l'auteur de la grossesse (1).

L'homme ne saurait donc invoquer une disposition imposée par des difficultés matérielles, pour s'arroger des droits qui ne lui ont jamais été reconnus. En se retranchant derrière l'interdiction de l'article 340 pour méconnaître le fruit de son union illégitime, il viole le désir du législateur ; en accordant à l'enfant des secours alimentaires, en le reconnaissant, il ne fait qu'accomplir un devoir naturel (2).

En un mot, la situation de fait créée par l'abolition de la recherche de paternité, permet à l'homme d'usurper des privilèges qui ne sont en rapport, ni avec le vœu de la loi (3), ni avec les exigences de la nature,

(1) Sans doute la crainte du scandale et du chantage ont été aussi une cause de l'interdiction. Mais, il est bien certain d'abord que cette crainte n'aurait pas plus arrêté le législateur en cette matière, qu'elle ne l'a arrêté pour la recherche de la maternité, s'il n'y avait eu cette objection primordiale de la difficulté de la preuve. D'ailleurs le véritable scandale et le chantage consistent dans l'exercice abusif de l'action, et cet abus ne serait point à redouter si la paternité se prouvait matériellement. Au surplus, la crainte du scandale et du chantage n'est, elle aussi, qu'une difficulté d'ordre pratique ; aurait-elle été la cause unique de l'interdiction, cela ne prouverait en rien que le législateur a voulu favoriser l'abandon des enfants naturels.

(2) La jurisprudence reconnaît à l'encontre du père naturel l'existence d'une obligation naturelle, d'un devoir moral d'assistance. C'est sur cette obligation naturelle qu'elle s'appuie pour valider les engagements pris par le séducteur de subvenir aux besoins de ses descendants illégitimes (Voy. *infra* ch. VIII, § III).

(3) Ne sera-t-on pas tenté de nier cette affirmation en invoquant ces paroles du Premier Consul : « *la société n'a pas intérêt à ce que des bâtards soient reconnus* » pour conclure au contraire, que les rédacteurs

car le père a des devoirs vis-à-vis de son descendant

du code n'avaient aucun désir de voir les pères naturels remplir leur devoir vis-à-vis de leurs enfants ?

Il s'est formé autour de cette déclaration, devenue trop fameuse, une légende véritable ; on veut que ces quelques mots du Premier Consul aient entraîné et même imposé l'interdiction de la recherche de la paternité ; cependant rien n'est plus faux. Lorsque cette phrase fut prononcée devant le Conseil d'État, à la séance du 26 brumaire an X, l'art. 6 du projet déclarant que *«la loi n'admet point la recherche de la paternité non avouée»* avait préalablement été adopté. Le principe de l'interdiction était donc déjà accepté ; la question à ce moment se réduisait à savoir si, à ce principe, il serait fait exception au cas de viol et d'enlèvement. Cambacérès avait proposé et soutenait ces exceptions ; voici le procès-verbal de la séance relatif à cette discussion :

« *L'article est adopté. La question de savoir s'il sera modifié par des exceptions est mise en délibération.* »

» LE PREMIER CONSUL dit que les exceptions au cas de rapt et de viol obligeront celui qui serait attaqué à reconnaître un enfant malgré lui. » Cette reconnaissance forcée est contre les principes. La loi doit punir l'individu qui s'est rendu coupable de viol ; mais elle ne doit pas aller plus loin.

» LE CONSUL CAMBACÉRÈS pense que l'individu condamné à des dommages et intérêts doit être soumis aux devoirs de la paternité.

» LE PREMIER CONSUL dit que, *si la paternité pouvait être prouvée, il faudrait même le forcer à épouser la mère, mais que cette preuve est impossible.*

» LE CONSUL CAMBACÉRÈS réplique qu'il y aurait sans doute plus de difficultés, si les enfants naturels avaient encore les droits étendus que leur avait attribués la Convention Nationale, mais que leurs droits se bornent aujourd'hui à de simples aliments.

» LE PREMIER CONSUL dit que le crime d'avoir démoralisé la mère de l'enfant doit être réparé par une condamnation pécuniaire, *mais qu'il ne doit pas attribuer au coupable un enfant dont il peut ne pas se croire le père. L'intérêt de la société pourrait faire admettre la maxime contraire, si elle devait produire des enfants légitimes ; mais la société n'a pas intérêt à ce que des bâtards soient reconnus.* (FENET, t. X, p. 76).

Ces paroles, ainsi résumées dans le procès-verbal de la séance, ne peuvent être isolées de celles qui précèdent si l'on tient à leur laisser leur portée véritable ; et nous ne devons point perdre de vue que le projet comportait un article 14 ainsi conçu : « Le ravisseur qui refusera de reconnaître l'enfant dont la naissance fait concourir l'époque de la conception

illégitime, et l'enfant naturel a des droits à l'encontre de son auteur.

---

avec celle de la durée du rapt, pourra être condamné en des dommages et intérêts au profit de cet enfant, sans que celui-ci puisse prendre le nom du ravisseur, ni acquérir sur ses biens les droits d'enfant naturel». La question était donc de savoir si le ravisseur condamné en des dommages-intérêts devrait, comme le demandait Cambacérès, être déclaré, malgré lui, père de l'enfant. On a vu que l'argument invoqué par le Premier Consul pour combattre cette reconnaissance forcée est : *l'impossibilité de la preuve*. Lorsqu'il a parlé d'intérêt social c'est pour indiquer seulement que l'intérêt de la société pourrait faire passer outre à cet argument de l'impossibilité de la preuve, s'il s'agissait de constituer des liens de filiation légitime, mais qu'il n'existe point d'intérêt analogue à faire reconnaître des liens de filiation illégitime. S'il avait cru possible de démontrer la paternité, il aurait même demandé qu'au cas de viol et de rapt le coupable *fût forcé à épouser la mère* ! Ses paroles ne signifient donc nullement qu'il doit être indifférent au législateur que les hommes remplissent ou non leurs devoirs vis-à-vis de leurs enfants naturels. Si, d'ailleurs, tel avait été leur sens véritable, il suffirait de jeter les yeux sur les travaux préparatoires pour constater qu'elles auraient été dès lors bien loin, d'avoir eu l'influence persuasive qu'on se plaît à leur attribuer, puisque, unanimement, les rédacteurs du code expriment un avis diamétralement opposé.

Bigot-Préameneu, dans son exposé des motifs, déclare : «Les pères et mères ont envers leurs enfants naturels des devoirs d'autant plus grands qu'ils ont à se reprocher leur infortune». (Présentation au Corps lég. et exp. des motifs par M. Bigot-Préameneu. Séance du 20 ventôse an XI (11 mars 1803). FENET, t. X, p. 153).

«Combien le législateur aurait à s'applaudir, dit le tribun Lahary dans son rapport au Tribunal, si, par le vif intérêt qu'il prend au sort de ces êtres infortunés, et par l'indulgence dont il couvre les fautes de ceux qui leur ont donné le jour, il les portait à accomplir le vœu de la nature et de la justice !» (Communic. off. au Tribunal. Rapport fait par le tribun Lahary au nom de la section de législation. Séance du 28 ventôse an XI (19 mars 1803). FENET, t. X, p. 195).

Duveyrrier, dans son discours au Corps législatif, s'exprime en ces termes : «Comme l'ordre social ne peut souffrir qu'un individu, quel qu'il soit, erre dans la société sans place fixe et déterminée, et que *la place de tout enfant est marquée par les rapports de consanguinité, toutes les fois que son père peut être sûrement désigné*, on a considéré avec raison comme une conséquence des règles générales sur la paternité et la filiation, les

## § 2. — Paternité légitime et paternité naturelle

77. Le lien de filiation qui unit un enfant à son père a toujours été considéré dans les législations des

règles particulières relatives aux enfants naturels\*. (Discours prononcé par le tribun Duveyrier au Corps législatif. Séance du 2 germinal an XI (23 mars 1803). FENET, t. X, p. 205).

Au surplus, il est facile de déterminer exactement quelle a été l'influence de l'opinion exprimée par le Premier Consul dans la séance du 26 brumaire. Elle n'a point déterminé l'interdiction de la recherche de la paternité qui était déjà admise, mais elle a contribué à faire écarter par le Conseil d'Etat les exceptions proposées par Cambacérès pour le viol et l'enlèvement; et le projet fut ainsi rédigé: «Lors même que l'époque de la conception d'un enfant concourra avec des circonstances de rapt ou de viol, il n'y aura lieu qu'à des dommages-intérêts envers la mère». — Un an après, l'exception relative au cas d'enlèvement fut réintroduite dans la rédaction définitive sur la demande du Tribunat (13 brumaire an XI). La déclaration de paternité avait même été rendue obligatoire dans cette hypothèse, et ce fut Cambacérès lui-même qui intervint le premier, pour demander qu'elle fût simplement facultative. C'est avec ce dernier caractère qu'elle passa dans l'art. 340. Cette exception avait été proposée par le Tribunat parce que «la coïncidence des deux époques de l'enlèvement et de l'accouchement devient une preuve de la paternité» (Bigot-Préameneu. Fenet, t. X, p. 132). C'est probablement parce que la même raison ne se présente pas avec une force égale au cas de viol que cette Assemblée ne demanda pas l'adoption de cette dernière exception. Mais, n'est-il pas évident que l'autorité du Premier Consul, n'ayant pas empêché de rétablir l'une des deux dispositions, qu'elle avait contribué à faire écarter momentanément, n'aurait pas non plus, à ce moment, empêché le rétablissement de l'autre, si on avait cru devoir le demander. — On voit que ce membre de phrase «*mais la société n'a pas intérêt à ce que des bâtards soient reconnus*» n'a eu ni le sens, ni la portée, ni l'influence, qu'on se plaît parfois à lui attribuer.

Bien entendu, nous n'avons pas l'intention de soutenir que le Premier Consul n'ait pas contribué à faire admettre l'interdiction de la recherche de la paternité, et que son avis n'ait eu aucun poids auprès des rédacteurs du code; ce serait méconnaître singulièrement l'autorité qu'il avait su acquérir dès ce moment. Mais son opinion n'a pas eu l'influence qu'on lui

peuples civilisés comme donnant naissance à des droits et à des obligations.

---

attribue au sujet des deux exceptions [du viol et de l'enlèvement, et la pensée qu'il a exprimée à ce propos a été bien souvent interprétée dans un sens peu véridique. Il est absolument inexact de dire comme M. Abel Pouzol : «... Lorsque Cambacérès, au cours de la séance du 26 brumaire an V, vint proposer en présence du Maître de soumettre aux devoirs de la paternité naturelle le père condamné à des dommages-intérêts, le Premier Consul l'arrêta brusquement par cette réplique tristement célèbre : «La société n'a pas intérêt à ce que les bâtards soient reconnus». — La voilà bien résumée ici, dans ces quelques mots, avec tout son cynisme et toute sa cruauté, la conception soldatesque de Bonaparte législateur!... *ce fut elle*, ne l'oublions pas, *qui constitua l'argument décisif*. Bonaparte complétait ainsi sa pensée par cet aphorisme barbare. Elle fut comprise de tous ses valets ce jour-là, et l'arrêt définitif condamnant la mère et l'enfant fut *signé sans retour*. (Op. cit., p. 46).

L'énergie de l'expression ne constituant pas un argument, nous estimons qu'elle ne saurait être d'aucun poids dans la discussion — chacun restant libre d'exposer ses idées sous la forme qu'il juge la plus persuasive — et les observations qui précèdent démontrent suffisamment, croyons-nous, combien peu rigoureuse est l'exactitude des affirmations contenues dans cette phrase. Notons seulement que les arrêts d'une législation ne sont jamais signés «*sans retour*». Qu'une loi peut toujours être modifiée par une autre loi, et que le silence des législateurs postérieurs est une confirmation des dispositions existantes. «La conception soldatesque de Bonaparte législateur», quant au principe même de l'interdiction de la recherche, a donc été admise par tous les Parlements français durant le XIX<sup>e</sup> siècle, et cependant, son «aphorisme barbare» ne saurait avoir eu sur leurs majorités l'influence qu'on lui attribue gratuitement sur les «valets» qui siégeaient au Conseil d'Etat, comme M. Pouzol appelle élégamment les auteurs du code civil. Ne l'oublions pas d'ailleurs, l'arrêt fut si peu définitif au regard des deux exceptions dont il s'agissait, que celle d'enlèvement fut finalement rétablie dans le code Napoléon.

Ne l'oublions pas non plus, la question n'était pas d'accorder ou de refuser à l'enfant des aliments (prévus par l'art. 14 du projet), mais d'imposer au père une *filiation forcée*. Qu'il nous soit permis, à ce sujet, de rapprocher l'opinion de M. Pouzol lui-même de «la réplique tristement célèbre» du Premier Consul : «Nous estimons, dit-il, que si l'on veut aboutir à une réforme de quelque efficacité dans une question aussi délicate, il faut *reléguer au second plan la question de la filiation forcée*... et se préoccuper *avant tout* de la responsabilité effective du père et de l'obliga-

Les pouvoirs du père étaient souverains à l'époque patriarcale, mais, dans l'évolution des mœurs, ils ont complètement changé et de nature et d'étendue (1). La *patria potestas* a fait place à une autorité protectrice, organisée dans l'intérêt même de l'enfant ; la puissance paternelle a évolué, mais avec une lenteur bien plus grande, comme la tutelle des impubères en droit romain.

Au début, ensemble de droits unilatéraux, donnés au tuteur dans son intérêt personnel, cette institution était devenue, au terme de son évolution, une charge imposée à ce même tuteur dans l'intérêt du pupille ;

tion alimentaire....» (POUZOL, op. cit., p. 545). «Reléguer au second plan la question de la filiation forcée» n'est-ce pas énoncer que *la société n'a qu'un intérêt secondaire à ce que des bâtards soient reconnus* ?

(1) En certains pays cependant et dans certaines classes de la société, les pouvoirs et l'autorité du père sont demeurés si grands qu'on y peut voir en quelque sorte une survivance de l'ancienne *patria potestas*. Le célèbre poète italien Gabriele d'Annunzio fait ainsi parler un paysan des Abruzzes, s'adressant à son fils :

— **Aligi.** — Le Seigneur soit juge !

— **Lazaro.** — Ton juge, c'est moi. Que te suis-je, par ton sang ?

— **Aligi.** — Vous êtes mon père, que j'aime.

— **Lazaro.** — Je suis ton père, et, de toi, je peux faire ce qu'il me plaît, car tu es pour moi comme le bœuf de mon étable, comme mon boyau et ma bêche. Et quand même je voudrais te passer dessus avec la herse, te rompre l'échine, voire, c'est bel et bien fait ; et si j'avais besoin pour mon couteau d'un manche et que je me le fisse avec l'os de ta jambe, voire, c'est bel et bien fait, car je suis le père et toi tu es le fils, entends-tu ? Et à moi est donnée sur toi la toute-puissance, depuis les siècles des siècles, au-dessus de toutes les lois ; et comme je fus à mon père, ainsi tu es à moi, même dans la fosse, entends-tu ?...». *La fille de Jorio*, acte II, sc. 7 (traduct. de G. Hérelle).

c'était l'*onus tutelæ*, rangé au nombre des *munera personalia*, tandis qu'à son origine elle avait été, comme la puissance paternelle, une *potestas* (1).

C'est ainsi qu'aujourd'hui la loi restreint l'autorité du père, et lui donne seulement les droits nécessaires pour assurer la protection morale et matérielle de l'enfant ; s'il manque à sa mission, on le proclame déchu de sa puissance. La paternité est donc avant tout, une source de devoirs et d'obligations.

78. Dans une société comme la nôtre, basée sur l'organisation de la famille, c'est seulement dans le mariage que les droits et devoirs attachés à la paternité produisent leur entier résultat.

Est-ce à dire qu'en dehors de l'union légale, le lien de filiation ne doit engendrer aucune obligation ? Bien au contraire ; mais ses effets sont forcément restreints par les droits de la famille légitime.

79. Tout d'abord, la filiation naturelle n'est favorisée d'aucune présomption. Dans le mariage, l'homme, par un acte de volonté librement consenti, s'est engagé, par avance, à être traité comme père légitime de tous les enfants à naître de sa femme. Il n'est donc pas besoin, lorsqu'un enfant est issu d'une union légale-

---

(1) L'évolution complète avait eu lieu pour la tutelle des femmes, qui, finalement, est devenue complètement inutile et a disparu. (GIRARD, op. cit., p. 200).

ment contractée, de démontrer la paternité, pour en imposer les charges ; l'époux, au jour de son mariage, l'a par avance solennellement reconnue. C'est, au contraire, pour désavouer les enfants de sa femme qu'il devra intervenir, exercer une action, administrer la preuve des faits strictement déterminés par le code (1).

Il ne saurait en être ainsi en dehors du mariage. Aucune raison n'existe, d'imputer la procréation d'un enfant naturel, à un homme plutôt qu'à un autre. Il faut donc commencer par déterminer quel est l'auteur de la grossesse, et c'est là une première différence essentielle entre la paternité légitime et la paternité illégitime : la première produit effet de plein droit, la deuxième doit préalablement être démontrée ou reconnue.

80. Mais une fois cette démonstration faite, la pater-

---

(1) Nous n'entendons nullement dire que les obligations de la paternité légitime sont exclusivement fondées sur la volonté paternelle ; elles sont aussi établies sur les liens du sang, comme le prouve l'institution de la réserve et celle du désaveu (Voy. la section suivante). Nous disons seulement que le mari s'engage par avance à être soumis à la maxime : « *Is pater est quem nuptiæ demonstrant* ». C'est, si l'on veut, une reconnaissance anticipée, mais une reconnaissance-confession (Voy. Amb. Colin, *Rev. tr.*, *loc. cit.*) analogue à celle du droit allemand (*supra* N° 64, p. 83), le père renonce à contester sa paternité ; il s'oblige à la tenir pour vraie — sauf dans les cas prévus pour le désaveu — comme le père naturel en Allemagne, renonce par la reconnaissance à invoquer *l'exceptio plurium*. Il accepte, selon le mot de Duveyrier (FENET, t. X, p. 208), d'être toujours considéré comme « père de l'enfant, excepté dans les cas où il sera impossible de le supposer et de le croire ».

nité naturelle doit elle produire les mêmes effets que la paternité légitime ?

Admettre ce résultat serait détruire l'institution du mariage ; car, si l'union légale a pour premier effet d'établir *de plano* la paternité du mari, son caractère primordial est de lui donner une qualité qui ne peut s'acquérir d'aucune autre manière.

C'est dans le mariage seulement que la paternité produit son résultat le plus élevé et le plus étendu, qu'elle impose à son auteur les obligations les plus graves, qu'elle lui octroie pour faciliter l'accomplissement de son devoir, l'autorité la plus haute.

Lorsqu'un homme a volontairement reconnu l'enfant né de ses œuvres, qu'il a ainsi affirmé son désir de traiter cet enfant comme son fils, il a acquiescé, avec plus de force que le père légitime, aux obligations que son titre lui impose. Il a agi en connaissance de cause, après la naissance de l'enfant, tandis que la présomption, normalement vraie, qui attribue au mari les enfants de sa femme, peut être démentie par la réalité des faits, au su même de l'intéressé, qui ne peut malgré tout reprendre son consentement. Néanmoins, le père naturel ne pourra, dans aucun cas, donner à son fils les droits d'un descendant légitime. Pour l'élever à ce rang, il sera obligé de prendre lui-même et de donner à la mère la qualité réservée aux conjoints régulièrement unis.

Ainsi, la paternité légitime diffère de la paternité naturelle par la manière dont elle s'établit, mais surtout par

les droits qu'elle confère. La première puise son autorité, sa valeur, dans l'institution du mariage, quel sera donc le fondement de la seconde ?

## SECTION II

### Fondement des obligations du père naturel

81. Le fondement des devoirs qu'impose la paternité naturelle peut être exclusivement la volonté du père lui-même. C'était notamment la conception première de la législation romaine.

L'enfant naturel n'avait alors aucune parenté civile ou naturelle avec son père ; il n'était ni son *agnat* ni son *cognat*. Pour lui il restait un étranger, à qui l'on pouvait tout donner ou tout refuser.

La paternité, était un *dominium* que le paterfamilias acquérait lorsqu'il exprimait la volonté de l'acquérir ; il avait donc le droit de choisir les membres de sa famille. Il pouvait appeler ses enfants naturels, comme tout autre étranger pour en faire ses fils légitimes, il pouvait renvoyer ses descendants légitimes et leur devenir étranger ; « ses fils, dans le sens légal du mot, dit M. Paul Gide(1), ne sont point ceux qu'il a engendrés, ce sont ceux qu'il a choisis. »

---

(1) PAUL GIDE, — Condition privée de la femme (1885), p. 570.

Cette conception n'est pas d'ailleurs propre au droit de Rome ; elle s'y est maintenue plus longtemps qu'en aucune autre législation, mais on la retrouve partout où l'organisation patriarcale a existé. Sir Henri Sumner Maine décrit ainsi ces groupements analogues à la *familia* romaine primitive : « Le mâle le plus fort et le plus sage gouverne. Tous ceux sur qui s'étend sa protection sont sur un pied d'égalité. L'enfant étranger qu'elle couvre de son ombre, l'étranger que les circonstances amènent sous cette ombre pour servir, ne se distinguent pas de l'enfant né à son abri. Mais quiconque s'en échappe, femme, enfant, esclave, voit s'arrêter toutes ses relations avec le groupe, et la parenté qui signifie soumission au pouvoir, participation à la protection, s'anéantit » (1).

Dans un pareil état, la loi de la famille c'est la volonté omnipotente du chef. Il accepte dans son groupe qui lui plaît, il en chasse qui il veut ; qu'il s'agisse de ses descendants ou d'un étranger peu importe, il compose sa maison à son gré.

82. Ces idées correspondent à un état de civilisation où la puissance publique n'a pas encore suffisamment détruit l'autorité personnelle des chefs de tribus, pour substituer la volonté du législateur à leur initiative personnelle.

---

(1) HENRI SUMNER MAINE. — Etudes sur l'ancien droit et la coutume primitive (Paris-Thorin 1884), p. 263.

Au contraire, lorsque l'autorité de l'Etat s'étend sur tous les actes de la vie privée, s'impose à tous les citoyens, et franchit le seuil, autrefois inviolable, du foyer domestique, la faculté de choisir les membres de sa famille est enlevée au père. C'est à la loi qu'appartiendra désormais le soin de fixer les devoirs qu'il devra remplir, les obligations légales auxquelles il ne pourra se soustraire, aussi bien que les droits et l'autorité dont il demeurera investi.

Vis-à-vis de ses descendants naturels, il ne sera donc plus un étranger, libre de les élever au rang d'enfants légitimes ou de les ignorer ; le lien de parenté, qui unit les enfants, même illégitimes, à leurs auteurs, sera générateur de droits et de devoirs strictement déterminés, qui s'imposeront en dehors de toute manifestation de volonté.

83. C'est cette théorie que consacrait le droit romain, parvenu à son dernier période. Dans la législation de Justinien, la loi a réglé le sort des enfants naturels, sans demander à l'intéressé aucune acceptation ; il ne peut les priver de leurs droits, ni les relever de leurs incapacités (1).

Notre droit, se rattache à la même conception. Le père n'est point libre de toute charge, vis-à-vis de son

---

(1) PAUL GIDE, *op. cit.*, p. 583.

descendant naturel, il a envers lui des devoirs ; et nous avons vu que leur existence a été proclamée, par tous les orateurs qui ont soutenu le projet de loi relatif à la paternité naturelle, lors de l'élaboration du code civil (1).

84. Mais il ne suffit pas que la loi admette l'existence théorique de ces devoirs, il faut encore qu'elle en assure l'accomplissement, chaque fois que la paternité est légalement certaine.

Il y aurait ici une raison de douter. La loi en effet considère que la preuve de la paternité est impossible ; ne doit-on pas dès lors supposer qu'en se déclarant impuissante à organiser la constatation de ce lien de consanguinité, elle a voulu laisser à la volonté seule du père, le soin de transformer en obligations civiles, les devoirs purement naturels qu'il engendre ? Une telle théorie est démentie par la solution adoptée dans l'hypothèse unique où notre code admet la démonstration de la paternité.

L'article 340 dispose : « dans le cas d'enlèvement... le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant ». Il convient de le remarquer, la loi ne dispose nullement que le ravisseur sera *puni* par une déclaration obligatoire de paternité,

---

(1) Voy. *supra* p. 102, note 3.

elle décide seulement que le juge aura le pouvoir de déclarer la paternité si elle est établie (1). Comme le remarquait fort judicieusement Portalis, l'intention de punir un tiers n'est pas un motif déterminant pour donner un état civil; «la peine de l'enlèvement, dit-il, sera la *recherche de la paternité*».

Son opinion ayant prévalu, contre l'avis de Treilhard demandant que la peine du rapt fût la *déclaration de paternité*, il s'ensuit que l'idée de châtimement intervient ici uniquement pour faire lever l'interdiction de la recherche. Nous nous trouvons donc exactement dans la même situation qu'en toute autre hypothèse où la loi aurait autorisé la démonstration de la paternité, en dehors d'une faute quelconque imputable au défendeur.

Or, que l'a été la solution adoptée ? La loi n'énonce même pas que les effets de cette déclaration forcée seront les mêmes que ceux résultant de la reconnaissance, tant cette conséquence lui paraît évidente, nécessaire. Du moment que la paternité est certaine, l'enfant possède tous les droits des enfants naturels reconnus et le père ne saurait ni les augmenter, ni les restreindre.

---

(1) Lorsque le titre de la paternité et de la filiation (ch. III) revint du Tribunal au Conseil d'Etat, l'art. 29 était ainsi conçu : «... *Le ravisseur SERA, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant*». C'est sur les observations de Cambacérès, Tronchet, Portalis, Malleville, etc., que la déclaration de paternité fut rendue facultative. Malgré l'avis de Treilhard, demandant que la *déclaration de paternité* constituât la peine de l'enlèvement, l'art. 340 décida, suivant l'opinion de Portalis, que la peine de l'enlèvement serait la *recherche de la paternité*, in FENET, t. X, p. 132 (Séance du Conseil d'Etat du 13 brumaire an XI, 4 nov. 1802).

Il est certain que si la loi avait admis d'autres exceptions, par exemple au cas de viol, comme le proposait Cambacérès, ou dans toute autre hypothèse, la solution aurait été la même. C'est donc que la volonté du père n'est pas le fondement des droits de l'enfant illégitime ; c'est donc que la paternité est considérée par notre code comme un fait naturel, produisant des obligations, des droits, des devoirs par lui-même, en dehors de tout consentement, de toute acceptation de son auteur.

85. Les décisions de la loi concernant la reconnaissance volontaire, ne sont qu'une application de cette même idée. Par elle-même, la reconnaissance ne crée aucune obligation ; elle est un simple aveu de la paternité, qui seule, engendre les effets dont l'acte du père paraît être la source.

«La reconnaissance d'un enfant naturel, dit M. Planiol, ne produit pas d'*effets* ; ce n'est pas un *acte*, dans le sens «d'opération», de «*negotium*», produisant des conséquences juridiques ; elle n'est qu'un *moyen de preuve* destiné à constater un fait, la filiation d'un enfant, et c'est ce fait, quand il est légalement prouvé, qui produit divers effets de droit. Ces effets semblent résulter de la reconnaissance, parce qu'elle est la *condition de leur réalisation* ; ils résultent en réalité du rapport de parenté constaté par la reconnaissance» (1).

(1) *Traité élémentaire de droit civil*, t. I (2<sup>e</sup> édit.), p. 912, N<sup>o</sup> 2869.

C'est en partant de cette idée que la jurisprudence a pu admettre: que les effets de la reconnaissance rétroagissent au jour de la naissance de l'enfant (1); qu'elle peut être valablement faite par un individu incapable de s'obliger civilement (2); qu'elle peut résulter de tout aveu recueilli dans un acte authentique quelconque, sans rechercher si le père avait l'intention d'attribuer à son descendant l'état d'enfant naturel. Par exemple, l'aveu fait devant le juge de paix siégeant comme magistrat conciliateur et mentionné dans le procès-verbal de conciliation, vaudra reconnaissance (3).

Ainsi, la loi envisage l'attestation du père, uniquement comme un moyen d'établir la paternité; et, dans le cas où celle-ci est avouée, comme dans celui où elle peut être déclarée par autorité de justice, les effets produits sont identiquement les mêmes.

86. Lorsqu'il s'agit de parents légitimes, l'existence du mariage est une cause suffisante pour rendre les liens de parenté générateurs de devoirs et de droits imposés par la loi, puisque précisément le but de l'union légitime est d'assurer l'organisation et la conservation de la famille; puisque les époux, en se mariant, ont justement voulu donner aux rapports de consanguinité, aux

---

(1) M. PLANIOL, *op. cit.*, p. 912, N° 2870.

(2) *Id.*, p. 909, N° 2861.

(3) *Id.*, p. 906, N° 2855.

liens de parenté, toute la force, toute l'énergie qu'ils sont susceptibles d'avoir. Mais sur quel principe la loi se fonde-t-elle pour faire de la paternité naturelle une source d'obligations impératives, pour imposer au père illégitime, en dehors de toute acceptation de sa part, les devoirs que la nature et la morale exigent de lui?

Il n'y a ici rien autre chose qu'une application particulière du principe général de *la responsabilité personnelle*.

Tout individu est responsable des conséquences directes de ses actes; qu'il s'agisse d'une déclaration de volonté ou d'une simple manifestation d'activité, il s'oblige par son fait, aussi bien que par son consentement et ne peut jamais se soustraire à sa responsabilité.

L'homme qui, en dehors des liens du mariage, procrée un enfant, ne saurait invoquer une immunité spéciale qui le mettrait à couvert, pour ce fait unique, des conséquences d'un acte librement accompli. Bien au contraire, plus ces conséquences peuvent être graves, moins il a le droit de se dérober. La justice peut être mise en mouvement, pour contraindre un maladroit, à rembourser le prix d'un objet sans valeur involontairement brisé, et celui qui est convaincu d'avoir donné la vie à un être humain aurait le droit de dire : cela ne me regarde pas? Il serait loisible à l'homme de créer de la souffrance, de la misère — même du vice — sans avoir aucun compte à rendre? Et l'application du principe de la responsabilité personnelle cesserait justement lors-

qu'elle deviendrait le plus nécessaire, lorsqu'elle se trouverait le mieux en harmonie avec les exigences de la morale, avec le vœu de la nature et l'intérêt de la société ! Une pareille absurdité ne saurait être admise par un esprit sincère, que n'aveugle point l'égoïsme.

87. Le code civil admet que cette réparation nécessaire doit être, dans tous les cas où la paternité se trouve établie, l'attribution de l'état d'enfant naturel, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne.

Nous nous sommes efforcé, dans la première partie de ce travail, de rappeler aussi exactement que possible les raisons qui militent en faveur de l'extension de la recherche de la paternité. Il nous reste à essayer de déterminer, si la théorie du code doit logiquement être étendue à toutes les hypothèses, où aurait lieu par autorité de justice une déclaration forcée de paternité ; s'il ne conviendrait pas de tenir compte, de la volonté du père exprimée dans la reconnaissance, ou de sa culpabilité ?

---

## CHAPITRE III

DES DROITS QUE LA LOI DOIT ACCORDER AUX  
ENFANTS DÉCLARÉS PAR JUSTICE

## § I

## CONFLIT D'INTÉRÊTS

88. Si les droits des enfants naturels ne se heurtaient à des droits rivaux, à des obligations, à des intérêts contraires, le législateur devrait organiser de la plus large façon la réparation qui leur est due. Le principe de la responsabilité est par lui-même suffisamment puissant, pour imposer cette réparation intégrale; et, lorsqu'il sert à rendre obligatoire l'accomplissement d'un devoir naturel aussi élevé que celui de la paternité, ses effets ne sauraient être restreints que par des intérêts contraires particulièrement importants ou par des impossibilités matérielles.

Théoriquement, la réparation complète réside seulement dans le mariage des deux auteurs, qui donne à l'enfant une famille légitime et qui efface, vis-à-vis de la

mère, toutes les conséquences fâcheuses de la séduction.

Il est bien rare qu'une solution aussi radicale puisse trouver place dans la loi ; trop d'intérêts contraires sont en jeu, trop d'idées admises doivent être respectées, pour que des tempéraments ne s'imposent point au législateur (1). Mais elle peut se rencontrer chez des peuples arrivés à un degré moins avancé de civilisation, qui ne voient pas les dangers que peut entraîner l'application intégrale d'un principe juste en soi, et les froissements d'intérêts qu'elle fait naître.

Westermarck, dans son savant ouvrage sur *l'origine du mariage dans l'espèce humaine*, cite diverses régions où le père naturel était contraint d'épouser sa complice :

« Emin Pacha dit que, chez les Mâdi de l'Afrique centrale « si une fille devient enceinte, son complice est » obligé de l'épouser et de payer à son père le prix ordinaire. » — Burton rapporte qu'un usage semblable prévaut chez les peuples habitant au sud de l'Equateur. » Chez les Tipperah des collines de Chittagong comme » chez les paysans de l'Ukraine, le séducteur était tenu » d'épouser la fille qui devenait enceinte » (2).

(1) Le Premier Consul disait qu'au cas de viol ou d'enlèvement, si la paternité pouvait être démontrée, il faudrait forcer le coupable à épouser la mère (Séance du Cons. d'Etat du 18 brumaire an X). Voy. *supra* p. 102, note 3.

(2) WESTERMARCK. — Origine du mariage dans l'espèce humaine (Guillau-

Cette solution, en bien des cas, serait la seule entièrement équitable vis-à-vis de la mère, lorsque notamment elle a été abusée par une promesse de mariage.

Mais une contrainte de cette nature est interdite, par le respect de la liberté individuelle, résumé en notre matière dans la maxime : « *Nemo præcise cogi potest ad factum* », dont la conséquence pratique est la transformation en dommages-intérêts, de tous les autres modes de réparation pouvant être dus. La fille séduite recevra donc une indemnité, et l'enfant possèdera seulement, sur le patrimoine de son père, un droit de créance dont la nature et l'étendue seront déterminées par la loi.

89. Le législateur doit surtout se préoccuper, en fixant les droits des enfants naturels, de ne point compromettre les institutions fondamentales de la société, les intérêts de la famille légitime, — auxquels on risquerait principalement de porter atteinte, en accordant aux descendants naturels déclarés par justice, une part successorale. Le mariage lui-même perdrait sa dignité et son caractère, si l'on créait au profit de l'union libre une présomption de paternité, productrice de droits trop peu différents de ceux que donne la légitimité.

---

min et Cie, édit. *Collect. d'auteurs étrangers contempor.*), p. 24. Plus loin (p. 62), le même auteur indique qu'au Dahomey la loi impose le mariage en réparation de la séduction, même lorsqu'elle n'a pas été suivie de grossesse.

On doit prendre garde aussi, de ne point dépasser le but, en imposant à l'enfant la garde et la protection d'un père à bon droit suspect. Il faut en un mot établir une balance et s'efforcer de ne pas aller au delà, de ne pas rester en deçà, de ce qui est conforme à la justice et au droit de chacun.

Ces difficultés n'avaient pas échappé aux rédacteurs du code : «Lorsqu'il s'agit de fixer le sort des enfants naturels, dit Bigot-Préameneu, rien n'est plus difficile que de conserver un juste équilibre entre les droits qu'ils tiennent de leur naissance et les mesures qu'exige la nécessité de maintenir l'organisation des familles» (1)

Duveyrier exprime la même idée, lorsqu'il indique qu'en cette matière il faut «concilier et satisfaire ensemble la nature et la société, le sentiment et la raison, l'humanité et la politique, en un mot, donner à la société ce qu'elle exige, sans blesser la nature, et à la nature ce qu'elle demande, sans révolter la société (2).»

Il est certain qu'en une matière aussi complexe, une exagération de la loi dans un sens ou dans l'autre, peut avoir des conséquences très graves. Et cependant, si

---

(1) Exposé des motifs au Corps législatif : séance du 20 ventôse an XI (11 mars 1803). (FENET, t. X, p. 153).

(2) Discours au Corps législatif : séance du 2 germinal an XI (23 mars 1803). (FENET, t. X, p. 236).

les intérêts qu'il faut à tout prix éviter de léser, sont d'une importance primordiale, les maux que l'on voudrait guérir ou soulager sont vraiment dignes de pitié! Cet antagonisme constitue l'intérêt du problème que nous étudions et fait de la Recherche de la paternité une question particulièrement délicate et troublante....

## § II

### PUISSANCE PATERNELLE

90. L'exercice de la paternité naturelle, tel qu'il est organisé par le code civil, ne comporte pas seulement des charges, mais aussi des droits, des devoirs, des obligations morales. Le droit alimentaire et la vocation successorale sont réciproques, l'enfant reconnu porte le nom de son père, il lui doit le respect, il est ordinairement soumis à sa puissance paternelle.

Ne faudrait-il pas distinguer ces divers attributs pour imposer seulement à la paternité constatée par justice les charges d'entretien, sans lui reconnaître aucune autorité relativement à la direction, à la surveillance, à l'éducation de l'enfant.

M. Brunetière (1) a mis en relief, avec éloquence, les dangers que présenterait cette autorité reconnue à un

---

(1) *In Revue des Deux Mondes*, 15 sept. 1883, op. cit.

père indigne: «M. Dumas (1), écrit-il, réclame le rétablissement de la recherche de la paternité, dans l'intérêt de l'enfant naturel... A tant de causes de corruption dont l'enfant naturel est comme enveloppé de toutes parts, il propose d'en ajouter une de plus, et la plus agissante, la plus redoutable de toutes, celle que la nature elle-même, aux yeux de l'enfant, semble avoir armée d'un égal pouvoir et d'une égale autorité pour conseiller le bien et pour persuader le mal. Et comme l'abandon d'un père «vicieux, égoïste et lâche», en jetant dans la circulation sociale cet enfant anonyme l'a privé pour jamais des «leçons de famille» et des «douces influences du foyer domestique», il imagine de les lui rendre en lui imposant, par autorité de justice, après les débats d'un procès scandaleux, et tout frémissant encore de rancune et de haine, ce père «lâche, égoïste et vicieux!».

91. Ne semble-t-il pas, en lisant ces lignes, que le père naturel possède une puissance, exerce une autorité, identiques ou du moins fort semblables à celles du père légitime ? S'il devait en être ainsi le péril signalé serait grand et grande l'inconséquence de la loi. Mais, alors même que sur ce point on ne changerait rien à la loi actuelle, en rétablissant la recherche de la paternité, un pareil résultat ne serait pas à craindre

---

(1) ALEXANDRE DUMAS FILS.

Dans l'état actuel de l'interprétation des textes, il est inexact de prétendre que le père naturel doive exercer toujours la puissance paternelle, et par conséquent avoir la haute main sur la formation morale et intellectuelle de l'enfant.

Il est, au contraire, généralement admis par la doctrine et par la jurisprudence que les tribunaux, n'étant liés en cette matière par aucune disposition impérative, «ont le pouvoir d'ordonner, dans l'intérêt de l'enfant naturel, les mesures qui leur semblent nécessaires ou utiles. Le soin de l'enfant et son éducation peuvent être confiés, suivant les circonstances, au père, à la mère, ou même à un tiers» (1).

Un arrêt de 1828 prouve que les raisons mêmes invoquées par M. Brunetière, se sont depuis longtemps imposées à la jurisprudence, pour lui dicter ses prudentes décisions. La puissance paternelle du père naturel, déclare cet arrêt, n'est point aussi entière, aussi absolue que celle des père et mère légitimes, elle

---

(1) «Il est unanimement admis en doctrine et en jurisprudence que les tribunaux, n'étant dominés en cette matière par aucun principe absolu, ont le pouvoir d'ordonner, dans l'intérêt de l'enfant naturel, les mesures qui leur semblent nécessaires ou utiles. Le soin de l'enfant et son éducation peuvent être confiés par les tribunaux, suivant les circonstances, au père, à la mère ou même à un tiers». En ce sens :

Req. 3 mars 1856. D. 1856. 1. 190.

Lyon 8 mars 1859. D. 1859. 2. 141.

Paris 10 mai 1894. D. 1894. 2. 534.

Douai 6 février 1899. D. 1900. 2. 173.

(DALL. — *Nouv. code civ. annoté*, art. 383. Nos 13, 14, 15).

est, au contraire, soumise, «par rapport aux diverses modifications que l'intérêt réclamerait, à l'arbitrage des tribunaux; — l'on ne devait pas attendre moins de circonspection de la part du législateur envers des père et mère *que le fait même de leur paternité rend pour le moins suspects de légèreté*, et qui, le plus souvent, *soit par le désordre de leurs mœurs*, soit par les distractions auxquelles les expose leur situation actuelle, se trouvent difficilement en état de pourvoir, avec une attention suffisante, aux soins des victimes de leurs anciennes erreurs...» (1).

La jurisprudence n'ayant pas varié, depuis cette époque déjà lointaine, on voit que l'écueil signalé n'est point aussi redoutable qu'on pourrait le croire. Le père «lâche, égoïste et vicieux», le père «tout frémissant encore de rancune et de haine», qui se verrait imposer par autorité de justice l'ensemble des devoirs et des charges que confère la paternité naturelle, aurait grande chance de se voir enlever par le même jugement, tout droit à l'éducation et à la garde de cet enfant.

92. Mais est-il nécessaire de laisser aux tribunaux le soin de trancher cette importante question? La loi ne serait-elle pas plus sage qui adopterait une solution plus générale et plus sûre, ne permettant dans aucun cas,

---

(1) Caen 27 août 1828. *D. jur. gén.* v° *Puissance paternelle*, N° 186. 2°.

au père suspect, convaincu de lâcheté, d'égoïsme et de libertinage, d'exercer sur l'enfant une autorité quelconque ?

M Charles Gide (1) se rallie à cette idée lorsqu'il propose d'admettre « en même temps qu'une déclaration de paternité, une déchéance pour l'homme qui a fait tous ses efforts pour s'y soustraire, et qu'il a fallu aller prendre au collet... — Celui-là ne sera jamais qu'un mauvais père, continue-t-il, et même il pourra être dangereux pour l'enfant de lui conférer les droits, les honneurs et les devoirs d'une paternité véritable. *Qu'il paie et c'est tout !* »

C'est la même conception qui a inspiré le projet de loi de MM. Marcel Sembat, Allard, Bouveri, etc. (2) ; c'est elle qui est sanctionnée rigoureusement dans le code civil allemand et dans la plupart des législations étrangères.

93. Cette solution paraît en effet préférable.

Elle donne la certitude que l'enfant ne courra aucun risque d'être soumis à une autorité dangereuse, qu'il n'aura à craindre ni la négligence, ni la dépravation ni l'hostilité ou la haine d'un père indigne.

D'autre part, il n'est pas hors de propos qu'une idée de déchéance ou tout au moins d'infériorité s'attache à

(1) La recherche de la paternité (*Le Relèvement social*, 15 février 1905).

(2) *Supra* p. 94.

cette paternité imposée. Alors même qu'il n'aurait pratiqué aucune manœuvre de séduction vis-à-vis de la fille-mère, cet homme qu'il a fallu «aller prendre au collet», est coupable d'avoir abandonné son enfant. Il n'est pas digne d'exercer la puissance paternelle, parce qu'il a manqué au premier de ses devoirs de père. Au moment où sa paternité est constatée il a déjà mérité d'être privé de l'autorité qu'elle confère (1).

D'ailleurs, cette déchéance se trouvant liée à la situation défavorable où l'aurait placé son abstention criminelle, il posséderait un moyen de conquérir ses prérogatives, ce serait de consentir une reconnaissance authentique. Cet acte, en effaçant les effets nuisibles de la faute, devrait normalement faire cesser la peine qui s'y trouve attachée.

---

(1) Bien entendu, cette déchéance sans réserve ne nous paraît admissible que dans un régime où l'enfant déclaré possédera seulement des droits limités. La question se présente donc ainsi : «Restreindre les droits de l'enfant déclaré conduit à ne reconnaître au père désigné par le jugement, aucune autorité sur ledit enfant ; est-ce là un inconvénient ? Et peut-on en tirer argument contre cette restriction ? » — Pour toutes les raisons ci-dessus déduites nous avons conclu qu'au contraire un pareil résultat nous paraissait logique et désirable... Mais si, pour des raisons quelconques nous devons admettre qu'il convient d'accorder aux enfants déclarés par justice, ou à certains d'entre eux, l'état d'enfant naturel, la position de la question ne serait plus la même, et cette déchéance radicale nous paraîtrait injuste. Si l'enfant possède tous les droits de la filiation, vis-à-vis de son père, il est juste qu'en retour le père exerce toutes les prérogatives de la paternité, à moins qu'il n'en soit personnellement reconnu indigne. Les circonstances défavorables qui entourent la démonstration de sa paternité pourraient seulement faire présumer son indignité, sauf preuve contraire. La question devrait être alors abandonnée à l'appréciation des tribunaux. (Voy. *infra* chap. VI, § III, N° 131).

Le législateur pourrait cependant édicter certaines mesures, nécessaires pour empêcher l'abus de ces reconnaissances tardives, — et les tribunaux conserveraient la faculté, suivant les circonstances, et comme en toute autre hypothèse, de soustraire l'enfant à une influence pernicieuse.

La théorie de M. Ambroise Colin, sur la distinction de l'idée de parenté et de l'idée de famille, confirmera cette conclusion.

---

▼

## CHAPITRE IV

DES DROITS QUE LA LOI DOIT ACCORDER AUX  
ENFANTS DÉCLARÉS PAR JUSTICE (*suite*)

## DE LA VOCATION SUCCESSORALE

## § I

SITUATION DE L'ENFANT NATUREL DONT LA FILIATION  
EST LÉGALEMENT CERTAINE, D'APRÈS LE CODE CIVIL.

94. La loi, qui a réglé le sort des enfants naturels, est faite en vue d'un régime où la recherche de la paternité est interdite, où par conséquent le descendant illégitime ne peut avoir aucun droit contre son auteur, s'il n'a été l'objet d'une reconnaissance volontaire. Dans un seul cas la paternité peut être constatée par jugement, ce qui rend excessivement rares les hypothèses où sa démonstration a lieu, malgré la volonté de l'intéressé.

Faudrait-il maintenir les mêmes décisions après une réforme législative qui admettrait au contraire d'une façon libérale, la constatation forcée de la paternité ? Ce serait changer le champ d'application de la loi sans

modifier la loi elle-même, et dès lors il est fort à craindre que les décisions correspondant à une situation donnée ne soient plus en harmonie avec un état complètement différent.

95. Le sort des enfants naturels, dont la filiation est légalement certaine, a été notablement amélioré par la loi du 25 mars 1896.

Le code civil refusait au descendant illégitime la qualité d'héritier (art. 756 anc.), il n'était donc qu'un successeur irrégulier, privé de la saisine.

La part successorale était une quotité de celle qu'il aurait eue, s'il avait été légitime : le tiers, quand il concourait avec des descendants légitimes ; la moitié, en présence d'ascendants, de frères ou de sœurs du défunt ; les trois quarts à défaut de descendants, d'ascendants, de frères ou de sœurs (art. 757 anc.).

La totalité de la succession ne lui était échue qu'à défaut de tout parent au degré successible (art. 758 anc.).

L'enfant pouvait d'ailleurs en être écarté lorsqu'un de ses auteurs lui avait donné entre vifs, la moitié de sa part *ab intestat*, en déclarant formellement que son intention était de le réduire à ce qui était ainsi donné (art. 761 anc.).

96. La situation n'est plus la même depuis la loi de

1896: l'enfant reconnu est héritier légitime, possédant la saisine (art. 756 nouv.).

La loi lui reconnaît formellement une réserve (913 nouv.), la quotité de sa part héréditaire a été élevée du tiers à la moitié, en face de descendants légitimes (art. 758 nouv.), de la moitié aux trois quarts, en présence d'ascendants, de frères ou sœurs (art. 759 nouv.). Il exclut entièrement tous les collatéraux autres que les frères et sœurs du *de cujus* ou leurs descendants légitimes (art. 760 nouv.).

La faculté d'écarter l'enfant du partage de la succession, en lui donnant entre vifs la moitié de sa part héréditaire, a été abrogée.

Enfin, tandis que l'article 908 ancien interdisait toute majoration par donations entre vifs ou testamentaires de la part *ab intestat* fixée par le code, la loi nouvelle a encore sur ce point augmenté la capacité de l'héritier naturel.

L'interdiction n'est plus maintenue que pour les donations entre vifs; encore est-elle devenue pratiquement moins rigoureuse, puisque la part successorale qu'elle peut égaler a été accrue.

La liberté de disposer est reconnue pour les libéralités testamentaires. Toute la quotité disponible peut être léguée à l'enfant naturel, sauf lorsqu'il se trouve en concours avec des descendants légitimes. Il ne peut en ce cas recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant (art. 908 nouv.).

Tels sont les droits héréditaires qu'il faudrait reconnaître aux enfants déclarés par justice, en les assimilant, comme fait l'article 340, à ceux qui ont été reconnus. Comparés à ceux des enfants légitimes, ils ne s'en distinguent plus, depuis la réforme de 1896, que par une inégalité matérielle, dans le montant de la part successorale qui leur est échue.

## § II

### LE DROIT DE SUCCESSION NE PEUT ÊTRE IMPOSÉ A TITRE DE RÉPARATION.

97. Le vœu de la nature est sans aucun doute que l'enfant — même naturel — reçoive une part de la succession de son père, auquel il est rattaché par le lien de parenté le plus étroit, qui puisse exister.

Mais la loi ne peut sanctionner tout ce que la nature demande. Si nous admettons qu'il existe là une obligation morale ou même naturelle, il en résulte simplement que le législateur ne doit pas s'opposer à sa réalisation pratique, qu'il doit au contraire la faciliter, la favoriser par des institutions propices : telle la reconnaissance authentique organisée par notre code. — Les législations étrangères ne sont point rares, qui répondent mal à ce desideratum : les lois allemande, anglaise et bien d'autres, présentent sur ce point des lacunes regrettables.

Rechercher s'il est juste et conforme aux principes, de transformer en obligation civile ce devoir de conscience, constitue une question différente, dont la solution ne s'impose pas avec évidence.

98. Si l'on admet que la sanction légale des devoirs du père naturel, puise sa raison d'être dans le principe de la responsabilité personnelle, il paraît bien difficile de comprendre la vocation successorale, au nombre des réparations que l'enfant peut exiger de l'homme qui lui a donné la vie ; c'est un droit d'une nature trop spéciale.

C'est à la fois sur l'idée d'un devoir de famille — comme le prouve l'institution des héritiers réservataires — et sur l'affection présumée du *de cujus*, que s'appuie notre législation pour organiser la dévolution *ab intestat*.

C'est sur ces deux idées qu'est fondée la vocation successorale de l'enfant naturel, puisqu'il est héritier légitime et possède une réserve. A ce titre, il ne succède pas seulement aux biens, mais se trouve substitué au défunt dont il continue la personne.

Or, le principe de la responsabilité civile peut donner ouverture à un droit de créance plus ou moins étendu, mais seulement à un droit de créance.

Le droit de succession *ab intestat*, qui est essentiellement différent du droit de créance — par son fondement comme par sa nature — ne saurait donc être com-

pris dans les réparations auxquelles peut prétendre l'enfant illégitime, déclaré par justice.

99. A ce point de vue, notre législation est critiquable d'avoir conçu la reconnaissance des enfants naturels comme un simple aveu de paternité. La démonstration de la paternité naturelle, en dehors de toute idée de culpabilité ou de consentement, ne permet pas d'accorder au bâtard le titre d'héritier légitime et réservataire. La reconnaissance devrait donc être en réalité un acte juridique, donnant naissance au droit de succession ; comme le mariage assure par avance les droits héréditaires dérivant de la parenté légitime, aux enfants qui pourront en naître ; comme l'adoption crée les mêmes droits au profit de l'adopté, le mariage de ses auteurs au profit de l'enfant naturel reconnu (1).

100. Mais, pourrait-on objecter, l'enfant est innocent, pourquoi souffrirait-il doublement des fautes de ses auteurs, puisqu'après tout il n'est responsable ni du vice de sa naissance, ni de l'indifférence de son père ? On restreint ses droits parce qu'il n'est pas légitime, faut-il les diminuer encore parce qu'il n'est pas reconnu, lorsque sa filiation est certaine ?

On pourrait raisonner de même pour les enfants natu-

---

(1) Voy. *infra* ch. IV, p. 153, la théorie de M. Amb. Colin.

rels reconnus par rapport aux enfants légitimes, et pour les enfants adultérins ou incestueux par rapport aux autres enfants naturels. L'application rigoureuse de cette idée conduit à l'assimilation de tous les enfants, quelle que soit leur origine (1), c'est-à-dire à la suppression du mariage et de la famille, au bouleversement de la société.

La discussion d'un pareil résultat dépasserait de beaucoup le cadre de cette étude; nous ne pouvons qu'écartier *a priori* le raisonnement qui y conduit, puisque, selon la parole de Duveyrier, nous cherchons seulement à «donner à la nature ce qu'elle demande, sans révolter la société.»

Admettons seulement, que l'innocence de l'enfant impose au législateur l'obligation de lui accorder tout ce qu'exige l'équité, sans porter atteinte à l'institution de la famille légitime.

S'il y a des restrictions nécessaires, elles seront fondées sur des raisons tout autres que la culpabilité de l'intéressé. Elles ne lui seront pas imposées parce qu'il est coupable, il les supportera bien qu'innocent, comme le descendant d'une famille pauvre subit la misère de ses parents, et le dégénéré, les tares physiologiques ou morales d'une hérédité malheureuse.

---

(1) Voy. Proposition de loi Groussier, Viviani, Jaurès, *supra* p. 72, N° 52.

## § III

LE RESPECT DU MARIAGE ET L'INTÉRÊT DE LA FAMILLE  
LÉGITIME S'OPPOSENT A LA VOCATION SUCCESSORALE  
DE L'ENFANT DÉCLARÉ.

101. Il ne paraît pas que l'extension aux enfants naturels déclarés par justice, des droits successoraux réglés par la loi du 25 mars 1896, dans un régime où la recherche de la paternité serait largement admise, puisse être sans danger pour l'institution du mariage.

Il y a vraiment une différence trop peu sensible, entre l'état d'enfant légitime et celui d'enfant naturel tel qu'il résulte de cette loi, pour permettre d'octroyer très libéralement celui-ci, en dehors d'une reconnaissance volontaire.

102. Nous ne pouvons cependant admettre sans restrictions, un argument invoqué souvent à l'appui de cette idée, et qui a été formulé ainsi: «Le fait d'accorder aux enfants naturels de trop grands avantages favoriserait le concubinage ; *à quoi bon se marier si le bâtard a des droits égaux ou à peu près équivalents à ceux de l'enfant légitime*» (1)?

---

(1) JEAN LEDREUX. — De la recherche de la paternité (Paris 1902). C'est l'argument de M. Brunetière, mais restreint à l'hypothèse où la déclaration de paternité donnerait les mêmes droits que la reconnaissance.

Ce n'est pas une loi autorisant la recherche de la paternité dans de pareilles conditions, qui donnerait au bâtard des droits «à peu près équivalents à ceux de l'enfant légitime», puisqu'elle ne modifierait en rien, sur ce point, la loi de 1896.

Ces droits existent dès aujourd'hui, au profit des enfants reconnus, les concubins peuvent donc les donner à ceux qui naissent de leur union. Si la seule raison qui les pousse au mariage est précisément l'intérêt de leurs descendants, envisagé à ce point de vue, ils n'ont dans l'état actuel de notre législation, aucun besoin de se marier. Ils peuvent, dans l'union libre, accorder à leurs enfants des droits d'autant plus considérables, que ceux-ci n'auront vraisemblablement pas, dans cette hypothèse, à concourir avec des descendants légitimes (1). Ils auront donc la capacité de recevoir par testament la totalité de la succession, même en présence des frères ou sœurs de leurs parents, et les sept huitièmes, lors-

---

(1) Pour qu'il y ait concours avec des enfants légitimes, il faut supposer que l'un des deux concubins avait eu des enfants d'un précédent mariage, dissous au moment de la naissance des enfants naturels. Si nous supposons que l'union libre a commencé alors que l'un des concubins était encore marié, tous les enfants naturels qui en seront nés dans la période où le mariage subsistait seront enfants légitimes du mari, si c'est la concubine qui est mariée, ou adultérins si c'est le concubin qui est marié. Dans le premier cas, si le mari de la concubine obtient le désaveu ils seront également adultérins. Dans aucune des trois hypothèses, les enfants nés de cette union libre ne pourront être reconnus par le concubin marié.

qu'ilsseront en concours avec leurs ascendants légitimes.  
(Art. 915, l. 25 mars 1896).

103. La seule différence introduite par la recherche de la paternité serait donc, que le père refusant de consentir à une reconnaissance authentique, pourrait néanmoins, voir accorder à ses enfants, par autorité de justice, les droits qui auraient découlé de cette reconnaissance.

En quoi ceci peut-il être un empêchement au mariage des concubins ? Il semble bien au contraire que ce soit enlever un motif à la prolongation de leur ménage irrégulier.

Si le père refuse de reconnaître ses enfants, c'est évidemment parce qu'il ne veut pas faire naître à son encontre, les droits que la loi concède aux enfants reconnus ; c'est donc que l'infériorité où l'union libre place ses descendants, n'est aucunement de nature à l'émouvoir.

Voilà un homme qui peut donner à son fils l'état d'enfant naturel, il refuse de le faire ; si la loi permet d'y arriver malgré lui, par la recherche de la paternité, on suppose aussitôt ce père pris d'une tendresse subite pour ces mêmes enfants qu'il a refusé de reconnaître et se disant : « à quoi bon me marier », puisqu'à présent mes enfants ont des droits « à peu près équivalents à ceux de l'enfant légitime » ?

Mais si cela le satisfait, que ne leur donnait-il ces

droits «à peu près équivalents» de son plein gré ? Et si, au contraire, le désir de leur faire avoir plus que les droits résultant de la reconnaissance était de nature à le pousser au mariage, que ne se marie-t-il, malgré le résultat de la recherche qui est, par hypothèse, identique à celui de la reconnaissance ?

Nous voyons, au contraire, bien plutôt ce père prudent jusqu'à l'égoïsme raisonner en sens inverse et se dire : «Si je refuse de reconnaître mes enfants, ils pourront cependant établir leur filiation devant les tribunaux ; à quoi bon *ne pas me marier*, puisque malgré l'absence de toute union légale, je ne puis me soustraire aux charges de la paternité» ?

104. Il semble dès lors que l'argument se retourne au profit de l'assimilation de tous les enfants naturels ?

Non, parce que le père vivant en union libre, et qui appartient presque toujours à la classe ouvrière, pourra faire le même raisonnement, alors même que la recherche aboutirait seulement à une créance alimentaire. Car, pour lui, ce qui le touche, c'est l'obligation d'entretenir ses enfants, et non de leur laisser une succession qui sera nulle ou très réduite.

A cet égard, l'action alimentaire aura donc les mêmes avantages qu'une action produisant des effets plus étendus, sans présenter d'autre part les mêmes inconvénients.

D'ailleurs, si la vocation successorale de l'enfant

déclaré par justice, n'est point un obstacle à la légitimation de l'union, du côté du père, elle tendrait tout au moins à supprimer l'une des nombreuses raisons que peut avoir la concubine, de souhaiter cette régularisation.

Il est évident qu'elle aura moins d'intérêt à se marier, si elle se croit assurée de pouvoir faire obtenir à ses enfants les droits qui résultent de la reconnaissance, et de pallier ainsi, dans une certaine mesure, les effets de l'abandon. A ce point de vue, il est à craindre en effet, que les droits héréditaires des enfants déclarés ne deviennent favorables à l'union libre en rendant le mariage moins nécessaire à la femme.

Cependant, s'il est diminué, l'intérêt de la concubine à régulariser sa situation demeurera toujours très grand. L'argument invoqué serait autrement convaincant s'il s'appliquait au père, car c'est lui qui est hostile au mariage. Bien rarement la compagne s'opposera, à la transformation de son ménage éphémère en union légale.

105. A un point de vue différent, l'intérêt de la famille légitime interdit l'extension aux enfants déclarés, des droits successoraux accordés par la loi de 1896.

Bien souvent, lorsque les auteurs de l'enfant naturel ne vivent pas en ménage irrégulier — beaucoup plus rarement dans ce cas — des enfants légitimes viendront à

la succession paternelle, et leurs droits se trouveraient ainsi diminués de la part attribuée à leurs frères naturels.

Or, quelle raison justifie ce résultat? Est-ce qu'ils ont quelque chose à se reprocher, eux, les enfants légitimes? De quel droit les priver d'une portion du patrimoine familial, pour en nantir des étrangers?

Qu'ils voient leur bien diminuer, de ce qui est nécessaire à assurer la vie et l'éducation de leurs frères illégitimes, il n'y a rien là dont ils puissent se plaindre; leur père a engagé sa responsabilité, il paye des dommages-intérêts, c'est chose normale.

De même, si leur père avait volontairement reconnu ces derniers, cet acte serait une preuve d'affection, qui rendrait légitimes leurs droits successoraux.

Mais en dehors de toute reconnaissance, la vocation successorale de l'enfant naturel n'est aucunement justifiée. Que nous l'envisagions comme la réalisation d'un devoir de famille ou comme le reflet des affections présumées du défunt, il ne paraît pas qu'on puisse imposer ce partage à la famille légitime.

L'affection présumée du défunt? Mais elle est nulle envers cet enfant qu'il n'a pas voulu reconnaître comme sien, qui lui a été donné malgré lui, qui s'est vu refuser tout ce qu'il n'a pas eu le droit d'exiger (1).

---

(1) Sans doute, le refus de la reconnaissance pourra être basé sur des raisons autres que l'inimitié. Mais quel que soit ce motif, il est certain que l'affection du père ne peut être présumée assez forte pour justifier cette vocation successorale, puisqu'il n'a pas voulu l'accorder volontairement.

Le devoir familial ? Mais il commande la conservation des biens patrimoniaux entre les mains des descendants légitimes et s'oppose justement à la distraction d'une part successorale au profit de cet enfant, étranger à la famille, comme il est étranger à l'affection de son père.

#### § IV

#### L'ÉQUITÉ N'EXIGE PAS QUE L'ON ACCORDE A L'ENFANT DÉCLARÉ LA VOCATION SUCCESSORALE

106. L'équité même n'exige pas que l'on accorde à l'enfant illégitime déclaré par justice, une part dans la succession paternelle

Exception faite pour l'hypothèse de l'union libre, le désir de fonder une famille naturelle est en général étranger à la procréation de l'enfant. Dans la très grande majorité des cas, où la recherche de la paternité serait rendue nécessaire, on peut bien supposer que l'enfant a été considéré par celui qui a refusé de le reconnaître, comme un trouble-fête dont il était bien loin de souhaiter la venue.

Cependant, sans le désirer, sans le vouloir, il a donné la vie à cet être, il ne peut le renier, il n'a pas le droit de l'abandonner, il est à lui.

Ses besoins, c'est lui qui les a créés, il doit donc y subvenir. Cet enfant a le droit de vivre, comme toute

créature humaine ; or, à qui demanderait-il les secours nécessaires à sa vie, s'il ne pouvait les exiger de ses auteurs, de ceux qui lui ont donné ce droit en lui donnant l'existence ?

Mais, quand le père a nanti cet enfant des aliments nécessaires à sa nourriture, quand il lui a procuré les soins indispensables à son enfance, qu'il lui a fait recevoir une éducation et une instruction professionnelle suffisantes, quand en un mot, il l'a rendu capable de se suffire à lui-même, peut-on exiger davantage ?

Cet homme n'a peut-être rien à se reprocher au point de vue légal, malgré la réprobation morale qu'il a encourue. S'il n'a point usé de manœuvres dolosives pour tromper la confiance de la jeune fille, s'il s'est uni à elle de son plein consentement, sans aucune intention de se donner une postérité naturelle, sans prendre aucun engagement quant aux conséquences possibles de leur union, peut-on vraiment l'obliger à faire de ce malheureux, fruit du hasard, le successeur de son patrimoine, le continuateur de sa personne ?

Ce serait là une rigueur d'autant plus inutile, que de tous les arguments donnés, en faveur de la recherche de la paternité, aucun ne peut être invoqué en faveur de la concession de ce droit successoral *ab intestat*, aux enfants naturels déclarés.

### Intérêt de la mère

107. L'injustice de laisser supporter à la mère toute seule, les conséquences d'une faute commune, est écartée par les secours d'aliments et d'entretien.

Ce qui importe à la fille-mère, ce n'est pas que son enfant puisse jouir plus tard d'une fortune considérable — c'est là du moins une ambition indifférente au législateur, ou un calcul qu'il doit déjouer.

Ce qu'elle a le droit de demander, c'est qu'on ne l'abandonne pas ; qu'on vienne, si possible, à son aide, pendant la grossesse et dans la période d'inactivité forcée, qui précède et suit sa délivrance ; qu'on ne la laisse point subvenir seule aux besoins de l'enfant.

Mais, lorsque celui-ci est parvenu à un âge et à un degré d'instruction suffisants pour gagner lui-même sa vie, il n'est plus à la charge de sa mère, qui n'a donc plus rien à demander. Si d'ailleurs, elle avait subi un préjudice par la séduction, la réparation devrait en être ordonnée par une indemnité spéciale.

### Intérêt de l'enfant

108. De tous les malheurs qui accablent l'enfant abandonné, aucun ne serait ni supprimé, ni atténué, par l'espoir de recueillir un jour une fraction de l'héritage paternel.

C'est la misère physiologique de la mère qui peut avoir une influence néfaste sur sa santé, soit pendant la grossesse, soit durant l'allaitement, et cette misère physiologique a sa cause principale dans le dénuement complet qui la prive parfois et qui prive l'enfant des choses les plus nécessaires à la vie. C'est lui qui fait naître dans l'esprit de la femme abandonnée le désir criminel de supprimer le fruit de sa faute, qui l'oblige à délaisser la surveillance et l'éducation de l'enfant pour essayer — au détriment de sa santé — d'augmenter un salaire toujours insuffisant. C'est en un mot — nous l'avons déjà vu — la misère profonde de la fille-mère, qui produit tous les maux dont l'enfant abandonné peut souffrir.

Ici encore, ce qu'il faut pour remédier au mal, c'est un secours immédiat, urgent. L'influence de la vocation successorale serait nulle, sur ces périls de la première enfance et de la jeunesse.

Ce qui est désirable, ce que réclame l'humanité, ce qu'exigent l'intérêt de l'enfant et celui de la mère, c'est que la mort prématurée du débiteur ne puisse avoir pour effet de supprimer la pension alimentaire.

Le seul droit héréditaire véritablement utile, c'est celui qui transmet à la succession, les obligations dont le défunt était tenu. Il ne faut pas que le décès de son auteur puisse nuire à l'enfant naturel.

### Intérêt social

109. Mais, c'est surtout au point de vue de l'intérêt social que l'on constate l'inutilité, et même le danger, d'accorder à l'enfant déclaré un droit de succession.

La preuve matérielle de la paternité est impossible et nous avons vu que ce n'est point une raison suffisante pour empêcher la réforme, puisque la certitude subjective est presque toujours la seule, à laquelle puisse arriver le juge. Cependant, si l'enfant acquiert par le jugement déclaratif de paternité, l'état d'enfant naturel, tel qu'il est réglé par la loi de 1896, de quelles précautions le législateur ne devra-t-il pas entourer l'exercice de cette action !

Il devra déterminer sévèrement les hypothèses bien rares où elle pourra être intentée. Comme dans toutes les lois qui admettent la recherche de la paternité, le champ de son application devrait être restreint, en proportion de l'importance de ses effets (1). Ces derniers étant considérables, la faculté d'intenter l'action ne pourrait donc être étendue d'une façon suffisamment large, pour avoir un effet vraiment utile au point de vue de l'intérêt général.

---

(1) «On a depuis longtemps montré que, par une loi de logique irrésistible, les difficultés de la preuve doivent croître en raison directe des avantages attachés à la qualité d'enfant naturel». AMBR. COLIN, *op. cit.*, p. 297; voy. aussi *supra* p. 91, note 2, l'opinion de M. Bufnoir.

Pour donner à un enfant naturel ce droit éventuel dans la succession paternelle, on devrait en priver dix, des aliments indispensables à leur vie ! Or, l'intérêt de la société n'est point, qu'un petit nombre d'entre eux possèdent des droits particulièrement importants ; il demande au contraire que le plus grand nombre possible reçoive ce qui est nécessaire pour vivre, avoir une éducation suffisante et faire l'apprentissage d'un métier ou d'une profession, afin que l'enfant ne soit pas voué à une mort prématurée, se trouve moins exposé à acquérir une mentalité de mauvais sujet et devienne capable de se suffire sans être à la charge du corps social.

110. Au point de vue de la nuptialité, cette vocation successorale ne produirait-elle pas également des conséquences néfastes ? Quel empêchement au mariage d'un homme, que l'impossibilité de pouvoir laisser la totalité de son patrimoine entre les mains de ses descendants légitimes !

Plus de 60.000 enfants naturels sont chaque année ignorés par leur père, contre environ 13.000 reconnus. Les déclarations forcées de paternité pourraient donc être fréquentes, à moins que la loi ne réduisît tellement les hypothèses où l'action serait ouverte, que son effet utile devînt à peu près nul. — Comme la plupart concerneraient évidemment des hommes jeunes, appelés à fonder une famille, l'inconvénient serait grand de mettre obstacle à leur mariage.

En France, où la natalité légitime est en décroissance (1), tandis que le nombre des naissances naturelles prend une importance toujours plus grande, cette mesure pourrait être particulièrement dangereuse.

III. Ainsi, parmi les raisons invoquées à l'appui de la réforme, les unes n'exigent pas la concession de l'état d'enfant naturel, à l'enfant déclaré par justice, les autres peuvent même être invoquées en sens contraire.

Si l'on envisageait au même point de vue les objections soulevées par les adversaires de la recherche de la paternité (2), on arriverait à la même conclusion, car les réponses qu'on peut y faire acquièrent plus de force, lorsqu'elles ont trait à un régime légal, où l'action en déclaration de paternité ne concède aucun droit successoral, mais seulement une pension d'aliment et d'entretien.

II2. Cette solution présenterait encore un double avantage.

Le désir d'éviter l'exercice d'une action pouvant don-

---

(1) D'après le recensement du 4 mars 1906, le chiffre total de la population s'élève à 39.252.267 habitants. Ce chiffre est en augmentation de 290.322 habitants sur celui du recensement de 1901 ; c'est une diminution notable sur les résultats constatés durant la précédente période de cinq années. De 1896 à 1901, en effet, l'augmentation avait été de 444.613 habitants, le chiffre relevé pour la période 1901-1906 est donc en diminution de 154.291 habitants sur le précédent. — *Journal Officiel* du 6 janvier 1907, p. 114.

(2) V. *supra* Première partie, chap. II.

nerouverture contre lui, aux droits considérables reconnus par la loi de 1896, pourrait conduire le père naturel à une collusion frauduleuse, préjudiciable à l'enfant. Quand il se croirait certain de succomber dans le procès, il aurait avantage à acheter — même très cher — le silence et l'inaction de sa complice, pour éviter une condamnation désastreuse.

Ce danger n'est point à craindre avec l'action à effets restreints ; les engagements que le défendeur serait obligé de prendre vis-à-vis de la mère, diffèrent trop peu des condamnations auxquelles il pourrait se soustraire, pour qu'il trouve un intérêt suffisant à ce marchandage. Donner pour donner, il préférera certainement remplir ses obligations légales ; il voudra accomplir son devoir quand il ne jugera plus assez profitable de s'y dérober.

113. Lorsque cet homme jugerait sa condamnation inévitable, il aurait au contraire avantage à supprimer tout intérêt à l'exercice de l'action, en s'engageant de son plein gré au paiement d'une pension suffisante pour entretenir et élever l'enfant. La loi devrait favoriser une pareille solution, puisqu'elle aboutit aux mêmes résultats avantageux que la recherche de la paternité, tout en évitant de pénibles débats judiciaires.

Pour atteindre ce but, on pourrait autoriser formellement la preuve de cet engagement, soit dans la tentative de conciliation devant le président du tribunal,

si l'on étendait à cette action la procédure du divorce — soit en chambre du conseil Il appartiendrait alors au tribunal de décider si les obligations contractées sont satisfaisantes.

La conclusion de ce chapitre sera donc que le législateur devrait refuser aux enfants déclarés par justice tout droit de succession, sauf la transmission de l'obligation alimentaire à la succession paternelle.

---

## CHAPITRE IV

DISTINCTION DE L'IDÉE DE PARENTÉ ET DE  
L'IDÉE DE FAMILLE

## § I

## THÉORIE DE M. AMBROISE COLIN

114. M. Ambroise Colin, dans un remarquable article publié en 1902 par la *Revue trimestrielle de droit civil* (1), a proposé d'établir une distinction entre les différents effets de la paternité, suivant le principe qui leur donne naissance. En assignant des origines différentes aux diverses espèces de droits que la loi peut reconnaître aux enfants à l'égard de leur père, on possède, pour arriver au classement que nous cherchons, un critérium, confirmant les conclusions auxquelles nous avons abouti en ce qui concerne l'entretien de l'enfant, l'autorité paternelle et le droit de succession *ab intestat*.

La question se réduit à déterminer si la situation de

---

(1) M. AMBROISE COLIN. — De la protection de la descendance illégitime au point de vue de la preuve de la filiation. *In Revue trimestrielle de droit civil*, ann. 1902, p. 237.

l'enfant naturel — comme d'ailleurs celle du descendant légitime — tient à *la nature, aux liens du sang*, ou si elle est au contraire *empiriquement organisée par la loi*, d'après les seules indications de l'intérêt individuel et social.

Dans le domaine de la filiation naturelle, y a-t-il la simple démonstration à régler *d'un fait naturel* ? En ce cas, entre la paternité légitime et la paternité illégitime, une seule différence quant aux modes probatoires résulterait de la présomption légale de l'art. 312. — Ou bien au contraire, le lien qui unit l'enfant à ses auteurs est-il le produit *d'un acte de volonté* ? En ce cas la reconnaissance volontaire devrait être le procédé unique ou du moins essentiel pour établir la filiation illégitime; les autres modes de preuve devenant purement accessoires et secondaires.

Il n'y a pas entre ces deux conceptions d'opposition irréductible. En réalité chacune doit avoir son domaine propre. Il importe de tracer la ligne de démarcation entre les deux et *de distinguer avec soin deux idées donnant naissance à deux liens distincts*: L'IDÉE DE FAMILLE et L'IDÉE DE FILIATION OU DE PARENTÉ.

Ces deux liens diffèrent :

1<sup>o</sup> *Au point de vue de LEUR NATURE* :

*La parenté*, lien naturel, résulte de la communauté du sang; *la famille* est un groupement social, plus ou moins artificiellement organisé par la coutume ou par

la loi, dont les principes varient suivant les époques et les races.

2° *Au point de vue* DU FAIT QUI LES PRODUIT :

*La parenté* a sa source dans « *la procréation* », fait naturel ; *la famille* est créée par un « acte de volonté » : mariage, adoption, reconnaissance.

115. Ces différences d'origine et de nature devraient donc conduire le législateur à les distinguer au point de vue DE LA PREUVE et DES EFFETS JURIDIQUES :

1° *Au point de vue* DE LA PREUVE :

*La preuve de la parenté* (ou de la filiation) devrait être uniquement soumise aux règles propres à rendre plus sûre la démonstration *du fait de la procréation*, qui lui donne naissance ; au contraire, il est admissible que l'on entoure de conditions rigoureuses *la manifestation de volonté* qui crée *le lien de famille*.

2° *Au point de vue* DE LEURS EFFETS JURIDIQUES :

*Les effets juridiques* DE LA FILIATION sont indiqués par la nature elle-même ; ce seront : *les empêchements au mariage* ; le droit ou mieux *le devoir de garde et d'éducation* ; peut-être enfin (le point paraît discutable) *l'obligation alimentaire réciproque*.

LE LIEN DE FAMILLE peut seul engendrer : *les droits de puissance et d'autorité* ; *la vocation successorale ab intestat*, cette dernière conséquence étant, comme le lien de famille lui-même, l'expression d'un acte de volonté présumé, qui serait ici un testament tacite.

116. Dans une législation conforme au système exposé, LA PARENTÉ devrait toujours *pouvoir être établie* et les obligations qui s'y rattachent *ne pouvoir être éludées*. La preuve de la filiation y serait organisée de façon sûre et complète, sans distinctions autres que celles résultant d'une impossibilité matérielle, entre la filiation légitime et la filiation naturelle, entre la paternité et la maternité.

Les droits résultant du LIEN DE FAMILLE devraient être attribués seulement par la *volonté des parents* et varier dans leur étendue, suivant que l'expression de cette volonté serait plus ou moins énergique, qu'elle émanerait d'un groupe ou d'un individu.

#### MARIAGE:

Les enfants nés d'une union légitime jouiraient seuls de la plénitude des droits résultant du lien de famille, parce que le mariage est le seul acte constituant l'expression de la volonté des époux et même virtuellement de la volonté collective de leurs familles, de recevoir dans leur sein les enfants à naître de l'union ainsi contractée.

#### ADOPTION :

La situation familiale de l'enfant adopté serait moins large que celle de l'enfant issu d'un mariage.

#### RECONNAISSANCE :

Moins large encore la situation de l'enfant volontairement reconnu. La reconnaissance en effet est un acte purement individuel, qui ne saurait lier les parents de

son auteur, et d'autre part, elle constitue une manifestation de volonté moins énergique que les précédentes, ne faisant entrer l'enfant dans la famille qu'à un degré inférieur et subordonné.

#### ENFANTS DÉCLARÉS PAR JUSTICE :

Quant aux enfants dont la filiation serait établie en dehors de toute expression de la volonté paternelle ou maternelle, il n'y aurait place pour eux qu'à une créance d'éducation et à des droits alimentaires.

## § II

### CONCLUSIONS DE CETTE THÉORIE

#### *Reconnaissance-admission*

117. La théorie de M. Ambroise Colin est séduisante en ce qu'elle fournit un critérium commode, permettant de scinder en catégories indépendantes, les différents droits attachés à l'état d'enfant naturel. Elle permet ainsi d'établir un système législatif conforme aux exigences de la pratique et complètement satisfaisant au point de vue logique.

118. Le système du code civil est contradictoire (1),

---

(1) Cette contradiction entre la théorie et la pratique admises par le code civil est flagrante. Théoriquement : l'état d'enfant naturel découle nécessairement du lien de filiation *en dehors de tout consentement du père*. Pratiquement : la preuve de la paternité étant interdite, cette démonstration

et l'on peut noter parmi les causes de cette contradiction : l'exagération des effets produits par le seul lien de parenté naturelle.

L'état d'enfant illégitime et tous les droits qui s'y rattachent ayant leur origine dans la seule existence de la paternité, le législateur devait, même à défaut d'autres raisons, se montrer d'une extrême rigueur en ce qui concerne sa démonstration. Il était ainsi conduit à livrer en fait au bon plaisir de l'intéressé, la création de droits qui, d'après l'idée fondamentale du système, devraient naître en dehors de toute acceptation volontaire.

Dans la conception de M. Ambroise Colin, au contraire, une partie seulement des droits de l'enfant illégitime pouvant trouver leur origine dans l'existence du lien de filiation, les effets de la paternité démontrée se trouvent considérablement réduits. L'exagération actuelle disparaît et ne forme plus obstacle en pratique à la démonstration de la parenté naturelle.

La première conclusion de cette théorie sera donc la libre recherche de la paternité, sauf les précautions nécessaires pour éviter les causes d'erreur et de chantage. Ainsi sera rendue possible l'application de cette idée que les droits dérivant du lien de filiation doivent

---

ne peut résulter que d'un acte *librement consenti* : la reconnaissance *authentique*. Et cet acte volontairement consenti sera envisagé comme un simple moyen de preuve, comme un aveu établissant l'existence du lien de filiation, alors qu'il ne présente aucun des caractères qui font la force de l'aveu et garantissent sa sincérité.

naître en dehors de toute participation de l'intéressé, par la seule preuve d'un fait naturel.

119. En ce qui concerne la puissance paternelle et la vocation successorale *ab intestat*, cette théorie vient également à l'appui des conclusions auxquelles nous nous sommes arrêté, pour des raisons différentes.

L'autorité paternelle est refusée au père indigne qui n'a point de son plein gré reconnu l'enfant ; le droit successoral, basé sur l'affection du défunt, naît seulement au profit du bénéficiaire d'un acte de reconnaissance.

Mais, les droits de l'enfant déclaré par justice étant ainsi restreints à une pension alimentaire, ne semble-t-il pas que l'on réduit à des proportions bien minimes les devoirs de la paternité ?

Il convient de remarquer que cette modération est l'unique moyen, d'ouvrir largement aux enfants abandonnés, l'exercice de cette action en recherche, qui seule pourra permettre de ramener à exécution ces devoirs, inhérents à la paternité naturelle. Tous les enfants qui dans une pareille législation obtiendraient ce minimum de satisfaction, n'auraient rien obtenu dans une législation analogue à celle du code civil, où la loi ne leur donne aucun moyen, d'obtenir les droits considérables qu'elle leur reconnaît théoriquement.

120. Mais la conception de M. Ambroise Colin doit particulièrement attirer notre attention sur la transfor-

mation qu'elle fait subir au caractère de l'acte de reconnaissance. Tandis qu'aujourd'hui la déclaration du père est envisagée seulement comme un moyen de preuve, elle deviendrait un acte juridique véritable, générateur de droits.

La théorie actuelle d'après laquelle la reconnaissance du père constitue un simple aveu de sa paternité est contraire à toutes les règles admises en cette matière dans notre législation.

Qu'un homme «avoue» la réalité de sa cohabitation avec la mère de l'enfant, durant l'époque de la conception, il n'y a rien là que de très normal, mais cela ne suffit point à constituer une preuve entière du lien de filiation. Il faudrait encore être certain que durant la même période, la mère est restée fidèle à l'auteur de la reconnaissance. Or sur ce dernier point il ne saurait être question d'aveu. La reconnaissance du père, envisagée comme moyen de preuve, devrait simplement établir la réalité de la cohabitation. Sur la question de fidélité de sa compagne il peut bien exprimer un avis, affirmer sa conviction, mais il ne saurait rien avouer — et son témoignage ne présente pas des garanties telles qu'on doive l'accueillir à l'exclusion de tout autre (1).

---

(1) «Pour être complètement logiques, les adversaires de notre système devraient affirmer que la reconnaissance spontanée est aussi peu raisonnable que la reconnaissance forcée. Il importe, en effet, qu'un homme ne

Au surplus, si la déclaration authentique de paternité est un simple moyen de preuve, il est absurde de refuser à l'enfant le droit de se prévaloir de cette déclaration toutes les fois qu'elle a été faite et recueillie avec des garanties suffisantes de sincérité, en dehors d'un acte solennel.

Si la reconnaissance n'est qu'une preuve, tous les effets de cet acte devraient naître chaque fois que le père a formellement affirmé sa paternité et que sa déclaration est établie de façon certaine. Ainsi, lorsqu'il aura mentionné son «aveu» d'une façon claire, précise, formelle, dans un ou plusieurs actes dépourvus de forme authentique, quant à côté de ces déclarations écrites, l'enfant pourra exciper d'une possession d'état longue et continue, est-ce que la preuve n'est pas faite d'une façon plus énergique que par quelques mots recueillis dans un acte notarié ?

121. Tout le monde sait d'ailleurs que bien des hommes, entraînés par leur amour pour une fille-mère, n'hésitent pas à reconnaître les enfants naturels qu'elle a eus de relations antérieures; quelques-uns, par un bas

---

puisse avouer une paternité qui ne serait qu'imaginaire. Or, si la paternité reste forcément ignorée, cela n'est pas moins vrai pour le père que pour les autres. Pourtant le législateur attribue, à l'aveu de ce dernier, la valeur d'une preuve, parce qu'il est réputé en mesure de saisir si la femme qu'il a fréquentée lui a été ou non fidèle». Rapport de M. Julien Goujon. Chambre, 1897; Annexe 2524, p. 1413.

calcul d'intérêt, consentent à légitimer les enfants d'un autre, si la dot est suffisante pour que ce marchandage leur paraisse avantageux ; quelquefois enfin (surtout dans le cas d'une reconnaissance posthume) le prétendu père voudra seulement s'attribuer des droits successoraux sur la fortune de l'enfant.

Dans toutes ces hypothèses, quelle est la valeur de la reconnaissance comme moyen de preuve, comme aveu ? Comprend-on que la loi puisse la considérer comme établissant de façon certaine l'existence de la paternité, alors qu'elle ne veut point en autoriser la preuve dans certaines situations, présentant des garanties de véracité autrement sérieuses ?

Combien ne serait-il pas plus logique d'admettre que la reconnaissance authentique est une déclaration volontaire, par laquelle un homme consent à faire naître à son encontre et au profit de celui qu'il tient pour son descendant illégitime, l'ensemble des droits se rattachant à l'état d'enfant naturel. C'est ce que M. Ambroise Colin a appelé, d'une expression empruntée au droit anglais : *la reconnaissance-admission* (1).

En outre, l'authenticité ne devrait plus être exigée pour que « l'aveu de paternité » soit une preuve de la cohabitation. L'existence de cet « aveu » permettrait l'ouverture d'une action, tendant à démontrer qu'il est bien

---

(1) La reconnaissance envisagée comme simple moyen de preuve, comme aveu, est nommée : *reconnaissance-confession*.

l'expression de la vérité. Celui dont la filiation serait ainsi déclarée par jugement ne jouirait d'ailleurs que des droits restreints, attachés à l'action en recherche ; l'état d'enfant naturel pouvant être uniquement concédé par la volonté paternelle exprimée dans un acte solennel.

La manifestation de volonté et la preuve du lien de filiation aujourd'hui confondues, deviendraient distinctes ; de celle-ci naîtrait au profit de l'enfant le droit à une pension alimentaire (comprenant les frais d'entretien et d'éducation), l'expression solennelle du consentement paternel produisant seule des effets plus étendus.

122. Cette conception de la *reconnaissance-admission* est nécessaire, si l'on admet que la loi ne peut étendre aux enfants dont la filiation serait déclarée par jugement, toutes les dispositions applicables aux enfants reconnus.

Comment, en effet, justifier une différence de traitement entre eux, s'il est admis que la reconnaissance constitue, comme le jugement lui-même, la simple démonstration d'un fait naturel ?

Si ce « fait naturel » produit seul effet, n'est-il pas évident que le mode de preuve employé pour arriver à l'établir, doit être sans influence ? Une fois le lien de filiation légalement certain, les effets qui en découlent doivent être constants, identiques — la reconnaissance,

dans un pareil système, ne saurait produire des obligations plus étendues que la sentence du juge.

Au contraire, si la déclaration du père devient un acte juridique proprement dit, il est évident qu'elle ajoute quelque chose à la simple démonstration de la parenté naturelle. La *reconnaissance-admission* doit conférer des droits d'une qualité spéciale ; ajouter ceux qui naissent de l'affection à ceux qui ont leur source dans le lien de filiation, modifier en un mot la situation de l'enfant, comme aujourd'hui l'adoption ou la légitimation.

Si donc, pour toutes les raisons précédemment indiquées, nous admettons que l'action en recherche de la paternité ne doit pas conférer à l'enfant tous les avantages que donne aujourd'hui la filiation illégitime légalement constatée, nous devons admettre aussi, que la reconnaissance ne doit plus être considérée comme un simple mode probatoire, mais comme l'expression de la volonté formelle qu'a le père, d'accorder à l'enfant reconnu, l'état d'enfant naturel.

---

## CHAPITRE VI

## PATERNITÉ CRIMINELLE

## § I

## ENLÈVEMENT ET VIOL

123. Une réforme législative qui sanctionnerait entièrement les conclusions du précédent chapitre, devrait, lorsque le père déclaré serait coupable d'enlèvement, réduire les effets que le code civil fait produire à la recherche de la paternité.

Une loi, votée pour autoriser cette recherche, favoriser les enfants naturels, imposer aux pères illégitimes les devoirs qui leur incombent, restreindrait donc, en pareille hypothèse, les droits de l'enfant et les obligations du père.

Ce résultat, quelque peu choquant, pourrait semble-t-il être évité, car il est possible de justifier une exception au principe général, dans ce cas particulier où le père est coupable d'un crime.

124. M. Ambroise Colin réserve le droit de succession *ab intestat* aux enfants volontairement reconnus,

parce que la nature n'indique pas qu'il doive découler nécessairement de la parenté. «La vocation successorale *ab intestat*, dit-il, est comme le lien de famille lui-même, l'expression d'un acte de volonté présumé, qui serait ici un testament tacite; elle offre les mêmes caractères contingents et, en quelque mesure arbitraire, la loi ne prêtant pas son concours à cet acte de volonté posthume, en vertu d'une nécessité naturelle, mais par des raisons d'utilité économique de nature à varier avec le temps» (1).

Ce caractère arbitraire, fondé sur des raisons contingentes et par conséquent variables, permet en cette matière, au législateur, de donner à ses décisions une souplesse appropriée aux différentes circonstances. Elles ne doivent pas être d'une uniformité rigide, mais répondre au contraire, par leur diversité, aux différents besoins de la pratique.

La loi pourra donc bien admettre en règle générale, que le droit successoral *ab intestat* étant fondé sur l'affection présumée du défunt, naîtra — à l'égard de l'enfant illégitime — d'une reconnaissance volontaire, preuve de cette affection; mais rien n'empêchera, si des hypothèses particulières demandent une solution différente, de déroger exceptionnellement au principe général.

---

(1) AMBR. COLIN, op. cit., p. 261 *in fine*.

125. Ces dérogations seront d'autant mieux justifiées, que la vocation successorale *ab intestat*, nous l'avons vu, répond à d'autres idées que l'accomplissement de la volonté présumée du défunt ; — l'institution de la réserve en est une preuve suffisante.

Non seulement le descendant légitime, mais l'enfant naturel lui-même, possèdent une part successorale que la volonté de leur auteur — serait-elle exprimée formellement dans un acte solennel — ne peut leur enlever. Le père, qui aurait appelé l'enfant à sa succession par une reconnaissance-admission, ne pourrait pas dans la suite, l'exhérer, le dépouiller de sa réserve, par un acte contraire.

La dévolution successorale ne s'accomplit donc point toujours en harmonie avec les désirs présumés ou les déclarations formelles du défunt. Nous pouvons par conséquent rechercher si, dans l'hypothèse où le père est coupable d'enlèvement, il n'existe point des raisons particulières de déroger à la solution admise pour la généralité des cas ; s'il n'y a pas lieu d'attribuer le droit de succession à l'enfant déclaré, sans avoir recours à la volonté paternelle.

126. Ces raisons ont motivé dans le code civil une exception à l'interdiction de la recherche de la paternité. Dans ce cas, en effet, la coïncidence du rapt avec l'époque de la conception rend la preuve plus facile, et le crime dont s'est rendu coupable le séducteur,

permet de le traiter moins favorablement qu'en toute autre hypothèse.

C'est en punition de sa faute qu'on ouvre contre lui l'action en recherche de la paternité. Sans admettre comme le demandait Treilhard (1) que l'enlèvement suivi de grossesse suffise à motiver une «*déclaration de paternité*», les rédacteurs du code décidèrent, suivant l'opinion de Portalis que «la peine de l'enlèvement serait *la recherche de la paternité*» (2).

Dans cette hypothèse, en effet, la conduite criminelle du ravisseur aggrave sa responsabilité, appelle la sévérité de la loi. La «*culpabilité du père*» est donc une cause suffisante, pour motiver en législation l'extension des droits accordés aux enfants naturels non reconnus.

À l'innocent, qui a agi sans malice mais seulement par faiblesse ou par imprudence, la loi doit accorder toute la faveur compatible avec la satisfaction des besoins créés par sa conduite. On lui imposera seulement ce que la nature demande, ce que l'intérêt social exige pour la mère et pour l'enfant. La loi ne veut point le punir mais seulement l'obliger à supporter les conséquences de son acte. En pareil cas, lorsque la paternité se trouvera établie, elle imposera seulement à l'intéressé, l'accomplissement des devoirs qui découlent naturellement de la parenté — laissant à son libre arbitre la

---

(1) FENET, t. X, p. 432.

(2) *Id.*

faculté d'accorder à l'enfant des droits plus étendus, de se lier à lui plus intimement, de l'élever au rang d'héritier légitime.

Au ravisseur, dont la paternité est le résultat d'un crime, la loi ne saurait accorder ce traitement de faveur. Dans l'hypothèse ordinaire de la recherche de paternité, la démonstration du lien de parenté fait seulement la preuve que la responsabilité du défendeur est engagée; dans ce cas particulier, au contraire, la paternité est née du crime, elle n'existerait point sans lui, elle se confond avec lui et devient criminelle au même degré.

Il est donc admissible et même nécessaire que les effets de la parenté naturelle simple, et ceux de cette paternité criminelle ne soient pas les mêmes: la responsabilité du ravisseur est plus gravement engagée et doit être plus sévèrement appréciée.

Ainsi apparaît la possibilité de créer, à côté des enfants simplement déclarés par justice et des enfants volontairement reconnus, une catégorie spéciale pour l'hypothèse où la paternité démontrée est criminelle dans son origine. De même que les rédacteurs du code ont adopté «la recherche de la paternité» comme peine de l'enlèvement, il serait permis aux auteurs d'une réforme législative d'admettre «l'aggravation des effets de la paternité déclarée» comme peine de certains crimes.

127. L'hypothèse de l'enlèvement est seule l'objet

d'une mesure particulière dans le code civil, parce que dans un régime interdisant la recherche de la paternité, ce n'est point seulement la gravité de la faute, mais surtout la certitude sur le fait de la procréation, qu'envisage le législateur.

Au cas de viol, la culpabilité du père est certainement aussi grande que dans celui de rapt, mais le viol ne donne pas au même degré l'assurance que le coupable est l'auteur de la grossesse.

Au contraire, dans une législation autorisant la recherche, cette considération ne pourrait avoir une influence aussi profonde. La preuve de la paternité en effet, devrait y être organisée de façon constante pour la généralité des cas ; elle s'administrerait donc, dans l'hypothèse de viol ou d'enlèvement, par les mêmes moyens, avec la même rigueur, qu'en toute autre occurrence. Cette preuve étant ainsi faite selon les exigences de la loi, rien ne s'oppose à ce qu'elle produise des effets particuliers lorsque le père déclaré a été condamné pour viol, aussi bien que s'il est coupable de rapt.

L'idée de culpabilité ne se confondant plus avec l'administration de la preuve, le crime serait envisagé seulement — abstraction faite de sa valeur probatoire — comme un fait aggravant la responsabilité de son auteur. En conséquence, lorsque la procréation aurait été le résultat d'un viol ou d'un enlèvement, la même raison

existerait de lui faire produire des effets plus étendus en considération du crime dont elle est issue.

128. Cette conception a été pratiquement sanctionnée dans plusieurs législations étrangères.

Le code civil espagnol notamment, au cas de viol, d'attentat ou de rapt, accorde à l'enfant *l'action en reconnaissance*, tout comme lorsqu'il possède une reconnaissance sous seing privé ou qu'il justifie d'une possession d'état (1).

Mais c'est dans le projet de code civil suisse du 28 mai 1904 (2), que cette idée se trouve le plus heureusement réalisée.

D'après l'article 324 de ce projet : « Si l'action (en recherche de paternité) de la mère ou de l'enfant est fondée, le juge alloue à ce dernier *une pension alimentaire* qu'il fixera en considération des ressources de la mère ainsi que de la fortune et des espérances du défendeur ».

D'après l'article 328 au contraire : « Le juge peut *déclarer la paternité* du défendeur si ce dernier a promis le mariage à la mère ou si elle a été victime d'un acte criminel ou d'un abus d'autorité de la part du défendeur ».

Dans ces trois seules hypothèses, la culpabilité du

---

(1) Voy. *supra* p. 87,

(2) *Id.*, p. 89.

défendeur peut entraîner la déclaration de sa paternité. Au lieu d'une simple pension alimentaire, l'enfant jouira de tous les droits de la filiation naturelle : il portera le nom de son père, suivra sa condition, pourra exiger les mêmes soins d'entretien et d'éducation que s'il était légitime...

## § II

### SÉDUCTION DOLOSIVE

129. Dans ce Projet, la séduction par promesse de mariage ou abus d'autorité, produit le même effet que les actes criminels imputables à l'auteur de la grossesse. Convierait-il d'étendre ainsi dans notre législation les effets attribués aux crimes de viol et d'enlèvement ?

Le *délit de séduction*, prévu par plusieurs législations étrangères, n'existe pas dans notre loi pénale. La séduction dolosive, c'est-à-dire celle où l'abandon de la jeune fille a été obtenu par des manœuvres coupables — telles que promesse de mariage, abus d'autorité — échappe à toute répression.

C'est seulement par une création relativement récente et quelque peu arbitraire, de la jurisprudence, que la séduction caractérisée par des manœuvres dolosives a pu être envisagée comme donnant lieu à l'allocation de dommages-intérêts, en réparation notamment du préjudice causé par la grossesse.

Aussi longtemps que la loi pénale n'aura pas déterminé de façon précise ce qu'est une séduction dolosive, il ne sera pas possible d'envisager ce fait comme permettant d'attribuer à la paternité démontrée un caractère de nature à tant aggraver ses effets. La jurisprudence peut évoluer, varier même d'un tribunal à l'autre; des décisions opposées pourraient intervenir dans des espèces identiques, ce serait livrer à la discrétion du juge la fixation des effets de la paternité déclarée, ce qui n'est point admissible.

130. D'ailleurs, la séduction présente toujours un caractère mystérieux, qui rend mystérieux aussi le degré de culpabilité du défendeur(1). Or, si l'on peut en toute justice admettre que la responsabilité doit être partagée entre les auteurs de la faute commune, que le père doit supporter les charges dérivant nécessairement de la parenté naturelle, il faudrait connaître exactement le degré de sa culpabilité pour lui imposer un surcroît d'obligations.

Lorsqu'une décision criminelle l'a déclaré coupable d'enlèvement ou de viol, la gravité de sa faute est suffisamment établie pour motiver cet effet; au cas de séduction la certitude serait moindre.

---

(1) «Il est au fond de toutes les actions humaines un labyrinthe de raisons déterminantes, desquelles Dieu s'est réservé le jugement définitif.» (BALZAC, *Le lys dans la vallée*). — Cette pensée ne s'applique-t-elle pas avec une force particulière au fait de la séduction?

On se trouverait toujours en présence d'une question d'espèce. Les manœuvres du séducteur pourraient en certains cas motiver une légère condamnation correctionnelle, sans être assez caractérisées pour justifier une aggravation aussi lourde des effets produits par la paternité déclarée. Il faudrait donc, comme l'article 328 du projet de code civil suisse, laisser au juge la faculté de *déclarer la paternité* lorsque la faute du séducteur lui semblerait assez grave pour entraîner ce résultat.

Mais en pareille matière, mieux vaut éviter de laisser à l'arbitraire des tribunaux, l'appréciation d'un point aussi grave que la création de la qualité d'héritier légitime. Cet inconvénient peut être moindre dans un pays comme la Suisse, où la recherche de la paternité est une institution «profondément ancrée dans la conscience juridique du peuple» (1), il serait très grave en France, où l'interdiction a été la règle pendant plus d'un siècle. Les opinions différeraient d'un tribunal à l'autre suivant que ses membres seraient partisans de l'ancien régime ou du nouveau; or, le sujet est trop grave pour que la solution puisse dépendre de l'état d'esprit du juge, la loi doit trancher la question d'une manière assez catégorique pour imposer à tous une solution identique dans des cas analogues.

---

(1) Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale accompagnant le projet de code civil du 28 mai 1904.

L'allocation de dommages-intérêts à la fille-mère, victime d'une séduction, pourra d'ailleurs servir à punir le dol;— et rien n'empêchera que la charge d'entretien et d'éducation soit plus sévèrement appréciée à l'égard de celui qui apparaîtra comme moins digne d'intérêt.

Ainsi la situation du séducteur se trouvera être plus défavorable que s'il n'avait point commis de faute, la réparation exigée de lui sera plus lourde, mais le maximum des charges sera réservé, comme châtiment du maximum de culpabilité, dans les cas de crimes d'enlèvement ou de viol, reconnus par une juridiction criminelle.

### § III

#### MESURE NÉCESSAIRE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANT

131. Dans ces deux hypothèses où la démonstration de la paternité ferait obtenir l'état d'enfant naturel, la loi devrait prendre garde de ne point laisser à un père indigne, l'autorité dont il pourrait mésuser. Il ne s'agit plus seulement ici d'une punition à son égard, c'est surtout une mesure de précaution et de sauvegarde vis-à-vis de l'enfant. La plus élémentaire prudence exige qu'il soit soustrait à l'influence d'un père criminel.

Cependant la faute de cet homme n'implique pas nécessairement, qu'il doive inculquer à son descendant des principes pervers. Il a pu céder follement à l'entraîne-

ment d'une passion sincère, agir dans un moment d'égalité; sa conduite antérieure a peut-être été sans reproches et le juge pourra trouver parfois dans ses antécédents et dans son repentir, des garanties suffisantes pour l'éducation de l'enfant.

Il y aurait donc lieu de laisser au tribunal qui prononcerait la déclaration de paternité, le soin d'attribuer la surveillance et le droit de garde suivant les circonstances, au père, à la mère ou à un tiers. Il serait obligé de trancher la question, mais on lui accorderait la faculté de prendre telle mesure qui lui paraîtrait imposée par la seule considération de l'intérêt bien compris de l'enfant.

Il n'est pas possible, en effet, de supprimer d'une façon absolue et sans possibilité de preuve contraire l'autorité de celui à qui l'on impose toutes les charges de la paternité naturelle; car la puissance paternelle est la contre partie de ces charges et notamment de la vocation successorale. Cette suppression radicale n'est admissible que lorsque l'enfant jouit d'un simple droit alimentaire (1), mais, dans notre hypothèse, la déchéance doit correspondre à l'indignité reconnue de l'individu en question.

Si donc, malgré le crime et l'abandon subséquent dont le père est coupable, on peut trouver dans les faits de

---

(1) Voy. *supra* p. 429, note 1.

la cause des garanties sérieuses qu'il n'abusera pas de son autorité, il est juste de la lui restituer, et de la lui maintenir s'il l'exerce convenablement.

La situation serait donc l'inverse de l'hypothèse où l'état d'enfant naturel résulte d'une reconnaissance volontaire. Ici, en effet, le père doit normalement exercer la puissance, à moins qu'un fait particulier ne vienne révéler son indignité: le caractère irrégulier de sa paternité conduit seulement à reconnaître aux tribunaux une facilité plus grande pour prononcer sa déchéance.

Dans le cas de paternité criminelle, au contraire, c'est l'indignité qui doit être présumée. Le juge aurait seulement le droit d'en relever l'intéressé lorsqu'il lui serait démontré que, dans l'espèce, la présomption n'est pas fondée.

---

## CHAPITRE VII

DES EFFETS DE LA RECHERCHE DE  
MATERNITÉ

---

132. Une loi conforme aux principes que nous avons essayé de justifier, ne consacrerait-elle pas une injustice vis-à-vis de la mère naturelle, en laissant subsister à son encontre les dispositions du code civil, où la maternité démontrée aboutit au même résultat que la reconnaissance volontaire?

Le lien naturel qui unit l'enfant à ses deux auteurs doit, semble-t-il, produire à l'égard de chacun d'eux un effet analogue, puisqu'en somme le degré de parenté et l'affection présumée sont identiques. La cause est la même, et devrait par conséquent, en théorie, engendrer les mêmes effets.

Telle est bien la conclusion à laquelle conduit le système proposé par M. Ambroise Colin, si l'on envisage les solutions à un point de vue purement spéculatif, sans avoir égard aux nécessités contingentes.

Dans une législation conforme aux distinctions fondamentales admises par l'éminent professeur de la Faculté de Paris, la preuve de la filiation devrait être

organisée «d'une façon sûre et complète, sans distinction entre la paternité et la maternité».

L'énoncé même de cette règle comporte une restriction tacite, car la preuve de la paternité et celle de la maternité ne peuvent être organisées «de façon sûre et complète» d'une manière identique. Cette restriction est d'ailleurs aussitôt énoncée en termes formels, lorsque l'auteur ajoute «en dehors de celles que dicterait une impossibilité matérielle».

Mais, d'après les données de cette théorie, ces distinctions obligatoires devraient seulement viser le mode de preuve, non point les effets de la parenté. Les seules différences admises résideraient dans la plus grande facilité qu'il y aurait à administrer, «de façon sûre et complète», la preuve légale de la maternité.

133. Il est certain qu'en l'état de notre législation, une réforme, concernant le régime de la filiation naturelle, ne pourrait consacrer dans leur entier les principes théoriques dégagés avec talent par M. Colin. L'esprit serait plus satisfait d'un texte créant un parallélisme harmonieux entre les solutions adoptées pour chacun des parents naturels; cependant il faut bien reconnaître qu'il existe entre la paternité et la maternité des différences essentielles; que des solutions législatives dissemblables à l'égard des deux auteurs, trouvent une justification suffisante dans des difficultés

d'ordre pratique, — encore qu'elles ne soient pas à l'abri de toute critique au point de vue purement rationnel.

Or, en pareille matière, où des intérêts absolument contraires sont en jeu, où chaque solution théorique est comme enlignée dans une série d'empêchements purement matériels, ne doit-on pas s'inspirer des nécessités de la pratique et des exigences de l'équité, au moins autant que des données purement spéculatives ?

Il est hors de doute, au surplus, qu'une proposition de loi ayant pour objet de restreindre les droits afférents à la recherche de maternité serait vouée à un échec inévitable.

Nous envisagerons donc la question, non pas pour savoir s'il y a lieu de proposer la réduction de ces droits, mais pour rechercher seulement si l'octroi d'une simple créance alimentaire, à l'encontre du père déclaré, ne constitue pas une contradiction inadmissible, par rapport aux effets considérables que produit la démonstration de la maternité.

134. I. — Une première remarque s'impose avec la plus grande évidence : l'inégalité serait toujours moins grande après la réforme, puisque tous ceux qui pourraient alors obtenir une pension alimentaire n'ont aujourd'hui aucun droit. Si l'on trouve injuste que l'enfant puisse obtenir beaucoup d'un de ses auteurs et peu de l'autre, combien plus ne doit-on pas estimer inéquitable

que, dans les mêmes hypothèses, il doive tout exiger de l'un, sans pouvoir rien demander à l'autre !

Le plus qu'on pourrait reprocher à un pareil système serait donc de diminuer l'injustice actuelle, sans la faire complètement disparaître. Mais est-il possible d'obtenir un résultat au-dessus de toute critique ; de satisfaire les nombreux intérêts en présence sans léser aucun droit ?

135. II. — Nous l'avons déjà remarqué, la démonstration objective de la paternité étant impossible, le législateur est contraint, pour augmenter les droits de l'enfant déclaré, de restreindre les hypothèses où l'action est ouverte. Il n'aurait donc le choix que de diminuer l'injustice dans un grand nombre d'hypothèses, ou de la supprimer dans un tout petit nombre de cas. Nous avons essayé de démontrer qu'il vaut mieux accorder le nécessaire à beaucoup d'enfants que de se montrer trop généreux vis-à-vis de quelques-uns seulement. L'intérêt de la mère, pour des raisons de même nature, vient à l'appui de cette solution.

La preuve de la maternité ne présente pas la même difficulté ; aussi est-il loisible au législateur, de laisser à l'action en recherche toute l'étendue nécessaire, en lui faisant produire cependant des effets considérables. Voilà donc une première raison, de restreindre les effets de la paternité déclarée qui ne s'applique nullement à la recherche de maternité.

136. III. — Malgré ses effets restreints, la recherche de paternité pourra produire tous les résultats utiles qu'on est en droit d'en attendre dans l'intérêt de l'enfant, de la mère ou de la société. Il n'en va pas de même pour la maternité déclarée.

En effet, s'il suffit à l'enfant que son père lui serve une rente d'aliments, d'entretien et d'éducation, c'est à condition que la mère soit auprès de lui pour utiliser ces secours, les rendre profitables; qu'elle remplisse son rôle de gardienne et d'éducatrice au moyen des subsides fournis.

La disposition de l'article 341 l'incite fortement à remplir ce devoir. Elle s'y oblige d'autant plus volontiers, par une reconnaissance volontaire, qu'elle peut y être contrainte par justice. Le nombre de ces reconnaissances volontaires diminuerait probablement, lorsque la mère aurait la faculté, en s'abstenant, d'éviter la plus grande partie des obligations qui lui incombent. Quelle serait alors la situation de l'enfant?

Le défaut de reconnaissance maternelle le mettrait dans l'impossibilité d'exercer l'action contre son père. En supposant même qu'elle puisse être engagée, cette action serait vouée à un échec fatal, puisque la paternité ne peut être certaine que si la maternité l'est déjà.

Prouver la paternité, en effet, c'est démontrer l'existence des relations exclusives d'un homme, avec la mère,

à l'époque de la conception. La preuve légale de la maternité est donc la condition première d'une action en recherche de paternité.

A défaut d'une reconnaissance volontaire, d'où viendrait cette preuve ? — D'une déclaration de justice ?... Mais qui obtiendrait ce jugement ? Qui agirait au nom de l'enfant abandonné, durant sa minorité ? Aucun texte n'assure la protection et la sauvegarde des enfants non reconnus ; le code est muet sur l'organisation de leur tutelle.

En l'état actuel de la législation relative aux enfants naturels, il est certain que le défaut de reconnaissance maternelle serait un obstacle absolu, à l'exercice de l'action en recherche de paternité. En supposant que l'enfant devenu majeur, puisse établir d'abord sa filiation à l'égard de sa mère, puis, intenter l'action en recherche contre le père, il est fort à craindre que cette procédure compliquée n'aboutisse à rien. La preuve de la paternité, déjà difficile à administrer aussitôt après la naissance, serait impossible, après une aussi longue période, dans la plupart des hypothèses ; — l'action aurait d'ailleurs, à ce moment, perdu sa plus grande utilité.

137. IV. — Toutes les objections faites à l'admission de la recherche de paternité proviennent de la difficulté de la preuve, ou pour mieux dire il n'existe qu'une

seule objection : l'impossibilité d'arriver en cette matière à la certitude objective.

C'est encore cette impossibilité de prouver objectivement la paternité qui donne à la règle *pater is est quem nuptiæ demonstrant*, toute sa valeur. Le mariage possède ainsi, le monopole d'établir une présomption irréfragable, en une matière où la preuve — lorsqu'elle n'est pas interdite — se trouve soumise à des aléas nombreux et, parfois, à des difficultés insurmontables.

On comprend donc que la facilité exagérée d'établir une parenté naturelle, d'où découleraient des effets presque analogues à ceux de la paternité légitime, puisse porter atteinte à la dignité ou tout au moins aux prérogatives du mariage.

Le même danger n'est pas à craindre, pour la maternité naturelle, puisque le mariage ne constitue à l'égard de la femme aucune présomption analogue à la règle *pater is est....* Mariée ou non, fidèle ou adultère, la preuve de l'accouchement et l'identification de l'enfant établissent péremptoirement sa maternité (1) : *Semper certa est (mater) etiam si vulgo conceperit* (2).

Le seul danger serait donc d'accorder aux enfants naturels, vis-à-vis de leur mère, des droits trop peu différents de ceux qu'ils auraient eus s'ils avaient été légiti-

---

(1) Voy. *supra* p. 7, note 1.

(2) PAUL : *Dig.*, l. II, l. IV, § 5.

mes; — et cet écueil n'existe pas uniquement par rapport à la recherche de maternité relativement peu fréquente, mais aussi par rapport à la reconnaissance volontaire, beaucoup plus commune. Que la maternité soit avouée, ou qu'elle soit démontrée, si les effets qu'elle produit sont dangereux par leur exagération, le péril sera le même dans l'une ou l'autre hypothèse. Encore faut-il observer que le privilège et l'originalité de la maternité légitime ne résident point seulement dans l'étendue des droits qu'elle confère, mais aussi dans la présomption de paternité qui en découle.

L'enfant d'une femme légitime a tous les droits de la légitimité vis-à-vis d'elle et vis-à-vis de son conjoint; en un mot, démontrer la maternité légitime c'est du même coup établir la paternité du mari.

La maternité naturelle pourra produire les effets les plus importants, elle sera toujours essentiellement différente de la maternité légitime, tant qu'elle ne comportera aucune présomption de même nature.

La crainte de porter atteinte à l'intégrité du mariage peut donc seulement conduire à restreindre les effets de la paternité naturelle déclarée, à ne pas admettre en dehors du ménage régulier des présomptions analogues à la règle *pater is est quem nuptiæ demonstrant*; — elle ne saurait avoir aucune influence sur les effets de l'action en recherche de la maternité.

138. V.— Un fait important, qui doit servir à différen-

cier pratiquement la paternité et la maternité naturelles, réside, dans la proportion beaucoup plus grande des reconnaissances volontaires faites par la mère.

Une première cause de cette inégalité se trouve peut-être dans la certitude de la parenté maternelle et dans le doute où peut se trouver le père naturel. Une seule condition est nécessaire pour que la mère consente à reconnaître son enfant, c'est qu'elle ait pour lui des sentiments affectueux. Pour l'homme, il faut d'abord qu'il soit sûr de sa paternité (1), et le doute à cet égard peut motiver bien des abstentions.

Mais, en dehors de cette cause purement matérielle, la disproportion constatée, entre le nombre des reconnaissances opérées par les deux auteurs, paraît bien correspondre à une situation morale différente de chacun d'eux vis-à-vis de leur enfant.

Le descendant légitime, lui, est également lié au mari et à la femme parce que tous deux se sont unis précisément dans le but de fonder une famille et que la venue de l'enfant commun est le dénouement naturel de leur mariage. Il est donc logique de supposer égale l'affection des deux conjoints pour cet enfant, et égaux par conséquent les droits et les devoirs de celui-ci envers eux.

---

(1) Exception faite pour les cas où il accepte volontairement de reconnaître des enfants dont il sait fort bien n'être pas le père. (V. *supra* p. 160, N° 121).

Il n'en va pas de même en dehors du mariage, car les parents de l'enfant illégitime se trouvent vis-à-vis de lui dans une situation très inégale.

L'affection du père sera bien peu fréquente ; il se montrera le plus souvent d'une indifférence coupable.

C'est qu'en effet, — exception faite pour certaines unions libres, véritables mariages de fait, où ne manque, au point de vue civil, que la solennité — l'enfant sera trop souvent considéré par lui, comme un intrus, dont la naissance, loin d'avoir été désirée, n'est qu'une cause d'ennuis et de difficultés.

Cependant, il ne saurait se soustraire à la responsabilité de ses actes, et la loi peut lui ordonner de subvenir aux besoins de l'être mis au monde, bien qu'il lui demeure étranger au point de vue du lien familial. — La plupart des lois étrangères favorables à la recherche de la paternité, se sont rangées à cette solution qui, si elle ne répond pas rigoureusement aux exigences de la morale pure, n'est point cependant immorale et trouve une justification suffisante à son imperfection dans des difficultés d'une autre nature.

Mais pareille réglementation est-elle admissible au regard de la mère ? Il est improbable qu'elle puisse avoir cette indifférence de sentiments qui anime ordinairement le père naturel. La somme des souffrances subies pour son enfant, les soins de tous les instants qu'elle a dû lui prodiguer, le lait dont elle l'a nourri, font de lui un être auquel elle se trouve si intimement

liée physiquement et moralement, qu'elle ne peut lui devenir étrangère.

La mère dénaturée concevra pour lui une haine abominable, la mère digne de ce nom lui portera une affection plus vive qu'aucune autre, jamais elle ne lui sera indifférente.

139. La même dissemblance se retrouve, par la force des choses, dans la conduite des parents naturels.

Le père peut faillir par négligence, par indifférence ; il est coupable de ne pas accomplir les actes qu'il devrait faire ; il pèche par abstention.

La mère, au contraire, a l'enfant entre ses bras ; elle ne peut s'abstenir, il faut qu'elle agisse. Son devoir est de le nourrir, de l'élever ; si elle manque à cette obligation elle n'aura d'autre alternative que de l'abandonner ou d'attenter à sa vie.

Il y a donc, à ces deux points de vue, une différence réelle entre la situation du père et de la mère illégitimes et l'inégalité établie par la loi entre les effets de la paternité et ceux de la maternité déclarées ne serait peut-être que la sanction d'un fait naturel.

---

## CHAPITRE VIII

DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE  
SÉDUCTION (1)

## § I

## RÉPARATION DU PRÉJUDICE CAUSÉ PAR LA GROSSESSE

140. Lorsqu'une loi est contraire à l'équité, les tribunaux, — mieux placés que le législateur pour apprécier l'injustice de ses dispositions — s'efforcent toujours d'atténuer en fait ce qu'il y aurait de trop inique dans son application intégrale. Il s'est ainsi créé à diverses reprises des courants de jurisprudence qui, après avoir momentanément remédié aux plus néfastes conséquences d'une loi, ont finalement entraîné une réforme législative.

---

(1) Nous avons rejeté l'examen de la jurisprudence en matière de séduction à la fin de notre ouvrage parce que la question qu'a pour but de résoudre cet examen — (cette jurisprudence ne rend-elle pas inutile toute réforme législative?) — ne pouvait être tranchée qu'après avoir strictement déterminé les conditions dans lesquelles nous envisageons la réforme de la législation en matière de filiation naturelle.

En appliquant à la lettre les dispositions restrictives de l'article 340, les tribunaux n'auraient jamais pu accorder à une fille séduite des dommages-intérêts, en réparation du préjudice causé par sa grossesse, quelles que fussent d'ailleurs l'innocence de la victime et l'indignité du coupable.

Le moyen, en effet, de déclarer qu'un homme est l'auteur de cette grossesse, s'il est interdit de constater, qu'il est père de l'enfant que la femme séduite porte dans son sein ?

Ceci nous paraît aussi impossible que d'admettre le désaveu, s'il était défendu de constater l'adultère de la femme. La prohibition de la recherche de paternité entraîne l'impossibilité de rechercher tout ce qui est le résultat direct, la conséquence immédiate de la paternité naturelle.

141. Tel est le principe rigoureusement logique posé par la Cour de cassation dans son arrêt du 19 vendémiaire an VII, rendu sous l'empire de la loi du 12 brumaire an II, et dans celui du 26 mars 1806, rendu après la promulgation du code civil.

« Considérant, disait le premier arrêt, que l'action en dommages-intérêts de la mère de l'enfant né hors mariage, et l'action en déclaration de paternité désavouée reposant sur le même fait indivisible, l'auteur de la grossesse, il est évident que dans ce cas la recherche de

la paternité n'étant pas permise, l'action en dommages-intérêts de la part de la mère est aussi interdite» (1).

L'arrêt de 1806 confirme cette jurisprudence :

«Attendu que toute recherche de paternité est abolie, non seulement par rapport aux droits successifs, mais encore relativement aux aliments pour l'enfant, aux frais de gésine et aux dommages-intérêts pour la mère, par la raison que, la paternité étant indivisible, un homme ne peut être père pour un cas et ne pas l'être pour un autre cas ; ... qu'en condamnant M. à des dommages-intérêts et aux frais de gésine, le tribunal a commis un excès de pouvoir et violé l'article 340.

»Par ces motifs, casse.... »

On ne saurait nier que la doctrine de ces arrêts constitue une application rigoureusement logique, du principe restrictif posé par l'article 340. Toutes les distinctions, toutes les subtilités, tous les raisonnements invoqués pour justifier une solution différente, ne feront pas que rechercher l'auteur d'une grossesse et rechercher la paternité ne soient une seule et même chose, et que la décision la plus injuste ne soit en pareille matière la plus conforme à la loi.

142. On en arrivait donc, en appliquant intégralement le texte du code civil, à faire échec à la règle gé-

---

(1) SIR. — *Rec. gén. des arr. de la C. de cass.*, t. I, p. 168.

nérale de l'article 1382, proclamant la responsabilité de l'auteur d'une faute et l'obligation où il se trouve d'en réparer les conséquences.

Mais cette dérogation n'a rien de contraire aux règles du droit. Est-ce qu'une loi réglementant une matière spéciale ne peut pas déroger au droit commun? La disposition d'exception ne doit-elle pas l'emporter sur la décision de principe?

Il était donc loisible au législateur, de décider qu'en matière de séduction, toutes les fois que la recherche du père serait la condition première de l'allocation des dommages-intérêts, la règle générale de l'article 1382 demeurerait inapplicable.

Cependant, les exigences de l'équité devaient être plus fortes que les prescriptions formelles de la loi.

143. Un arrêt de la Cour de cassation, du 24 mars 1845 (1), marque un revirement complet dans la jurisprudence. Le pourvoi était formé contre un arrêt de la Cour de Toulouse (5 juillet 1843) confirmant un jugement du Tribunal de Castelsarrasin qui accordait à la demoiselle B. des dommages-intérêts, en réparation du préjudice que lui avait causé le sieur L. en l'abandonnant après l'avoir «rendue mère».

Voici la décision de la Cour suprême :

---

(1) S. 45. I. 539. D. 45. I. 177.

«Attendu qu'il ne s'agissait point devant la Cour royale, de rechercher quel était le père de l'enfant dont la demoiselle B. est accouchée; que l'enfant, étranger au débat ne peut, en aucun cas, ni souffrir ni profiter de la décision intervenue; que l'unique question est celle du préjudice causé à la demoiselle B. par le sieur L.

»Attendu qu'il est constaté par l'arrêt que le sieur L. a abandonné la fille B. après l'avoir séduite (1); qu'il est la seule et unique cause du dommage qu'elle éprouve; que c'est avec raison que l'arrêt attaqué a fait application de l'article 1382 du code civil.

»Par ces motifs, rejette...»

Désormais il fut loisible à la jurisprudence, orientée dans cette voie nouvelle, de décider — contrairement à l'opinion admise par les premiers arrêts de Cassation — que la recherche de paternité est abolie seulement par rapport aux droits successifs, mais non relativement aux dommages-intérêts pour la mère. Il fallait donc aussi rejeter l'affirmation de ces arrêts «que, la paternité étant indivisible, un homme ne peut être père pour un cas et ne pas l'être pour un autre cas».

Les nouvelles décisions judiciaires aboutissent en effet à cette doctrine, dont l'expression la moins voilée

---

(1) L'arrêt ne disait pas seulement qu'elle avait été «séduite» mais «ren- due mère»; il semble que la Cour suprême, en admettant la chose, ait voulu éviter des termes trop précis.

se rencontre dans un arrêt de la Cour de Montpellier du 10 mai 1851 :

« Considérant qu'il ne s'agit nullement de rechercher si le sieur S. est le père de l'enfant dont la demoiselle M. est accouchée le 12 février 1849; que la demoiselle M. demande uniquement à prouver par voie d'induction, que sa grossesse était l'œuvre du sieur S.

» Que cette demande a pour but, non de constater l'état civil de l'enfant, mais d'obtenir condamnation du sieur S. à la réparation d'un préjudice qui lui était imputable. »

144. Ainsi, lorsque la demoiselle M. demande à prouver *que sa grossesse est l'œuvre du sieur S., il ne s'agit nullement de rechercher si le sieur S. est père de l'enfant dont elle est accouchée à la fin de cette grossesse !* Autrement dit, rechercher l'auteur de la grossesse, ce n'est pas rechercher le père de l'enfant dont la femme est enceinte !

La seule raison d'être d'une pareille distinction, c'est que la recherche du père étant prohibée, il fallait bien donner un nom différent à une opération qui a précisément pour résultat d'établir la paternité. On ne s'occupe pas du père de l'enfant, ce serait interdit ; on se contente de punir l'auteur de la grossesse... ce qui est bien différent !

Un jugement de Château-Thierry du 23 novembre

1898 (1) appelle cela «allier le droit à l'équité...» Allier le droit à l'équité ! Voilà certes une belle maxime, que doit toujours s'efforcer de réaliser le législateur. Mais lorsqu'une fois il s'est prononcé dans un texte formel, *le droit* pour le juge c'est la loi écrite, et s'il ne peut la plier à sa conception personnelle de l'équité, qu'en la déformant, qu'en la violant manifestement, il se substitue au législateur, il manque à sa mission et commet un excès de pouvoir

Bien plus justement M. le sénateur Bérenger déclare que c'est là un «euphémisme» qui a pour but «d'admettre les choses en écartant les mots» (2).

145. Mais, dit-on, cette constatation n'établira pas l'état civil de l'enfant ; elle aboutira seulement à une condamnation en dommages-intérêts?... (3).

Le code ne fait pas toutes ces distinctions ; il déclare seulement : la recherche de la paternité est interdite. Il

(1) *Gaz. des Trib.* du 2 déc. 1898.

(2) Exposé des motifs de la Prop. de loi déposée le 5 avril 1879, p. 42.

(3) Si l'on admet que la recherche de la paternité est seulement interdite lorsqu'elle doit aboutir à donner l'état d'enfant naturel, pourquoi mettre un si grand soin à voiler sous des périphrases compliquées le fait de cette recherche lorsqu'elle ne doit aboutir qu'à l'allocation de dommages ? Pourquoi dire : «l'auteur de la grossesse» pour «le père» ? — «les conséquences de la grossesse» pour «la naissance de l'enfant» ? — «le préjudice matériel occasionné par les suites de la grossesse» pour «les frais d'entretien de l'enfant» ? — Il serait bien plus simple de constater la paternité sous la réserve que cette constatation n'est faite qu'en vue de l'allocation de dommages-intérêts....

suffit d'ailleurs de jeter les yeux sur les travaux préparatoires, pour être certain que le législateur n'avait point l'intention d'édicter une prohibition incomplète, laissant la porte ouverte à tous les procès dont l'article 340 avait pour but d'empêcher à tout jamais le retour (1).

Au surplus, la conception d'une paternité constatée qui ne produirait pas tous les effets attachés à la reconnaissance, est contraire à la théorie du code civil. Nous l'avons déjà remarqué, chaque fois que la parenté naturelle est certaine, le législateur lui fait produire tous les effets qu'elle est susceptible d'avoir : sa démonstration, au cas d'enlèvement aboutit au même résultat que la reconnaissance volontaire, celle-ci n'étant d'ailleurs qu'un aveu, un moyen de preuve. La paternité est un fait, d'où découlent nécessairement les mêmes effets, chaque fois qu'il est démontré.

Rechercher l'auteur d'une grossesse, c'est donc enfreindre la loi ; et faire produire à la parenté naturelle lorsqu'elle est authentiquement constatée, un simple effet alimentaire, c'est aller contre les principes adoptés par le législateur.

La jurisprudence viole ouvertement l'article 340 chaque fois qu'elle fait rentrer dans le calcul de l'indemnité

---

(1) Dans l'ancien droit le jugement n'aboutissait point à la constatation de l'état civil de l'enfant ; et cependant c'est justement pour éviter le retour de ces procès qu'a été rédigé l'art. 340.

allouée à la fille séduite, les dommages résultant de la grossesse, de l'accouchement, de l'entretien ou de l'éducation de l'enfant (1).

## § II

### FAUTE DU SÉDUCTEUR

146. Pour appliquer en cette matière l'article 1382 et proclamer la responsabilité civile du séducteur, la première condition en l'état actuel des textes était la constatation d'une faute, cause déterminante de la séduction. Cette faute doit consister dans des manœuvres, ayant eu pour résultat de tromper la femme et de lui arracher frauduleusement un consentement qu'elle n'aurait point donné sans cela.

147. La promesse de mariage est le moyen le plus commun et le plus puissant de séduction.

Lorsqu'il est démontré que la jeune fille a réellement

---

(1) La jurisprudence est parfaitement établie ; on peut citer néanmoins des arrêts dissidents : Caen, 24 avril 1850 (D. 55. 2. 177). Rennes 11 avril 1866 (D. 66. 2. 184) ; le jugement confirmé par cet arrêt (Savenay 28 juillet 1865) est en opposition formelle avec la jurisprudence suivie : « Attendu, dit-il, qu'en admettant que les faits articulés par la fille D. soient de telle nature que s'ils étaient établis, il en résulterait nécessairement la démonstration que l'enfant dont elle est accouchée serait issu des œuvres de R., dont la paternité se trouverait ainsi juridiquement constatée d'une façon indirecte et par voie de conséquence, au mépris de la disposition si formelle de l'art. 340 ; — attendu que l'art. 340 ne distingue pas le cas où la paternité est recherchée comme objet principal et celui où elle fait seulement l'objet secondaire d'une action en dommages-intérêts... ».

cru à la parole du séducteur et qu'elle ne s'est abandonnée que sur la foi de cette promesse, il y a là certainement une circonstance, permettant au juge de déclarer la responsabilité de l'homme engagée, puisque sa faute a été la cause du préjudice. Aussi la jurisprudence a-t-elle d'abord étendu l'article 1382, à cette hypothèse d'une fausse promesse de mariage (1).

Mais il n'y avait alors aucune bonne raison, de ne point traiter de la même manière tous les cas où le consentement de la jeune fille a été surpris par dol, au moyen de manœuvres frauduleuses autres qu'une promesse de mariage. La jurisprudence a donc été conduite

(1) Cass. : 24 mars 1845. S. 45. 1. 539. D. 45. 1. 177.

Cass. : 26 juillet 1864. S. 65. 1. 33 et la note. D. 64. 1. 347.

Nîmes : 17 mai 1882. S. 83. 2. 95.

Dijon : 10 février et 27 mai 1892. S. 92. 2. 197.

Paris : 26 juin 1894. S. 94. 2. 264 et la note.

En ce sens : AUBRY et RAU, t. V, § 454, p. 33 texte et note 26 ; DEMOLOMBE, t. II, N° 31 ; LAROMBIÈRE, oblig., t. III, sur l'art. 1227, N° 2 ; SOURDAT, respons., t. I, N° 446 *bis*.

La preuve par témoins de la rupture d'une promesse de mariage doit-elle être admise par application de l'art. 1248, al. 1<sup>er</sup> ?

En ce sens :

Cass. : 24 mars 1845, *loc. cit.*, et 26 juillet 1864, *loc. cit.*

Carcassonne : 15 février 1888. *Gaz. Pal.* 88. 2. supp. 30.

Trib. Seine : 17 nov. 1898. *Gaz. Pal.* 98. 2. 707.

La jurisprudence cependant est plutôt en sens contraire et exige généralement une preuve écrite ou un commencement de preuve par écrit :

Paris : 19 janv. 1865. S. 65. 2. 5.

Douai : 20 juin 1887. *Gaz. Pal.* 87. 2. 75.

Toul : 5 mars 1888. *Gaz. Pal.* 88. 1. 698.

Rennes : 21 juillet 1894. *Gaz. Pal.* 94. 2. 388.

Grenoble : 2 fév. 1897. D. 98. 2. 57.

à décider que toute séduction ayant sa cause dans un fait déshonnête et déloyal — tel qu'un abus d'autorité, une contrainte morale — revêt un caractère dolosif, qui donne ouverture à l'action en responsabilité civile.

Jusque-là, il n'y a évidemment rien de contraire à la loi ; il est loisible au juge de rechercher l'auteur du préjudice dont se plaint la demanderesse, et s'il lui est démontré que cet acte dommageable est le résultat d'un fait frauduleux, dolosif, imputable au défendeur, il doit condamner celui-ci à des dommages-intérêts. C'est là une application pure et simple de l'article 1382 — à condition bien entendu que n'entrent point dans le calcul de l'indemnité tous les dommages ayant leur source dans la paternité du séducteur.

148. Mais aujourd'hui, la jurisprudence a une tendance de plus en plus marquée à condamner le défendeur sans relever en fait aucune faute contre lui. Ainsi, après s'être servi de l'article 1382 comme une arme pour détruire l'article 340, quelques décisions encore isolées en arrivent à violer l'article 1382 lui-même.

Ceci prouve bien qu'on ne saurait exiger du juge trop de fidélité au texte de la loi, car lorsqu'une fois la jurisprudence a fait un pas dans l'arbitraire, on ne sait jamais jusqu'à quel degré d'illégalité la conduira ce qu'on est convenu d'appeler ses progrès ; bien que

d'après nous elle soit d'autant moins en progrès qu'elle est moins conforme à la loi.

149. Le premier jugement qui ait admis cette nouvelle concession aux besoins de la pratique est sans doute celui de Château-Thierry, déjà cité. Voici les attendus relatifs à notre matière :

« Attendu que l'homme qui noue des relations intimes suivies avec une femme est en faute aussi bien et même plus que celle-ci — en raison de son ascendant moral — de n'avoir pas prévu les conséquences possibles ; que, lorsqu'un enfant naît de ces relations et que l'homme s'en est, comme dans l'espèce, reconnu le père, il serait souverainement injuste de laisser supporter la charge entière à la femme seule qui a eu déjà toutes les douleurs et les risques de la maternité ; que ce n'est pas seulement un enfant qui est né de leurs relations, mais une obligation naturelle de l'élever et de pourvoir à ses besoins et à son éducation, *obligation qui doit trouver sa sanction dans la loi.*

» Que la part de la faute de l'homme est au moins égale à celle de la femme dans l'entretien de leurs relations et que la naissance de l'enfant est tout autant le fait de l'un que de l'autre ;

» Qu'en faisant concevoir cet enfant à la femme il lui a créé une charge, c'est-à-dire un préjudice...

» Que déjà ce principe est consacré par la jurisprudence lorsqu'il y a eu de la part de l'homme des promesses

faites ou contrainte morale exercée afin d'obtenir de la femme un abandon complet ; *qu'on doit l'admettre aussi bien dans le cas d'entraînement réciproque* en alliant jusqu'au bout le droit à l'équité dont les conflits trop fréquents étonnent et attristent la conscience ;

» Attendu, enfin, que cette protection de la loi accordée aux femmes abandonnées dans les circonstances si fréquentes où l'a été Eulalie M. peut avoir pour encourageant résultat d'arrêter dans une certaine mesure le développement d'une des branches de la criminalité, et peut-être aussi d'atténuer certaines causes de la dépopulation...

» Que dans ces conditions, qu'il s'agisse de promesse de mariage, de contrainte morale *ou d'entraînement réciproque*, la demande d'Eulalie M. doit être accueillie... » (1).

150. La doctrine de cette décision est évidemment contraire à l'article 1382. Elle proclame l'existence d'une obligation naturelle pour le père, d'élever l'enfant et de pourvoir à ses besoins ; mais le juge ne peut transformer en obligation civile ce devoir de conscience, qu'en s'appuyant sur un texte de loi. Or ce texte n'existe pas, ou du moins son application est subordonnée à la preuve d'une faute, cause déterminante du préjudice.

---

(1) *Gaz. des Trib.*, 2 déc. 1898.

Dire qu'il y a eu entraînement réciproque, c'est reconnaître que l'établissement des relations n'est pas dû à une manœuvre coupable du défendeur, mais bien à un accord de sentiments ; c'est proclamer qu'aucune faute n'est établie et que l'article 1382 n'est pas applicable.

On ne saurait soutenir sérieusement que si nulle fraude n'est imputable à l'homme dans le fait de la séduction, il y a néanmoins faute de sa part « à n'avoir pas prévu » qu'un enfant pouvait naître de ses rapports. La jeune fille, elle aussi, a dû prévoir la possibilité d'une grossesse, et si elle a consenti de son plein gré à nouer des relations illégitimes, elle a donc accepté volontairement le risque du préjudice auquel elle s'exposait : *volenti non fit injuria*.

Il n'y a place pour la faute de l'homme que dans les actes dolosifs ayant abouti à la séduction et causé le dommage dont se plaint la fille abandonnée. Dans cette hypothèse seulement il existe un coupable et une victime ; dans le cas d'entraînement réciproque nous ne voyons que deux complices.

La théorie de cette décision judiciaire aboutirait à l'allocation d'une indemnité à la fille-mère qui aurait elle-même provoqué la séduction, car, dans ce cas, l'homme serait aussi bien reprochable de n'avoir pas prévu qu'en cédant aux avances qui lui étaient faites il s'exposait à donner la vie à un enfant.

D'ailleurs, si l'on veut bien admettre que la prohibi-

tion du code civil n'est pas entièrement tombée en désuétude, comment peut-on uniquement baser la faute sur la paternité? Si l'on veut tourner l'article 340 en s'appuyant sur l'article 1382, au moins ne doit-on pas admettre que la faute exigée par ce dernier texte réside précisément dans le fait dont la recherche est interdite par la première disposition. Mieux vaudrait franchement déclarer qu'on ne veut pas appliquer la loi.

Les attendus relatifs aux raisons de modifier la législation existante, seraient admirablement à leur place dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi autorisant la recherche de la paternité, ils ne sauraient justifier des jugements rendus comme si la réforme était un fait accompli.

Au surplus, il n'est pas inutile de constater que la décision de Château-Thierry se donne gratuitement un faux air d'illégalité, car tout en affirmant le droit de la fille-mère qui ne pourrait se plaindre d'aucune faute, le juge a soin de déclarer, que dans l'espèce, la faute du séducteur est caractérisée par le fait de n'avoir pas exécuté sa promesse de mariage.

151. Dans le même sens nous pouvons citer un jugement du tribunal civil de Gray (5 juin 1902) (1), un ju-

---

(1) *Rev. crit. de lég. et de jurisp*, ann. 1903, p. 43.

gement du tribunal de la Seine (27 décembre 1904) (1),  
et un jugement du tribunal de Limoux (29 juillet 1904) (2).

(1) *Le Droit*, 16 févr. 1905.

(2) Tribunal de Limoux, 29 juillet 1904 :

« Attendu qu'il n'est pas démontré qu'Antoine O. et Adeline A. aient été rapprochés l'un de l'autre par d'autres causes que celles nées d'un entraînement réciproque, que les relations intimes qui se sont établies entre eux et qui, malgré les dénégations intéressées d'O., étaient de notoriété publique à T... en 1903 et commencement 1904, ainsi qu'il résulte d'une information correctionnelle terminée par jugement du 19 mai dernier, ne paraissent pas avoir été le résultat de manœuvres de séduction ou autres moyens de contrainte, mais l'aboutissement logique et naturel de cette inclination, facilité dans son exécution par l'extrême liberté habituelle de la vie des campagnes ;

» Attendu, en effet, que toutes les circonstances de la cause... établissent en toute certitude qu'abstraction faite de ses rapports avec O., Adeline A. était parfaitement honnête et de bonne conduite...

» Attendu que *ces relations exclusives* choquaient d'autant moins l'opinion publique que chacun croyait les deux jeunes gens fiancés et qu'ils ne s'en défendaient ni l'un ni l'autre ; que si donc il demeure injustifié qu'Adeline A. s'est livrée à O. sur une promesse de mariage, il semble certain néanmoins que des projets d'union ont existé entre eux à l'époque de leurs rapports ;

» Attendu enfin qu'il résulte des mêmes documents, qu'à l'époque de ces rapports Adeline A. est devenue enceinte et qu'elle a accouché le 16 avril 1904 d'un enfant du sexe féminin né vivant et viable ; que peu après cette dernière époque, O., qui depuis quelque temps la négligeait, s'est marié avec une autre jeune fille ;

» Attendu qu'il ne peut pas être plus sûrement établi qu'O. est l'auteur de la grossesse et que par voie de suite il en a provoqué les conséquences ; que ces conséquences constituent à l'évidence pour Adeline A. non seulement un préjudice moral mais aussi un préjudice matériel à raison des charges qu'elles lui imposent ; qu'O. doit réparer ce double préjudice dans la mesure compatible avec ses facultés ; que, pour un homme de 26 ans comme lui, c'est en effet une faute dans le sens de l'article 1382 du code civil que d'abandonner purement et simplement, une fois la grossesse survenue et sans se préoccuper des suites, la jeune fille avec laquelle on est convaincu sans doute possible d'avoir, à l'exclusion de tous autres, entretenu des relations ; qu'à défaut de texte formel, le progrès continu des mœurs le veut ainsi en attribuant de plus en plus à chacun la responsabilité de ses actes....

Toutes ces décisions octroient l'indemnité, sans constater que la séduction soit imputable aux manœuvres dolosives du demandeur.

---

«Attendu que le Tribunal a des éléments suffisants d'appréciation pour arbitrer le chiffre de l'indemnité ;

«Par ces motifs,

«Condamne Antoine O. à payer à Adeline A., avec intérêts de droit depuis la demande en justice, la somme de 1.500 francs ».

Nous avons tenu à reproduire ici ce jugement qui n'a été à notre connaissance — non plus que celui de la Cour de Montpellier qui l'a mis à néant — rapporté dans aucun recueil de jurisprudence. Indépendamment de l'affirmation qu'en dehors de tout acte dolosif, le simple abandon de la fille enceinte constitue une faute, il convient de noter les termes employés dans cette décision pour relever le seul préjudice matériel dont la responsabilité pourrait être attribuée au défendeur. — Le jugement affirme jusqu'à trois reprises, qu'Antoine O., à l'époque de la conception, a entretenu des relations avec Adeline A., à l'exclusion de tous autres ; qu'il est donc établi «sans doute possible» qu'Antoine O. est *l'auteur de la grossesse* ; qu'il en a *provoqué les conséquences* ; qu'il est donc responsable *des charges* imposées à Adeline A. par lesdites *conséquences*. Que de précautions, que de périphrases, pour dire — ou plutôt pour ne point dire — que la paternité du sieur O. est parfaitement certaine aux yeux du Tribunal. Reconnaître que le défendeur a entretenu des relations exclusives avec la demanderesse à l'époque de la conception de l'enfant, n'est-ce pas affirmer sa paternité ? Déclarer qu'Antoine O. «a provoqué les conséquences» de la grossesse puisqu'il «ne peut pas être plus sûrement établi» qu'il est l'auteur de cette grossesse, n'est-ce pas dire en bon français qu'Antoine O. est père de l'enfant «du sexe féminin, né vivant et viable», dont Adeline A. avait accouché le 16 avril 1904 ?

Et cependant, si le jugement a été réformé par la Cour de Montpellier, ce n'est point parce qu'il violait la prohibition formelle de l'article 340, mais uniquement parce qu'on ne pouvait relever contre cet homme dont la paternité se trouvait établie «en toute certitude» aucune faute permettant de mettre à sa charge le préjudice subi. Eût-il été démontré qu'une promesse de mariage avait été la cause des relations «exclusives» entre les deux amants, Antoine O. aurait certainement été condamné en appel à supporter les dépenses occasionnées par la naissance de l'enfant, ou — pour employer le style du jugement — les charges imposées par les suites et conséquences d'une grossesse, dont il demeurerait convaincu «sans doute possible» d'avoir été l'auteur.

Cependant l'application de l'article 1382 n'est possible que lorsqu'une faute existe. Où donc pourra-t-on la trouver ? Par quels faits sera-t-elle constituée ?...

« Toute atteinte au droit d'autrui est une faute, déclare M. Charmont, dans son examen doctrinal du jugement de Gray. Or, c'est porter atteinte au droit, à la personnalité de la femme que de la laisser supporter seule les conséquences d'un acte dont on est, en partie, responsable. »

Il est bien certain que cette considération est le seul argument juridique de nature à justifier l'allocation des dommages-intérêts dans les cas où la séduction elle-même n'est point due à la faute de l'homme ; elle acquiert pour nous une autorité plus grande, par l'estime particulière que nous portons à l'éminent professeur de qui elle émane.

Il est cependant une hypothèse — et ce sera croyons-nous la plus fréquente — où nous n'osons pas adopter cette manière de voir ; elle se réalisera toutes les fois, que ces conséquences dommageables dont l'homme est coupable de ne point supporter une part — consisteront uniquement dans la venue de l'enfant.

Écartons en effet tous les dommages directs, inévitables, de la conduite des deux amants, tels que : perte de la considération, atteinte à l'honneur, difficultés pour le mariage, etc... Ils ne sauraient être imputés au défendeur puisqu'ils sont inhérents à l'acte que la femme a volontairement commis.

Que restera-t-il qu'on puisse reprocher à l'homme innocent de la séduction? Quelles conséquences préjudiciahles sera-t-il coupable de ne point partager avec la femme? Quels faits dommageables sera-t-il en faute de laisser entièrement à la charge de sa complice?

Ce sont les charges, c'est le préjudice, c'est le dommage causés par l'enfant, uniquement par l'enfant.

Et dans ce cas, nous croyons devoir renouveler l'objection que nous faisons au jugement de Château-Thierry : il est inadmissible que pour tourner la prohibition de l'article 340, par l'application de l'article 1382, on trouve la faute dans l'existence d'une paternité dont la recherche est interdite.

Cette faute, en effet, consisterait uniquement dans le fait de n'avoir pas assumé une partie du préjudice causé à la fille-mère par la procréation. Mais cette abstention de l'homme n'est coupable que s'il est l'auteur de cette procréation, car il aura beau avoir été l'amant de la mère, on ne saurait lui reprocher sa réserve, elle est pleinement justifiée, s'il n'est point le père de l'enfant.

La recherche de la paternité est donc de toute nécessité, la condition première pour qu'en pareil cas la conduite de l'homme soit reconnue coupable.

Il a abandonné la mère, c'est un fait acquis. Est-il le père de l'enfant resté à la charge de cette femme? Est-il par conséquent responsable du préjudice que lui a causé cet abandon? Telle est l'unique question que le

juge devrait résoudre. Avec plus de force qu'en aucune autre hypothèse, l'article 340 s'oppose ici encore à l'allocation d'une indemnité.

152. A l'appui de notre opinion nous pouvons invoquer un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier (1<sup>re</sup> ch.) du 20 novembre 1905, qui a mis à néant le jugement précité du tribunal de Limoux.

Le juge d'appel s'est refusé catégoriquement à sanctionner l'allocation de dommages-intérêts dans un cas où aucun fait de séduction n'était imputable à l'homme. Etant donné la date récente de cet arrêt, l'on peut dire que la jurisprudence est loin d'être fixée dans le sens des jugements du tribunal de Gray et du tribunal de la Seine, et l'on est fondé à croire que les décisions de cette nature resteront isolées.

Attendu, dit l'arrêt, que les premiers juges ont constaté qu'il n'était pas démontré qu'Antoine O. et Adeline A. aient été rapprochés par d'autres causes que celles nées d'un entraînement réciproque, que les relations intimes qui s'étaient établies entre eux ne paraissaient pas avoir été le résultat des manœuvres de séduction ou autres moyens de contrainte et qu'il n'était pas établi qu'Adeline A. se fût livrée à O., sur une promesse de mariage ;

Attendu que dans ces conditions on ne saurait trouver le principe de dommages-intérêts dans la simple affirmation qu'avant sa chute Adeline A. avait une bonne réputation, qu'O. est vraisemblablement le père de l'enfant et que la naissance de cet enfant hors mariage a causé à la mère un préju-

dice matériel et moral ; que la constatation du préjudice ne suffit pas à démontrer qu'il doit être réparé par O. ; que le fait seul d'avoir eu des rapports avec une jeune fille, du plein consentement de celle-ci, sans manœuvres, sans menaces, sans promesses de mariage, sans contrainte d'aucune sorte, est sans doute blâmable comme contraire aux bonnes mœurs, mais ne saurait servir de base à des dommages-intérêts ;

Attendu qu'au moment de la séduction prétendue, Adeline A. avait 22 ans, O. 24 ; qu'elle n'était nullement ignorante, qu'elle n'a pas été surprise, qu'elle connaissait les conséquences possibles de l'abandon de sa personne.... qu'elle doit dès lors subir les conséquences d'une faute qu'elle a très volontairement commise et les suites qu'elle a entraînées ; que décider autrement serait favoriser le libertinage puisque celles qui s'y livreraient seraient assurées d'en recevoir le prix (1) ; que sans doute, O. *s'il est le père de l'enfant* est tenu par un devoir moral et une obligation naturelle de supporter en totalité ou en partie, les conséquences de cet état de choses, mais que ce devoir moral et cette obligation naturelle ne sauraient être transformés en obligation civile à défaut d'un texte de loi ou d'un engagement formel ;

Par ces motifs, la Cour, faisant droit à l'appel interjeté et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, met à néant le jugement entrepris, en conséquence, décharge O. de toutes les condamnations prononcées contre lui, déboute la demoiselle Adeline A. de toutes ses demandes, fins et conclusions...»

---

(1) V. *supra* p. 53 la discussion de cette question : la recherche de la paternité favoriserait-elle la séduction ?

## § III

## DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE SÉDUCTEUR

153. Il est en fin une hypothèse, à laquelle font allusion les derniers mots de l'arrêt de Montpellier, qui permet à la jurisprudence non plus seulement d'allouer des dommages-intérêts à la fille-mère, mais encore d'accorder une pension alimentaire aux enfants. Elle se réalise lorsque le séducteur a pris l'engagement de réparer le préjudice causé et de subvenir aux besoins de la femme abandonnée et de ses enfants (1).

Il est admis, en effet, qu'une obligation naturelle peut servir de cause à une obligation civile (2); il est reconnu également que nourrir, élever et entretenir ses enfants illégitimes constitue un devoir de conscience, une obligation naturelle. La jurisprudence a donc validé les engagements pris par un homme, de subvenir aux besoins de ses enfants illégitimes; l'obligation naturelle se trouve ainsi novée en une obligation civile que les tribunaux peuvent ramener à exécution (3).

---

(1) Caen: 10 juin 1862. D. 62. 2. 129.

Cass. civ.: 26 juillet 1864. D. 64. 1. 347.

(2) Cass. 5 avril 1892. D. 92. 1. 234 et Bordeaux: 16 juin 1896. D. 97. 2. 314.

(3) Mais la minorité du séducteur le rend incapable de contracter une obligation de cette nature.

Dans la plupart des cas il n'existera point d'acte écrit, et c'est dans la correspondance du séducteur que les tribunaux devront chercher un commencement de preuve par écrit qui leur permettra d'admettre la preuve par témoins ou par présomptions (1). La volonté de l'intéressé ne se révèle pas toujours d'une façon très précise dans le style de ses missives amoureuses et le juge se trouve parfois en présence de déclarations assez vagues : l'engagement « de se conduire en honnête homme » vis-à-vis de la fille séduite a été jugé suffisant pour opérer la novation (2).

Il n'y a là d'ailleurs qu'une question d'espèce, soumise à l'appréciation souveraine des juges du fait ; il s'agira dans chaque hypothèse de décider si le demandeur a bien eu l'intention de reconnaître l'existence de l'obligation naturelle et s'il a exprimé sa volonté de la transformer en obligation civile.

154. Mais une objection, toujours la même, se pose

(1) Cass. req. 30 juillet 1900. D. 1901. I. 502.

« Attendu... que l'arrêt attaqué s'est fondé sur ce qu'il résultait des circonstances et documents de la cause et de la correspondance dudit Charles Bertrand, que celui-ci avait librement et volontairement pris l'engagement d'élever, entretenir et doter ces jeunes gens, qu'il tenait pour ces enfants naturels, et envers qui il se considérait comme lié par un devoir de conscience ; — Attendu que cet engagement, fondé sur une cause licite, se trouve ainsi établi par un commencement de preuve par écrit et un ensemble de présomptions dont les juges du fond étaient les souverains appréciateurs... Par ces motifs, rejette... ».

(2) Trib. d'Avallon, 18 janvier 1888. D. 1891. II. 309.

ici encore. Pour prononcer la validité de l'obligation civile, le juge ne doit-il pas reconnaître d'abord l'existence de l'obligation naturelle qui lui sert de cause ? Et lorsque celle-ci consiste précisément dans le lien de parenté qui lie le débiteur à son enfant illégitime, ne faut-il pas déclarer la paternité de ce débiteur pour reconnaître l'existence de l'obligation naturelle qui le grève ?

Supposons qu'un homme ait été ainsi condamné à payer une pension aux enfants d'une fille séduite parce que de sa correspondance et des faits de la cause résultait la preuve d'un engagement formel. Deux ans, trois ans plus tard, la femme, malgré sa faute, contracte mariage et son mari ayant consenti à reconnaître les enfants, ceux-ci se trouvent légitimés. Quelle sera, dans cette hypothèse, la valeur de l'engagement souscrit par le défendeur ?

Pourra-t-on dire qu'il existe pour lui une obligation naturelle, un devoir de conscience, de secourir les enfants légitimes d'un autre homme ? L'obligation contractée ne se trouvera-t-elle pas évidemment sans cause ? (1).

---

(1) On dit bien que pour valider l'obligation civile, il suffit que le père ait cru à l'existence de sa paternité ; mais cette solution nous paraît inadmissible. Ce qui permet la novation, en servant de cause à l'obligation civile, ce n'est pas l'*opinion* de celui qui s'engage, c'est l'*existence de l'obligation naturelle* ; si cette obligation naturelle n'existe pas, si l'opinion de celui qui s'engage est erronée, la novation est sans cause et le consentement est inexistant, car il y a eu erreur fondamentale sur la nature même de la convention, celui qui avait l'intention de *nover* n'ayant jamais voulu faire une *donation*. Il a consenti à transformer une obligation naturelle en obligation

Et si le jugement ayant été frappé d'appel, le mariage avait eu lieu avant l'arrêt de la Cour, celle-ci ne déciderait-elle pas sûrement qu'en l'absence de toute obligation naturelle il ne saurait y avoir eu novation?

Il est donc ici encore bien certain que la jurisprudence fonde l'allocation des dommages sur le fait de la paternité naturelle.

Dans toutes ces décisions le fond de la question est toujours le même. Le défendeur est-il oui ou non le père de l'enfant? Si oui, il mérite une condamnation, sinon il doit être renvoyé indemne. N'est-ce point là rechercher la paternité et violer l'interdiction proclamée par le code civil? Il nous paraît difficile de le nier, en présence des termes généraux de l'article 340 et des raisons invoquées pour justifier la prohibition qu'il édicte; et c'est pourquoi nous estimons qu'en cette matière la jurisprudence est généreuse, équitable, humaine, mais absolument illégale.

#### § IV

*Cette jurisprudence ne rend-elle pas inutile une réforme législative autorisant la recherche de la paternité dans un but alimentaire?*

---

civile, *il n'a pas consenti* à s'obliger civilement là où il n'était tenu par aucune obligation naturelle. — Peut-on dire, quand un individu a pris l'engagement de « se conduire en honnête homme » vis-à-vis d'une fille-mère, qu'il a consenti à s'obliger, même si l'enfant de cette femme lui est étranger? Non. La réalité de sa paternité était la seule cause de son engagement, la condition *sine qua non* de son consentement.

155. Certains défenseurs de la recherche de la paternité pensent que les décisions audacieuses de la jurisprudence peuvent suppléer à toute réforme législative. Ainsi M. Ambroise Colin, dont nous avons exposé le système si net, si rigoureusement logique, exprime l'idée que la solution du problème de la protection des enfants naturels pourrait se trouver dans un perfectionnement de la jurisprudence. On éviterait de la sorte, pense-t-il, une loi qui pourrait conduire à des exagérations dangereuses, à des abus de logique, à des surenchères inconsidérées. Il serait à craindre d'ailleurs que le législateur ne négligeât le droit propre de la mère à une réparation pécuniaire.

156. Nous pensons au contraire qu'une réforme est indispensable et que la jurisprudence actuelle ne saurait se concilier avec les dispositions impératives de l'article 340. Il convient de remarquer tout d'abord qu'une réforme autorisant la recherche de la paternité favoriserait singulièrement l'allocation des dommages-intérêts aux victimes d'une séduction dolosive, en faisant disparaître le principal obstacle au calcul de l'indemnité. Elle permettrait, en effet, d'envisager sans détour le préjudice causé par la grossesse et la naissance de l'enfant. Sans être obligé de recourir à des euphémismes puérils, de chercher des phrases qui admettent les faits tout en ayant l'air de les ignorer, qui constatent la paternité sans la rechercher, le juge pourra plus libre-

ment, plus largement qu'aujourd'hui octroyer aux filles séduites les réparations qui leur sont dues.

Alors même que cette loi laisserait de côté les droits de la mère, elle favoriserait le développement de l'action en dommages-intérêts et rendrait plus facile l'allocation des indemnités.

D'autre part, la crainte des exagérations possibles est-elle de nature à faire souhaiter le maintien d'une jurisprudence qui présente, au double point de vue de la logique et de la pratique, les plus graves inconvénients? Ne vaudrait-il pas mieux voir les juges tempérer par leur prudence ce que la réforme pourrait avoir d'exagéré que de les obliger à corriger la loi, à la modifier, à la déformer et à créer de toutes pièces un système arbitraire, en opposition avec le texte formel du code?

Il appartient justement aux esprits modérés, comme M. Colin, de mettre en garde le législateur contre les abus et les surenchères inconsidérées, d'habituer l'opinion publique à la création de deux classes d'enfants naturels, de façon à ce que la réforme puisse aboutir à l'allocation de simples droits alimentaires et d'éducation, aux enfants déclarés par justice.

157. Dans l'état actuel de notre législation, la jurisprudence ne saurait résoudre le problème si complexe de la protection des enfants illégitimes. Elle ne peut être que manifestement insuffisante en se cantonnant dans les limites étroites tracées par la loi ; pour devenir utile

et répondre aux besoins de la pratique, elle doit violer ses dispositions expresses. Insuffisance ou illégalité, sont deux obstacles qui l'empêchent de remplir la mission que certains voudraient lui abandonner.

Pour conserver à ses décisions un semblant de légalité, le juge doit exiger toujours la faute du père et laisser l'enfant hors de cause.

Si, comme dit l'arrêt de 1845, l'enfant doit demeurer «étranger au débat», sans pouvoir jamais «ni souffrir, ni profiter» de la décision à intervenir, on règle la question sans s'occuper du principal intéressé, de celui qui devrait au contraire n'être jamais étranger à un pareil débat.

Sans doute les décisions actuelles ne s'embarrassent guère de pareils scrupules, les tribunaux n'hésitent pas, tout en laissant par principe l'enfant hors de cause, à évaluer le préjudice causé par sa naissance. Mais les droits personnels de cet enfant ne sont jamais sauvegardés. On n'ose pas lui accorder une pension — à moins d'engagement formel pris par le séducteur — on donne seulement à la mère une indemnité, dont le montant pourra être dissipé entièrement, sans qu'il en ait le moins du monde profité.

L'allocation de dommages-intérêts à la fille-mère victime de manœuvres dolosives, ne devrait être qu'un résultat accessoire de la réforme ; avec la jurisprudence actuelle, cette question passe au premier plan et fait oublier le but essentiel, l'intérêt primordial.

158. L'obligation de n'accorder une indemnité que dans le cas de séduction dolosive écarte un grand nombre d'hypothèses où la paternité pourrait être démontrée. L'on prive ainsi un grand nombre de descendants naturels des secours auxquels ils pourraient justement prétendre, par la seule raison que leur père n'a pas été menteur, hypocrite, ou simplement imprudent et maladroit. La condition première pour que l'enfant puisse indirectement recevoir quelques secours de son père c'est que celui-ci ait eu un certain degré de vice et sa mère un certain degré de vertu. S'ils ont tous deux cédé à l'entraînement naturel d'un amour partagé, l'homme se trouve à l'abri de toute poursuite.

Sans doute la tendance de certains tribunaux est de ne plus exiger cette faute; mais nous l'avons vu, la jurisprudence est encore loin d'être orientée définitivement vers cette voie, dans laquelle aucune Cour d'appel ne s'est encore engagée — à notre connaissance.

Or l'enfant, toujours innocent, toujours également digne d'intérêt, devrait toujours avoir le droit de réclamer à son auteur ce qui lui est nécessaire pour vivre la vie qu'il a reçue de lui. Il est souverainement injuste que la responsabilité du père à son égard soit subordonnée à sa responsabilité dans la séduction, comme il est souverainement illogique que l'enfant ne puisse jamais rien recevoir directement, que le juge soit contraint d'accorder tout à la mère sans pouvoir exiger aucune garantie dans son intérêt.

La solution désirable serait celle qui séparerait les intérêts de la mère et ceux de l'enfant ; qui accorderait toujours à celui-ci les secours auxquels il a droit, et subordonnerait les droits de la mère seuls, à l'existence d'une faute imputable au séducteur.

159. Enfin, la jurisprudence est essentiellement instable et variable à l'infini.

En 1806 la Cour suprême avec une logique irréfutable décide que l'article 340 est un obstacle à l'allocation de toute indemnité pour le préjudice causé par la grossesse et ses suites ; en 1845 elle se range à l'opinion inverse et autorise désormais le juge du fait, à allouer des dommages-intérêts pour le préjudice causé par la grossesse et ses suites, malgré l'article 340!

Le retour à la première doctrine n'est certainement pas impossible mais il paraît tellement improbable qu'il n'y a pas lieu de l'envisager. Au contraire, la jurisprudence développera probablement de plus en plus le système qu'elle a arbitrairement créé, elle deviendra ainsi chaque jour plus équitable et plus illégale.

Mais alors apparaît un autre inconvénient des plus graves, consistant dans la grande différence d'appréciation que l'on rencontre d'un tribunal à l'autre suivant l'état d'esprit des juges. Les droits des filles séduites et ceux des enfants issus de leur faute deviennent une affaire de compétence *ratione loci*. Telle fille-mère obtiendra devant un tribunal des dommages-intérêts considé-

rables du fait de sa maternité, alors que devant un autre tribunal sa demande aurait été déclarée irrecevable et contraire à la loi. Pareille situation est indigne de la justice !

Est-il d'ailleurs besoin de remarquer que la jurisprudence n'offre au point de vue de la preuve, du scandale ou du chantage possibles, aucune des garanties que le législateur pourrait prendre. Elle a donc tous les inconvénients d'un texte de loi sans présenter aucun de ses avantages.

Une réforme législative s'impose, qui fasse cesser l'incertitude et proclame les droits dont les tribunaux doivent assurer la réalisation.

160. Nous voulons, en terminant, citer les opinions d'éminents jurisconsultes qui expriment avec une clarté parfaite et une autorité que nous ne saurions avoir, les idées qui sont la conclusion logique de ce chapitre.

En 1888, M. Léon Giraud écrivait dans la *Revue critique* (1), au sujet de cette jurisprudence : « On avait soutenu qu'elle avait accommodé le code aux besoins de la pratique, qu'elle remplissait tous les desiderata. Nous avons montré que loin d'interpréter la loi, elle arrivait à la faire, et qu'ainsi elle avait tous les défauts d'une loi non écrite, le vague, la variabilité ; mais plus que cela encore, les défauts que doit avoir une loi double et

---

(1) *In Revue critique de lég. et de jur.*, ann. 1888, p. 756.

contradictoire, l'incohérence et la confusion. Cette jurisprudence n'est pas unanime, bien loin de là, et elle ne peut pas l'être. Viciée dans sa base juridique qui manque, elle dévie dans ses aspirations de justice par une appréciation faussée des rôles.»

Dans un rapport sur «la responsabilité pécuniaire de l'homme vis-à-vis de la femme et de l'enfant en dehors du mariage», présenté au Congrès international des Œuvres et Institutions féminines (1), tenu à Paris en 1900, M. Charmont, fait ressortir la nécessité d'une réforme législative: «En réalité, dit-il, on ne peut pas s'y tromper. Ces décisions, de quelque façon qu'on les explique, sont des tempéraments apportés à la rigueur et à l'injustice de la loi. Il faut en savoir gré à la jurisprudence mais en même temps se demander si l'atténuation doit être tenue pour suffisante et peut nous épargner la nécessité d'une réforme législative? Sans hésitation, nous répondons négativement. Le régime actuel ne procure à la femme et à l'enfant qu'une protection incertaine, incomplète, exceptionnelle. Aucun praticien, consulté sur un cas donné, ne peut se prononcer avec sécurité: tout est douteux et arbitraire.... Il n'y a qu'une façon d'être juste: c'est de l'être ouvertement et de l'être pour tous. Au lieu de tourner le principe de la

---

(1) Compte-rendu des travaux du 2<sup>e</sup> Congrès international des Œuvres et Institutions féminines, tenu au palais des Congrès à l'Exposition universelle de 1900, tome 2, p. 781 (Paris, Charles Blot, 1902).

prohibition de la recherche de la paternité, il faut simplement l'abroger.»

Dès 1883, M. Bérenger constatait à la tribune du Sénat, que le mouvement de la jurisprudence est une condamnation de la loi (1) : «Lorsque de pareilles protestations se produisent de la part de la magistrature, disait-il, on peut dire qu'une loi est condamnée. Les magistrats, en acceptant ainsi, à côté de la seule exception de la loi, un certain nombre d'autres cas dont l'équité s'est imposée à leur conscience, reconnaissent par cela même que la loi ne peut, avec justice, être appliquée dans sa rigueur. Mais il n'est pas admissible que les arrêts se substituent aux lois. Si la magistrature a raison, il faut réformer le texte de la loi; si elle a tort, il faut, par une mesure législative, revenir d'une manière plus énergique au texte du code civil.»

Citons enfin cette phrase où M. Ambroise Colin montre la réforme comme inévitable et met en garde le législateur contre des exagérations dangereuses (2) : «D'une façon générale on peut dire que l'article 340 du code civil est, à l'heure actuelle, un texte condamné. Ce qu'il y a à redouter ce n'est pas son maintien, ce serait plutôt, à propos d'une réforme mûre et acceptée d'avance par l'opinion, les abus de logique et les surenchères inconsidérées.»

---

(1) Débats parl. 1883. Sénat, p. 1421.

(2) AMBR. COLIN. — La protection de la descendance illégitime au point de la preuve de la filiation. In *Rev. trim. de dr. civ.*, 1902, p. 258.

# TROISIÈME PARTIE

## CONCLUSIONS

---

### CHAPITRE UNIQUE

#### ESSAI D'UNE PROPOSITION DE LOI RÉGLANT LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

---

161. Nous nous sommes efforcé, dans les pages précédentes, de dégager les principes qui nous paraissent le mieux correspondre aux exigences du droit et de l'équité, dans cette question si troublante de la recherche de la paternité.

Après avoir, dans une première partie, discuté le problème sous son aspect le plus général, nous nous sommes attaché plus spécialement, dans la deuxième partie, à ce qui fait l'objet direct de cette étude : déterminer l'étendue et les effets de l'action dans les différentes hypothèses où elle pourrait s'ouvrir.

Il nous reste à conclure, c'est-à-dire à indiquer brièvement quelles solutions pratiques, quelles mesures de

détail, nous paraissent le mieux de nature à assurer la réalisation des données auxquelles nous nous sommes arrêté :

*Action en recherche de paternité ouverte dans les conditions réglées par le code civil au cas d'enlèvement et de viol ;*

*Action en recherche de paternité, restreinte à l'obtention d'une pension alimentaire, dans toutes les hypothèses où il sera possible d'arriver à une démonstration suffisamment certaine du lien de filiation.*

Des deux propositions de lois actuellement pendantes devant les Chambres, aucune ne répond exactement à ces données, mais en chacune d'elles nous trouvons des dispositions cadrant parfaitement avec nos conclusions personnelles.

Nous ferons donc de larges emprunts aussi bien à la proposition de loi du 2 juillet 1903, dont l'initiative appartient à MM. Sembat, Allard, etc. , députés, qu'à la proposition de loi de MM. Gustave Rivet et Béranger déposée au Sénat le 28 janvier 1905.

## SECTION I

### **Reconnaissance-admission**

162. Une disposition préalable à toute réforme législative autorisant la constatation judiciaire de la paternité dans un but purement alimentaire, c'est, nous

l'avons vu, la conception d'une théorie de la reconnaissance volontaire, essentiellement différente de celle aujourd'hui admise.

Il n'est pas possible que la simple mention d'un aveu, que la seule constatation de la paternité dans un acte authentique fasse obtenir l'état d'enfant naturel, alors que la démonstration du même fait en justice et sa constatation par jugement, n'aboutirait qu'à l'allocation d'une pension alimentaire.

La reconnaissance volontaire devrait donc être, dans un pareil système, non pas une *reconnaissance-confession*, c'est-à-dire un simple moyen de preuve, mais une *reconnaissance-admission*, c'est-à-dire un consentement, une acceptation. Il faudrait nécessairement, lorsque l'enfant n'aurait pas été reconnu dans l'acte de naissance, une déclaration formelle, exprimant à la fois l'aveu du lien de parenté et la volonté de donner au bénéficiaire de cet acte, l'état d'enfant naturel.

Le simple aveu de paternité recueilli dans un acte authentique ne serait donc pas une reconnaissance, il y manquerait l'expression du consentement paternel. Mais il pourrait être retenu comme moyen de preuve et donner ouverture à l'action en recherche de paternité.

L'article 334 devrait donc, dans ce but, être modifié de façon à exiger, pour qu'il y ait reconnaissance, l'expression de la volonté paternelle à côté de l'aveu de paternité.

Le texte pourrait être ainsi rédigé : «*La reconnaissance volontaire est l'acte par lequel une personne avoue comme sien un enfant naturel et déclare vouloir l'appeler à la plénitude des droits reconnus par le présent code aux enfants nés hors mariage. Elle sera faite par acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans l'acte de naissance*».

163. Mais la situation est bien différente en ce qui concerne la reconnaissance maternelle.

Si la recherche de maternité doit continuer à produire les mêmes effets que la reconnaissance volontaire, il n'existe aucune raison pour exiger de la mère, dans cet acte de reconnaissance, une expression de volonté parfaitement inutile. La certitude sur le fait de la maternité doit être suffisante, puisqu'il suffit d'établir ce fait en justice pour que tous les droits attachés à la filiation naturelle en découlent nécessairement. Que la preuve de la maternité résulte d'un jugement ou d'un aveu, la situation est la même ; ce qui importe seulement, c'est d'avoir cette preuve, c'est de posséder cette certitude.

L'aveu de la mère recueilli dans un acte authentique prouve la maternité, il n'a donc besoin d'être accompagné d'aucun consentement pour donner naissance aux droits qui y sont attachés — à lui seul il doit constituer une reconnaissance volontaire qui est ici une *reconnaissance-confession*.

La reconnaissance-confession est admissible lorsqu'elle doit produire identiquement les mêmes effets que la décision judiciaire proclamant l'existence du lien de parenté. La reconnaissance-admission est nécessaire seulement lorsqu'elle engendre des effets plus étendus que ceux résultant de la filiation démontrée en justice ; car elle doit alors contenir un élément nouveau pour donner naissance à des droits plus considérables.

Tous les caractères essentiels qui différencient pratiquement la parenté du père et celle de la mère illégitimes justifient cette inégalité, comme ils ont motivé l'interdiction de la recherche de paternité à côté de l'admission de la recherche de maternité, comme ils exigent l'attribution d'effets différents à l'action en recherche, selon qu'elle aboutit à établir la filiation à l'encontre de l'un ou de l'autre des auteurs naturels.

Texte : *« Le simple aveu de maternité, recueilli dans un acte authentique constitue une reconnaissance ».*

## SECTION II

### Effets de l'action

#### § 1

#### DROITS DE L'ENFANT

164. Puisque la facilité d'intenter l'action doit être subordonnée à l'importance de ses effets, il nous paraît logique de déterminer d'abord l'étendue de ces effets.

Pas de vocation successorale, avons-nous conclu, mais une simple créance.

Cependant le père ne s'est point libéré de toute obligation en fournissant à son descendant naturel les aliments strictement nécessaires pour vivre ; il doit lui procurer aussi la possibilité de recevoir l'instruction et l'éducation auxquelles tout enfant a droit, et l'apprentissage d'un métier ou d'une profession qui lui permette de gagner sa vie lorsqu'il sera en âge de le faire.

Pour fixer le montant de la pension qui permettra de répondre à ces exigences, plusieurs systèmes sont en présence.

La loi anglaise, avec son droit fixe, unique, applicable aussi bien au plus pauvre qu'au plus riche, nous apparaît comme trop rigide et trop brutale. Elle ne peut se plier aux besoins de la pratique et doit fatalement aboutir, dans un très grand nombre d'hypothèses, à des solutions injustes.

Le système du code civil allemand peut conduire aussi à des résultats inéquitables. Proportionner la pension uniquement à la situation de la mère est peut-être logique, puisque le père demeurant étranger à l'enfant, celui-ci sera élevé par la mère toute seule. Mais est-il juste de condamner ainsi le débiteur d'une manière en quelque sorte abstraite, sans tenir compte de ses ressources personnelles ? L'équité exige que le riche paye plus que le pauvre, qu'on demande à chacun suivant ses facultés.

Ce principe est posé dans l'article 208 du code civil : « les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit » ; il a été admis dans notre matière par l'article 146 du code civil espagnol, par l'article 324 du projet de code civil suisse. Cette solution nous paraît la meilleure, parce qu'elle est la plus équitable et la plus conforme à notre droit.

L'article 2 de la proposition Sembat ne vise que les ressources du père et ne fait aucune allusion aux frais d'entretien et d'éducation de l'enfant ; il nous paraît indispensable que le texte de loi précise ce point, comme fait l'article 143 du code civil espagnol.

Texte : *« La constatation judiciaire de la paternité ne donne au père aucun droit sur l'enfant. Elle ne lui impose d'autre obligation envers lui que le paiement d'une pension alimentaire suffisante à assurer son existence, son instruction élémentaire et l'apprentissage d'une profession, d'un art ou d'un métier. Cette pension est proportionnée aux besoins de l'enfant et aux ressources du débiteur ».*

V. Prop. Sembat, art. 2 ; c. civ., art. 208 ; c. civ. esp., art. 143 et 146 ; proj. c. civ. suisse, art. 324.

165. Pendant combien de temps cette pension doit-elle être payée ?

Jusqu'à 13 ans, en Angleterre ; jusqu'à 16 ans, en Allemagne ; jusqu'à la majorité de l'enfant dans la proposi-

tion Sembat, dans le projet de code civil suisse, dans le code espagnol — avec ce correctif que, si à ce moment l'enfant est incapable, la pension sera due jusqu'à la fin de son incapacité (art. 845). La loi allemande prolonge aussi le paiement de la pension — qui change alors de nature — lorsque à l'âge de 16 ans, l'enfant se trouve atteint d'une infirmité corporelle ou mentale.

La limite de 13 ans ou de 16 ans est insuffisante. La plupart des enfants sont incapables à cet âge de gagner leur vie, même parmi ceux qui apprennent un métier manuel. L'âge de 21 ans qui est l'âge normal de la majorité, c'est-à-dire du développement complet, paraît bien mieux correspondre aux besoins réels dans la généralité des cas.

Mais il est certain qu'un jeune ouvrier pourra, durant sa minorité, se trouver en état de gagner sa vie ; qu'un infirme ou un aliéné auront encore besoin après 21 ans des secours paternels. Il est juste, dans un cas comme dans l'autre, de laisser la loi se plier aux nécessités de la pratique. Quand les besoins du créancier diminuent ou cessent, la pension doit être restreinte proportionnellement, ou définitivement éteinte ; lorsque, au moment de sa majorité, il est infirme ou aliéné, et incapable de subvenir à ses besoins par une fortune personnelle, la pension doit continuer à être servie pour permettre les soins et procurer les aliments nécessaires.

Mais si, à sa majorité, l'enfant naturel est en possession de tous ses moyens physiques et intellectuels, le père

doit être libéré complètement pour l'avenir. C'est à l'enfant devenu majeur, qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer contre les mauvais jours, de prévoir les infortunes possibles.

Texte : *« Cette pension est due jusqu'à la majorité de l'enfant.*

*» Toutefois, si avant cet âge, l'enfant, par l'exercice d'une profession, d'un art, d'un métier ou par des ressources personnelles, se trouve à même de subvenir à tout ou partie de ses besoins, la pension pourra être provisoirement restreinte ou supprimée.*

*» Si, au moment de sa majorité, l'enfant se trouve atteint d'une infirmité ou aliénation mentale et incapable de subvenir à ses besoins, soit par ses ressources, soit par son travail, la pension alimentaire continuera à être due, mais seulement dans la proportion nécessaire, jusqu'au moment où les besoins de l'intéressé prendront fin ».*

V. Prop. Sembat, art. 2 ; proj. c. civ. suisse, art. 324, 325 ; c. civ. esp., art. 143, 845 ; c. civ., art. 209 ; c. civ. allemand, art. 1708, 1603.

166. Si l'enfant se voit refuser toute vocation successorale, il est un droit cependant qu'il est juste de lui reconnaître, c'est celui de réclamer à la succession paternelle ce qu'il aurait pu demander au père lui-même ; il ne faut pas que le décès prématuré de son auteur puisse enlever au descendant naturel les secours si nécessaires qui lui auront été alloués.

Cette disposition est admise par le code civil espagnol et l'article 2 de la proposition Sembat; l'article 327 du projet de code civil suisse la sanctionne également en termes formels, mais en restreignant très sagement le montant des droits de l'enfant à la part qu'il aurait eue s'il était venu à la succession comme descendant illégitime reconnu.

Texte : *«Les droits que l'enfant déclaré possédait contre son père peuvent être exercés contre les héritiers du père. Ceux-ci toutefois ne sont jamais tenus au delà de la part qu'aurait eue l'enfant comme héritier, s'il avait été reconnu».*

V. art. 327 proj. c. civ. suisse; prop. Sembat, art. 2 *in fine*; c. civ. esp., art. 845.

167. Si le père a contracté mariage depuis sa condamnation, il doit évidemment supporter seul la charge de cette dette. S'il est marié sous un régime de communauté, récompense doit donc être donnée à la femme, pour toutes les sommes qui auraient été ainsi payées sur l'actif commun. C'est ce que spécifie l'avant-dernier paragraphe de l'article 2 de la proposition Sembat.

Texte : *«Récompense est due à raison de ladite pension si le père est marié sous un régime de communauté».*

V. Prop. Sembat, art. 2 et Cass. 30 juillet 1900. D 1901. 1. 502.

168. La loi doit-elle proclamer la réciprocité de cette obligation alimentaire? Nous ne le pensons pas. Si le

père veut avoir des droits sur l'enfant il n'a qu'à le reconnaître. A défaut de reconnaissance, il se trouve par sa faute dans une situation irrégulière; il ne saurait profiter à aucun degré de l'action qui a abouti à sa condamnation, ni tirer avantage du lien de parenté qui a été reconnu malgré lui.

169. Cette obligation alimentaire naîtrait donc à l'encontre du père par le seul fait de la démonstration de sa paternité. Mais dans les cas de viol et d'enlèvement, nous avons admis que sa culpabilité devait entraîner contre lui une déclaration de paternité, dont le résultat serait de donner naissance à tous les droits successoraux dérivant de la reconnaissance volontaire; — sauf à prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde de l'enfant.

L'article 328 du projet de code civil suisse admet cette aggravation de responsabilité, dans tous les cas où la séduction a été le fait d'une promesse de mariage, d'un acte criminel, ou d'un abus d'autorité.

Texte : « *Dans les cas de rapt, d'enlèvement ou de viol, les effets de la déclaration judiciaire de paternité sont les mêmes que ceux qui dérivent de la reconnaissance volontaire; le jugement déclarant la paternité statuera sur la surveillance et la garde de l'enfant qui pourront être confiées, suivant les circonstances de la cause, à la mère, au père, ou à un tiers.* ».

V. Prop. Rivet-Bérenger, art. 7; proj. c. civ. suisse, art. 328; c. civ. esp., art. 135 *in fine*.

## § II

## DROITS DE LA MÈRE

170. A côté des droits de l'enfant il conviendrait, comme font les législations étrangères, de reconnaître le droit de la fille-mère à une réparation.

Cette indemnité est due, en vertu de l'article 1382, dans tous les cas de séduction dolosive, alors même qu'il n'y aurait pas eu grossesse, si la preuve d'un préjudice est rapportée. Néanmoins un texte de loi ne serait pas inutile pour fixer la jurisprudence. De plus, la recherche de la paternité étant autorisée, cette indemnité devrait à l'avenir sans difficulté, comprendre les dommages résultant de la grossesse et de l'accouchement. L'abrogation de l'article 340 permettrait sur ce point à la jurisprudence actuelle de se maintenir, de se développer — en dehors même de l'exercice direct de l'action en recherche de paternité — tout en devenant conforme à la loi.

171. Mais, à côté des dommages-intérêts accordés à la victime d'une séduction dolosive, il est une disposition qui serait particulièrement utile, s'il était possible de l'organiser sans ouvrir la porte aux abus les plus regrettables. C'est celle qui autorise la fille enceinte à se faire allouer des «frais de gésine», avant sa délivrance.

Les secours seraient évidemment d'une utilité incontestable en un pareil moment, dans l'intérêt de l'enfant aussi bien que dans celui de la mère, pour procurer à celle-ci le repos et les soins indispensables.

C'est l'allocation de ces frais que permettait autrefois l'application de la maxime *creditor virgini*.

La loi allemande organise sur ce point une procédure sommaire qui permet, durant la grossesse, la condamnation du père présumé aux frais d'accouchement. Si plus tard la paternité du défendeur n'est point définitivement reconnue, les sommes versées doivent lui être restituées et la demanderesse est sous le coup d'une condamnation à des dommages-intérêts.

Malgré leur utilité, ces institutions ont donné lieu à trop de scandales et présentent de trop graves dangers pour permettre d'espérer que dans l'avenir elles n'ouvriraient pas la porte à de nombreux abus.

Dans toutes ces procédures sommaires, la religion du juge n'est point suffisamment éclairée, le défendeur n'a pas assez de facilités pour présenter sa défense ; la mère peut être conduite à tenter de mauvaise foi une action où la façon quelque peu hâtive et superficielle avec laquelle sa demande sera examinée, lui donne l'espoir de triompher par surprise. Sans doute elle pourra être obligée à la restitution, si elle est solvable ; mais peut-être compte-t-elle précisément sur son insolvabilité pour la mettre à l'abri de toute condamnation pécuniaire.

En un mot, malgré les services qu'elles peuvent rendre, ces procédures sommaires ne peuvent être entourées de garanties suffisantes. Pour éviter tout danger, l'action en recherche de paternité doit être ouverte seulement dans les hypothèses où la demanderesse sait qu'elle devra rapporter la preuve entière, définitive, de ses affirmations.

172. L'équité cependant exige, que même dans les cas où il n'aura pas été reconnu coupable de séduction dolosive, celui dont la paternité est reconnue, supporte une partie des frais de la grossesse et de l'accouchement.

Pourquoi la mère devrait-elle supporter seule les dépenses causées par la venue de cet enfant dont le père est connu ? « Il serait souverainement injuste de laisser supporter la charge entière à la femme seule qui a eu déjà toutes les douleurs et les risques de la maternité ». Cet attendu du jugement de Château-Thierry, que nous avons critiqué comme contraire à l'article 340, est l'expression d'une idée parfaitement équitable. La loi ne doit pas se joindre à la nature pour infliger à un seul être, et au plus faible, toutes les douleurs, toutes les charges, toutes les suites fâcheuses d'une action commune. Les conséquences pécuniaires doivent être partagées entre les deux auteurs également responsables, — lorsqu'une faute du séducteur ne motive

pas sa condamnation à des dommages-intérêts, en réparation de tout le préjudice causé par lui.

Ces secours, venant après coup, auront certainement moins d'utilité que s'ils étaient alloués préventivement, ils ne seront point inutiles cependant. La femme a pu s'endetter au moment de ses couches, elle peut être encore débitrice de petites sommes envers les personnes à qui elle a dû avoir recours. D'ailleurs elle trouvera plus facilement le crédit qui peut lui être nécessaire durant cette période, lorsque ses créanciers pourront compter être remboursés avec l'indemnité ainsi allouée.

Cette solution est admise par le projet de code civil suisse et par la proposition Sembat.

Texte : *«Le défendeur dont la paternité est établie sera condamné à payer à la mère une indemnité, en réparation des dépenses occasionnées par la grossesse et l'accouchement.*

*» Lorsque la séduction aura été le résultat d'un acte criminel ou de manœuvres dolosives, le séducteur sera condamné à indemniser la fille séduite de tout le préjudice causé par la séduction et de tous les frais occasionnés par la grossesse et par l'accouchement ».*

V. Prop. Sembat, art. 6 ; Proj. c. civ. suisse, art. 322-323.

## § III

## RECONNAISSANCE TARDIVE

173. Le père qu'on a dû assigner, qui a nié sa paternité, qui n'a rien donné à l'enfant au delà des condamnations prononcées, pourra-t-il plus tard, reconnaître quand il lui plaira, cet enfant qu'il avait d'abord renié?

Cet acte de reconnaissance pourra bien parfois être accompli dans l'intérêt de celui qui en est l'objet, mais dans la très grande majorité des hypothèses il aura seulement pour but, de faire naître au profit de son auteur des droits de succession ou des droits alimentaires.

Les mêmes raisons de suspicion s'élèvent contre le père qui, n'ayant pas voulu durant 21 ans reconnaître sa paternité, voudrait, après la majorité de l'enfant, faire naître les obligations réciproques résultant de la parenté naturelle.

N'y a-t-il pas lieu, dans ces deux hypothèses, de prendre certaines précautions pour déjouer ces calculs égoïstes et éviter des conséquences désagréables ou dangereuses pour l'intéressé? La proposition Sembat prévoit les deux cas, dans deux dispositions qui nous paraissent devoir être pleinement approuvées.

Texte (*articles 4 et 5 de la proposition Sembat*): « *Le père contre lequel a été exercée l'action en recherche de*

*paternité perd pour l'avenir le droit de reconnaître l'enfant sans le consentement de la mère, à moins qu'elle ne soit interdite ou déchue de la puissance maternelle. Dans ce cas la reconnaissance devra être autorisée par un conseil de famille.*

» *L'enfant majeur ne peut être reconnu qu'avec son consentement.* »

### SECTION III

#### Ouverture de l'action

174. La proposition Sembat ne présente à ce point de vue absolument aucune garantie et permettrait de démontrer la paternité naturelle plus facilement même que la maternité.

MM. Rivet et Bérenger ont au contraire pris une série de précautions minutieuses, pour éviter l'exercice abusif de l'action. Ces mesures sont nécessaires dans une matière où la preuve est particulièrement difficile ; elles doivent viser à un double effet : n'ouvrir l'action que lorsqu'il existe un fait de nature à rendre vraisemblable le bien fondé de la demande ; punir les auteurs des procès intentés de mauvaise foi.

La proposition Rivet-Bérenger présente à ce double point de vue des solutions parfaitement étudiées.

Même en réduisant les effets de la demande à une pension d'aliments et d'entretien, il est indispensable,

pour éviter les abus, de maintenir des restrictions analogues à celles énumérées dans ce projet de loi, pourvu qu'elles laissent l'action largement ouverte lorsqu'il existe une présomption suffisante en sa faveur.

175. A côté du cas où la cohabitation notoire sera accompagnée de soins et de secours donnés à l'enfant par le père prétendu, il nous paraît nécessaire de prévoir l'ouverture de l'action au profit de l'enfant ayant vis-à-vis du défendeur, la possession d'état d'enfant naturel.

En effet, celui qui pourra justifier de cette possession d'état ne remplira pas toujours les conditions voulues pour invoquer la première hypothèse, car elle implique bien les soins et les secours continus pour l'entretien ou l'éducation, mais non la notoriété des relations entre le père et la mère.

Or, si la possession d'état est une preuve en matière de filiation légitime, elle présente plus de force encore en matière de filiation naturelle puisqu'elle constitue alors l'aveu d'une faute. Il nous paraît donc juste de l'assimiler à la reconnaissance sous seing privé. La volonté du père, révélée par les actes journalièrement répétés qui la confèrent, équivaldrait à l'écrit dans lequel un homme se reconnaît père de l'enfant.

De la sorte, on n'aurait pas à craindre, comme il aurait pu arriver avec la théorie de Demolombe, de faire de l'union libre un moyen d'attribuer la paternité. En effet,

ce n'est pas la possession d'état qui, par elle-même, donnerait la qualité d'enfant naturel, ce serait, comme dans tous les cas où l'action pourrait s'exercer, le jugement du tribunal civil. On ne méconnaîtrait pas ainsi, comme fait la loi actuelle, la force probante de véritables aveux, auxquels manque seulement la forme authentique pour faire preuve par eux-mêmes.

Cette hypothèse sera sans doute fort peu pratique dans la majorité des cas, si l'on fixe une courte prescription pour l'exercice de l'action en recherche; bien rarement, dans les quelques mois qui suivent sa naissance, l'enfant pourra acquérir cette possession d'état. Mais il faut, de toute nécessité, prévoir un certain nombre d'hypothèses particulières où le délai devra être plus étendu; la possession d'état pourra alors être acquise d'une façon très normale.

176. Si l'on admet que la reconnaissance volontaire doit seulement résulter d'un aveu accompagné d'une manifestation de volonté, il est nécessaire d'ouvrir l'action chaque fois que la déclaration du père, faite sans aucune intention d'accomplir un acte de reconnaissance, aura cependant été recueillie dans un document authentique.

Texte: «*La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée dans le cas de rapt, d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque du rapt, de l'enlèvement ou du viol,*

*légalement constatée, se rapportera à celle de la conception.*

*» L'action en recherche de paternité est également recevable et la preuve par témoins autorisée :*

*1<sup>o</sup> Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles à une époque contemporaine de la conception ;*

*2<sup>o</sup> S'il existe des lettres missives ou quelque autre écrit privé, signés du père prétendu, desquels résulte un aveu non équivoque de paternité au profit de l'enfant ;*

*3<sup>o</sup> Si l'aveu du père a été recueilli dans un acte authentique ;*

*4<sup>o</sup> S'il y a eu cohabitation notoire entre le père prétendu et la mère, pendant la période légale de la conception, et s'il est établi que le père prétendu a pourvu d'une façon régulière à l'entretien ou à l'éducation de l'enfant ;*

*5<sup>o</sup> Si l'enfant justifie d'une possession d'état d'enfant naturel».*

Voy. c. civ., art. 340 ; prop. Rivet-Bérenger, art. 1<sup>er</sup> et 2 ; c. civ. esp., art. 135.

177. Comme dans toutes les législations autorisant la recherche de la paternité, il est nécessaire de mentionner dans la loi l'obligation pour le juge de rejeter la demande, lorsqu'il est établi que la mère, à l'époque

de la conception, a eu commerce avec un autre que le défendeur; c'est l'*exceptio plurium constupratorum*.

Le projet de code civil suisse emploie une expression plus large et prescrit le rejet de l'action, lorsque la mère menait mauvaise vie à l'époque de la conception. La proposition Rivet-Béranger présente sur ce point une rédaction plus précise.

178. Nous souhaiterions seulement voir spécifier ici que, dans l'intérêt de la famille légitime et de la morale publique, la recherche de la paternité est interdite, aussi bien que la reconnaissance, au profit des enfants adultérins et incestueux.

Que le procès aboutisse à l'attribution de l'état d'enfant naturel, ou à une simple obligation alimentaire, la constatation de la paternité n'en est pas moins nécessaire. Le scandale est aussi grand si l'enfant est incestueux, le trouble apporté à la famille légitime est considérable si le défendeur est marié.

Mais il est une hypothèse où cependant l'action nous paraît devoir être admise, parce qu'elle ne présente pas le même danger, c'est celle où le père prétendu est séparé de corps. Dans ce cas, en effet, la vie commune est rompue avec la femme légitime, et si le devoir de fidélité n'en subsiste pas moins, il est certain que la situation des conjoints séparés se rapproche en fait beaucoup plus de la situation des époux divorcés, que de celle des époux vivant en ménage régulier.

Dans ce cas, l'article 313, § 2, a autorisé le désaveu par simple déclaration du mari, malgré la persistance du devoir de fidélité. La loi permet donc de constater l'adultérinité des enfants mis au monde par l'épouse séparée de corps, et ne demande pour cela d'autre garantie que la parole de son conjoint. Il est logique d'admettre réciproquement que les enfants naturels du mari pourront exercer contre lui l'action en recherche de paternité.

Mais l'article 335 (1) du code civil est un obstacle à ce que la déclaration de paternité produise dans cette hypothèse tous les effets de la reconnaissance volontaire. Il y aurait donc lieu de réduire l'effet du jugement déclaratif de paternité à l'allocation d'une pension alimentaire, même au cas d'enlèvement et de viol.

179. Si c'est la mère qui était mariée à l'époque de la conception, la règle *pater is est quem nuptiæ demonstrant*, attribue l'enfant à l'époux légitime. Mais il n'y a plus aucune raison d'interdire la recherche du véritable père lorsque l'enfant a été désavoué par le mari ; c'est la solution donnée par l'article 329 du projet de code civil suisse.

Texte : « *L'action en recherche de paternité ne sera pas recevable :*

1<sup>o</sup> *S'il est établi que, pendant la période légale de la*

---

(1) Art. 335. Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin.

*conception, la mère a eu commerce avec un autre individu ou si elle était d'une inconduite notoire ;*

*2° Si le demandeur était lui-même dans l'impossibilité physique d'être père de l'enfant ;*

*3° Lorsque l'action devrait aboutir à la constatation d'une filiation adultérine ou incestueuse.*

*» Toutefois, lorsque le défendeur était séparé de corps pendant la période de la conception, l'action pourra être intentée contre lui, mais elle ne pourra jamais avoir d'autre effet vis-à-vis de l'enfant, même au cas de viol et d'enlèvement, que l'allocation de la pension prévue à l'article 5.*

*» Lorsque la mère était mariée à l'époque de la conception, l'action ne sera recevable qu'après que l'enfant aura été désavoué par le mari ».*

V. C. civ., art. 313, § 2 ; art. 335, 342 ; prop. Rivet-Bérenger, art 3 ; proj. c. civ. suisse, art. 329.

## SECTION IV

### Procédure

180. Il y a toujours intérêt, en matière de recherche de paternité, à ce que l'action soit introduite à une date très rapprochée de la naissance. La preuve s'administre alors plus commodément, et il est surtout plus facile au prétendu père d'organiser sa défense.

Mais la mère est excusable [de ne pas avoir intenté

l'action, si celui contre qui elle aurait dû agir a bénévolement rempli les obligations auxquelles il aurait pu être condamné, s'il a subvenu à son entretien et à celui de ses enfants. Il faut donc, en pareil cas, reculer les délais de prescription.

Sur ces deux points, les articles 4 et 5 de la proposition Rivet-Bérenger donnent des solutions très satisfaisantes.

181. Il est cependant une hypothèse dont la réalisation pourrait être fréquente et qu'il y aurait intérêt à prévoir à côté de ces dispositions. Étant donné la brièveté du délai imparti, il pourra arriver que le père, sans subvenir d'une manière effective à l'entretien de son descendant, ait dolosivement abusé la fille-mère par des manœuvres frauduleuses, en lui promettant, par exemple, le mariage ou la reconnaissance volontaire de l'enfant, de manière à l'empêcher d'agir et à laisser prescrire l'action. Il paraît juste, dans ce cas, de ne point faire supporter à l'enfant les conséquences de l'imprudente crédulité ou de la naïve confiance de sa mère.

182. De plus, si l'on admet que lorsque la mère était mariée à l'époque de la conception, l'action pourra être intentée après le désaveu du mari, il faut évidemment, pour ne pas rendre cette hypothèse impraticable, reculer la

prescription jusqu'après le jugement ou l'arrêt prononçant ce désaveu.

Texte : *« L'action en recherche de paternité n'appartient qu'à l'enfant.*

*» Elle doit être introduite par la mère au nom de l'enfant, et, à son défaut, par un tuteur ad hoc nommé par le tribunal à la requête du procureur de la République.*

*» La mère ne pourra exercer en son propre nom que l'action en indemnité prévue par l'article 9.*

*» L'action se prescrit par un an à partir du jour de la naissance.*

*» Toutefois, si la mère était mariée à l'époque de la conception, ce délai ne commence à courir que du jour où la décision prononçant le désaveu est devenue définitive ; si le père prétendu a contribué à l'entretien de l'enfant, si l'union de fait a subsisté entre lui et la mère, s'il a par des manœuvres frauduleuses ou de fausses promesses retardé l'introduction de l'instance, la prescription ne sera acquise qu'un an après l'époque où le paiement des secours, l'union de fait, les manœuvres dolosives ou l'erreur de la mère auront cessé, et au plus tard un an après la majorité de l'enfant ».*

V. Prop. Rivet-Bérenger, art. 4 et 5.

183. Aucune procédure spéciale n'est organisée par la proposition Rivet-Bérenger.

L'article 6 prévoit seulement que l'action sera portée devant le tribunal du lieu de l'accouchement.

Cette faveur serait parfois inopportune, car l'enfant peut être venu au monde dans un endroit éloigné à la fois du domicile actuel du père prétendu, de celui de la fille-mère, et du lieu où ils habitaient pendant la période de leurs relations. Il serait donc préférable de donner compétence au tribunal du lieu de l'accouchement, mais seulement dans les hypothèses où cette dérogation à la règle ordinaire présenterait un avantage. Dans le cas contraire, c'est le tribunal du domicile du défendeur qui serait compétent.

Texte : *« L'action pourra être portée devant le tribunal du lieu de l'accouchement ».*

V. Prop. Rivet-Bérenger, art. 6 ; proj. c. civ. suisse, art. 320.

184. Cette dérogation est-elle suffisante ? Pour une action aussi spéciale, dans un sujet aussi délicat, ne faudrait-il pas prescrire des mesures particulières, comme le législateur a cru devoir le faire en matière de divorce, de séparation de corps ou d'accidents du travail ?

Il y aurait tout avantage à étendre aux actions en recherche de paternité ces procédures ordonnant la comparution devant le président du tribunal, avant l'engagement définitif du procès.

Cette comparution faciliterait un accord de tout point désirable puisqu'il permettrait de reconnaître les droits de l'enfant et de la mère, en supprimant les débats, toujours pénibles dans une affaire de cette nature.

Le président devrait, comme en matière d'accidents

du travail, rendre une ordonnance pour donner acte de l'accord des parties en fixant les engagements pris, ou les renvoyer devant le tribunal.

Lorsque le père avouerait sa paternité, il ne devrait évidemment pas s'ensuivre qu'il a « reconnu » l'enfant, bien que son aveu soit mentionné dans l'ordonnance, sinon ce serait rendre impossible toute conciliation. — Ce résultat serait d'ailleurs contraire à la théorie de la reconnaissance-admission. — Il faut qu'en pareil cas, l'ordonnance ait le même effet que les jugements constatant la paternité.

S'il y avait seulement désaccord sur le montant de l'indemnité, l'affaire pourrait être jugée promptement en chambre du conseil et le jugement rendu également en chambre du conseil.

Pour éviter la publicité des débats scandaleux que redoutent certains — et, bien que le scandale ne soit évidemment pas plus grand qu'en bien d'autres matières — on pourrait décider aussi, qu'en toute hypothèse ces débats auraient lieu en chambre du conseil, les jugements seuls devant être rendus en audience publique.

Texte : *« L'action en recherche de paternité est soumise à l'accomplissement des formalités prescrites en matière de séparation de corps par les articles 875, 876, 877 et 879 du code de procédure civile. »*

*» Dans la comparution prévue à l'article 877, le président fera aux deux parties les observations qu'il croira utiles. »*

» *En cas d'accord entre elles, les conventions intervenues seront définitivement fixées par l'ordonnance du président, qui donnera acte de cet accord, en indiquant sous peine de nullité, le montant de la pension que le défendeur s'engage à payer.*

» *Si les parties sont en désaccord seulement sur le montant de la pension, l'ordonnance renverra l'affaire devant le tribunal en chambre du conseil, pour la fixation du montant de cette pension. Le jugement sera rendu en chambre du conseil.*

» *En cas de désaccord et si le défendeur nie sa paternité, les parties seront renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui sera saisi par la partie la plus diligente.*

» *Les débats auront lieu en chambre du conseil, le jugement sera rendu en audience publique.*».

C. Pr. civ., art. 875 à 879; c. civ., art. 234 à 239; loi du 9 avril 1898 mod. l. du 31 mars 1905, art. 16, § 2 et 3.

## SECTION V

### **Précautions contre le chantage**

185. L'article 6, § 2, de la proposition Rivet-Bérenger interdisant la reproduction des débats, est une disposition nécessaire. Nous demanderions seulement à ajouter que les noms des parties ne pourront jamais être indiqués lorsque la publication des jugements sera auto-

risée, et que les décisions rendues en chambre du conseil ne pourraient pas être publiées.

Il faut assurer la sécurité et le secret aux parties, afin que les enfants n'aient pas à souffrir de l'appréhension qu'une femme pourrait avoir à intenter une action qui livrerait son nom à la malignité publique ; afin que le défendeur n'hésite pas à se défendre, s'il a le droit pour lui. Le secret permet d'éviter à la fois le scandale et le chantage, on ne saurait donc prendre trop de précautions pour l'assurer.

Texte : *« La reproduction des débats est interdite ; les jugements rendus en audience publique et devenus définitifs pourront seuls être publiés ; en aucun cas les noms des parties ne devront être indiqués, le tout sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881. »*

V. P. Rivet-Bérenger, art. 6, § 2 ; loi 29 juillet 1881, art. 39 ; c. civ., art. 239 *in fine*.

186. On ne saurait enfin éviter de mentionner dans la loi une disposition qui permette d'arrêter les procès purement vexatoires, par la crainte d'une punition sévère.

MM. Rivet et Bérenger prévoient, au cas de poursuites intentées de mauvaise foi, l'application des peines portées à l'article 400, § 2, du code pénal, c'est-à-dire l'emprisonnement d'un an à 5 ans et l'amende de 50 à

3000 francs prononcés pour des faits constituant ce qu'on appelle le « chantage ».

Cette répression sévère sera évidemment de nature à provoquer de salutaires réflexions chez les misérables qui auraient l'intention de se servir abusivement de l'action en recherche de paternité.

187. En outre, l'article 8 de la proposition Rivet-Béranger prescrit aux juges de prononcer l'interdiction de séjour. Il paraît utile, en effet, de laisser au tribunal la faculté d'éloigner les coupables, si c'est nécessaire ; mais en bien des hypothèses cette peine complémentaire serait superflue et inopportune. Nous préférierions donc qu'on autorisât l'interdiction de séjour, sans en faire une obligation.

Sans doute, même avec un texte impératif, les tribunaux pourraient éviter de prononcer cette peine en déclarant l'existence de circonstances atténuantes, mais ne vaut-il pas mieux, comme l'article 401 du code pénal, faire de l'interdiction de séjour une peine facultative ?

Le délai de cette interdiction est fixé à 10 ans au maximum par les articles 57, 58, 246, 271, 305 et 401 du code pénal, et l'on ne voit pas qu'il y ait de raisons spéciales pour aller au delà, dans l'hypothèse prévue. Il serait même bon de ne point fixer de minimum afin que cette peine puisse en toutes circonstances se plier aux exigences de la pratique.

Texte : *« Ceux qui auront de mauvaise foi intenté l'action en recherche de paternité seront punis des peines de l'emprisonnement d'un an à cinq ans et de l'amende de 50 à 3000 francs portées par l'article 400, § 2, du code pénal. »*

*» L'interdiction de séjour pourra être prononcée contre eux pour une durée de dix ans au plus ».*

## SECTION VI

### Recherche de la maternité

188. Une réforme de cette nature nous paraît devoir être utilement complétée par une disposition qui ouvrirait plus largement l'action en recherche de la maternité.

Il existe des différences profondes entre les facilités accordées par la loi pour établir la filiation, suivant qu'il s'agit de prouver la maternité légitime ou la maternité naturelle.

Or, si la maternité naturelle doit être considérée seulement comme un fait d'où découlent un certain nombre de droits, la loi ne doit apporter aucune restriction inutile à la preuve de ce fait. Dans tous les cas où la démonstration est possible, elle doit être autorisée.

189. Cependant, l'article 341 n'autorise la preuve par

témoins de la maternité naturelle que s'il existe un commencement de preuve par écrit ; l'article 323 au contraire admet la preuve testimoniale de la maternité légitime, lorsque, à défaut de commencement de preuve par écrit, il existe des présomptions ou indices graves résultant de faits bien établis. Cette différence ne se justifie par aucune raison déterminante.

Aussi bien dans un cas que dans l'autre, les indices matériels peuvent remplir le rôle du commencement de preuve par écrit, qu'il s'agisse d'empêcher les actions abusives ou de compléter la preuve testimoniale. Sur ce point l'article 190 du code civil italien a fait disparaître une différence injustifiée ; il serait logique de la supprimer aussi dans la loi française.

190. Il nous paraîtrait également désirable d'admettre, comme en matière de filiation légitime, que la possession d'état conforme à l'acte de naissance prouve la maternité ; cette preuve étant même supérieure aux autres.

A défaut d'acte de naissance conforme, la possession d'état devrait au moins, au même titre que le commencement de preuve par écrit, rendre admissible la preuve par témoins.

Texte : « *L'art. 341 du code civil, § 3, est modifié ainsi qu'il suit : « La possession d'état conforme à l'acte de naissance constitue cette preuve ; à défaut de possession d'état conforme à l'acte de naissance, la preuve par témoins sera admise lorsqu'il y aura déjà un commencement de preuve*

*par écrit dans les conditions prévues à l'article 324; lorsque l'enfant justifiera d'une possession d'état d'enfant naturel; lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants seront assez graves pour en déterminer l'admission».*

Vu : *Le Président de la Thèse,*  
J. CHARMONT.

Montpellier, le 18 décembre 1906.

Vu : *Le Doyen,*  
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :  
Montpellier, le 18 décembre 1906.

*Le Recteur,*  
Ant. BENOIST.

---

# ESSAI D'UNE PROPOSITION DE LOI

## réglant la Recherche de la paternité

---

**I.** — *L'article 334 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :*

La reconnaissance volontaire est l'acte par lequel une personne avoue comme sien un enfant naturel et déclare vouloir l'appeler à la plénitude des droits reconnus par le présent code aux enfants nés hors mariage. Elle sera faite par acte authentique lorsqu'elle ne l'aura pas été dans l'acte de naissance.

Le simple aveu de maternité recueilli dans un acte authentique constitue une reconnaissance.

**II.** — *L'article 340 du code civil est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :*

**ART. 1.** — La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée dans le cas de rapt, d'enlèvement ou de viol lorsque l'époque du rapt, de l'enlèvement ou du viol, légalement constatée, se rapportera à celle de la conception.

**ART. 2.** — L'action en recherche de la paternité est

également recevable et la preuve par témoins autorisée :

1<sup>o</sup> Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles à une époque contemporaine de la conception.

2<sup>o</sup> S'il existe des lettres missives ou quelque autre écrit privé signés par le père prétendu, desquels résulte un aveu non équivoque de paternité au profit de l'enfant.

3<sup>o</sup> Si l'aveu du père a été recueilli dans un acte authentique.

4<sup>o</sup> S'il y a eu cohabitation notoire entre le père prétendu et la mère, pendant la période légale de la conception, et s'il est établi qu'il a pourvu d'une façon régulière à l'entretien ou à l'éducation de l'enfant.

5<sup>o</sup> Si l'enfant justifie d'une possession d'état d'enfant naturel.

ART. 3. — L'action en recherche de la paternité ne sera pas recevable :

1<sup>o</sup> S'il est établi que, pendant la période légale de la conception, la mère a eu commerce avec un autre individu ou si elle était d'une inconduite notoire ;

2<sup>o</sup> Si le défendeur était lui-même dans l'impossibilité physique d'être père de l'enfant ;

3<sup>o</sup> Lorsque l'action devrait aboutir à la constatation d'une filiation adultérine ou incestueuse.

Toutefois lorsque le père prétendu était séparé de corps pendant la période de la conception, l'action pourra être intentée contre lui, mais elle ne pourra jamais avoir

d'autre effet, vis-à-vis de l'enfant, même au cas de viol et d'enlèvement, que l'allocation de la pension prévue à l'article 5.

Lorsque la mère était mariée à l'époque de la conception, l'action ne sera recevable qu'après que l'enfant aura été désavoué par le mari.

ART. 4. — Dans les cas de rapt, d'enlèvement ou de viol, les effets de la déclaration judiciaire de paternité sont les mêmes que ceux qui dérivent de la reconnaissance volontaire; le jugement déclarant la paternité statuera sur la surveillance et la garde de l'enfant qui pourront être confiés suivant les circonstances de la cause, à la mère, au père, ou à un tiers.

ART. 5. — La constatation judiciaire de la paternité, en dehors des cas prévus à l'article précédent, ne donne au père aucun droit sur l'enfant. Elle ne lui impose d'autre obligation envers lui que le paiement d'une pension alimentaire suffisante à assurer son existence, son instruction élémentaire et l'apprentissage d'une profession, d'un art ou d'un métier.

Cette pension est proportionnée aux besoins de l'enfant et aux ressources du débiteur.

ART. 6. — Cette pension est due jusqu'à la majorité de l'enfant.

Toutefois, si avant cet âge, l'enfant, par l'exercice d'une profession, d'un art, d'un métier ou par des ressources personnelles, se trouve à même de subvenir à

tout ou partie de ses besoins, la pension pourra être provisoirement restreinte ou supprimée.

Si, au moment de sa majorité, l'enfant se trouve atteint d'une infirmité ou aliénation mentale et incapable de subvenir à ses besoins, soit par ses ressources, soit par son travail, la pension continuera à être due, mais seulement dans la proportion nécessaire, jusqu'au moment où les besoins de l'intéressé prendront fin.

ART. 7. — Récompense est due à raison de ladite pension si le père est marié sous un régime de communauté.

ART. 8. — Les droits que l'enfant déclaré possédait contre son père peuvent être exercés contre les héritiers du père.

Ceux-ci, toutefois, ne sont jamais tenus au delà de la part qu'aurait eue l'enfant comme héritier, s'il avait été reconnu.

ART. 9. — Le défendeur dont la paternité est établie sera condamné à payer à la mère une indemnité en réparation des dépenses occasionnées par la grossesse et l'accouchement.

Lorsque la séduction aura été le résultat d'un acte criminel ou de manœuvres dolosives, le séducteur sera condamné à indemniser la fille séduite de tout le préjudice causé par la séduction et de tous les frais occasionnés par la grossesse et par l'accouchement.

ART. 10. — Le père contre lequel a été exercée l'action en recherche de paternité perd pour l'avenir le droit de reconnaître l'enfant sans le consentement de la mère, à

moins qu'elle ne soit interdite ou déchuë de la puissance maternelle. Dans ce cas la reconnaissance devra être autorisée par un conseil de famille.

ART. 11. — L'enfant majeur ne peut être reconnu qu'avec son consentement.

ART. 12. — L'action en recherche de paternité n'appartient qu'à l'enfant.

Elle doit être introduite par la mère, au nom de l'enfant, et, à son défaut, par un tuteur *ad hoc* nommé par le tribunal, à la requête du procureur de la République.

La mère ne pourra exercer en son propre nom que l'action en indemnité prévue par l'article 9.

ART. 13. — L'action se prescrit par un an à partir du jour de la naissance.

Toutefois, si la mère était mariée à l'époque de la conception, ce délai ne commence à courir que du jour où la décision prononçant le désaveu est devenue définitive. Si le père prétendu a contribué à l'entretien de l'enfant, si l'union de fait a subsisté entre lui et la mère, s'il a par des manœuvres frauduleuses ou de fausses promesses retardé l'introduction de l'instance, la prescription ne sera acquise qu'un an après l'époque où le paiement des secours, l'union de fait, les manœuvres dolosives ou l'erreur de la mère auront cessé, et au plus tard un an après la majorité de l'enfant.

ART. 14. — L'action pourra être portée devant le tribunal du lieu de l'accouchement.

ART. 15. — L'action en recherche de la paternité est

soumise à l'accomplissement des formalités prescrites en matière de séparation de corps, par les articles 875, 876, 877 et 879 du code de procédure civile.

Dans la comparution prévue à l'article 877, le président fera aux deux parties les observations qu'il croira utiles.

En cas d'accord entre elles, les conventions intervenues seront définitivement fixées par l'ordonnance du président, qui donnera acte de cet accord, en indiquant sous peine de nullité le montant de la pension que le défendeur s'engage à payer.

Si les parties sont en désaccord seulement sur le montant de la pension, l'ordonnance renverra l'affaire devant le tribunal, en chambre du conseil, pour la fixation du montant de cette pension. Le jugement sera rendu en chambre du conseil.

En cas de désaccord et si le défendeur nie sa paternité, les parties seront renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui sera saisi par la partie la plus diligente. Les débats auront lieu en chambre du conseil, le jugement sera rendu en audience publique.

ART. 16. — La reproduction des débats est interdite ; les jugements rendus en audience publique et devenus définitifs pourront seuls être publiés ; en aucun cas les noms des parties ne devront être indiqués, le tout sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881.

ART. 17. — Ceux qui auront de mauvaise foi intenté

l'action en recherche de paternité seront punis des peines de l'emprisonnement d'un an à cinq ans et de l'amende de 50 à 3000 francs portées par l'article 400, § 2, du code pénal.

L'interdiction de séjour pourra être prononcée contre eux pour une durée de dix ans au plus.

**III.** — *L'article 341 (1) du code civil, § 3, est modifié ainsi qu'il suit :*

« La possession d'état conforme à l'acte de naissance constitue cette preuve ; à défaut de possession d'état conforme à l'acte de naissance, la preuve par témoins sera admise lorsqu'il y aura déjà un commencement de preuve par écrit dans les conditions prévues à l'article 324 ; lorsque l'enfant justifiera d'une possession d'état d'enfant naturel ; lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants seront assez graves pour en déterminer l'admission ».

---

(1) Art. 344. La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins, que lorsqu'il y aura déjà un commencement de preuve par écrit.



## BIBLIOGRAPHIE

---

**Louis Albanel.** — Le Crime dans la Famille (Paris, 1900, Rueff, édit.).

**Gabriele d'Annunzio.** — *La fille de Jorio* (traduct. de G. Hérelle).

**Bérenger.** — Discours au Sénat (Débats parlementaires, 1883. Sénat, p. 1421).

**Brieux.** — *Maternité.*

**Brunetière.** — La recherche de la paternité. (*Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1883).

**Bufnoir.** — Séance de la Société d'Economie sociale du 22 février 1897. (*La Réforme sociale*, 16 mai 1897).

**J. Charmont.** — Examen doctrinal. (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1903, p. 13).

**J. Charmont.** — La responsabilité pécuniaire de l'homme vis-à-vis de la femme et de l'enfant en dehors du mariage (Compte-rendu des travaux du 2<sup>e</sup> Congrès international des Œuvres et Institutions féminines tenu au Palais des Congrès à l'Exposition universelle de 1900, t. 2, p. 781. — Paris, Charles Blot, 1902).

**Ambroise Collin.** — De la protection de la descendance illégitime au point de vue de la preuve de la filiation. (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 257).

**Léon Daudet.** — Le Partage de l'enfant.

**Demolombe.** — Cours de code Napoléon, t. V.

**Fenet.** — Recueil complet des travaux préparatoires du code civil, t. X.

**Alfred Fouillée.** — Les jeunes criminels, l'école et la presse. (*Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1897).

**Fournel.** — Traité de la séduction (Paris, 1781).

**Ch. Gide.** — La recherche de la paternité. (Conférence donnée à l'Ecole des Hautes Etudes sociales le 23 janvier 1905, *in Le Relèvement social* du 15 février 1905).

**Paul Gide.** — Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne.

**Albert Gigot.** — Paternité et séduction. (*La Réforme sociale* du 16 mai 1897, p. 769).

**Girard.** — Manuel élémentaire de droit romain.

**Léon Giraud.** — La vérité sur la recherche de la paternité. (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888).

**Julien Goujon.** — Rapport sur les Propositions de loi Rivet et Groussier (Chambre des Députés 1897. Annexe 2524).

**Jean Ledreux.** — De la recherche de la paternité (Paris 1902).

**Marcel Planiol.** — Traité élémentaire de droit civil.

**Pothier.** — Traité du contrat de mariage.

**Abel Pouzol.** — La recherche de la paternité (Paris, Giard et Brière, 1902).

**Adrien Roux.** — De la condition juridique des enfants naturels dans le code civil allemand (Paris 1902).

**Jules Simon.** — La femme du vingtième siècle (Paris, Calmann-Lévy, 1892).

**Henri Sumner Maine.** — Etudes sur l'ancien droit et la coutume primitive (Paris, Thorin, 1884).

**Westermarek.** — Origine du mariage dans l'espèce humaine (Guillaumin et Cie, édit. Collect. d'auteurs étrangers contemporains).

---



# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | PAGES |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1. Double aspect de l'étude de la filiation naturelle. — 2. Egalité des parents naturels quant à la reconnaissance volontaire. 3. Inégalité de traitement quant à la recherche en justice. La recherche de la maternité. — 4-5. La recherche de la maternité dépasse son but si elle impose à la mère toutes les charges de la parenté naturelle. — 6. L'interdiction de la recherche de la paternité livre le sort de l'enfant naturel au bon plaisir de son père. — 7. Utilité de la recherche de la paternité. Elle ne doit pas nécessairement produire les mêmes effets que la reconnaissance..... | 5     |

## PREMIÈRE PARTIE

### **Théorie générale de la recherche de la paternité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 8. Mouvement en faveur de la recherche de la paternité. — 9. Deux courants parmi ses partisans : assimilation des enfants déclarés aux enfants reconnus ; effets restreints de la déclaration judiciaire. — 10. Nécessité d'examiner préalablement les raisons invoquées pour ou contre le principe même de la recherche..... | 13 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE PREMIER

### RESPONSABILITÉ DU PÈRE NATUREL

#### **§ 1. — Responsabilité du père naturel à l'égard de la fille-mère**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 11-12. La législation actuelle impose à la mère naturelle tout le poids d'une faute commune. <i>Opinion de M. Julien Goujon</i> . Ce résultat est contraire à l'équité. — 13. Il est également contraire à la nature. — 14. L'irrégularité de la situation où se trouve la fille-mère ne saurait empêcher d'imposer à l'homme la part de responsabilité qui lui incombe.... | 18 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

**§ II. — Responsabilité du père naturel à l'égard  
de l'enfant**

- 15-16. Effets du dénuement de la mère sur la santé de l'enfant naturel ; sur son éducation. Misère physique ; misère morale. *Citation de M. Abel Pouzol*..... 23

**§ III. — Responsabilité du père naturel à l'égard  
de la société**

- 17-18. Mouvement de la natalité en France durant le XIX<sup>e</sup> siècle. L'excédent des naissances légitimes devient de moins en moins important. Plus de 60.000 enfants chaque année ne sont point reconnus par leur père — A. POPULATION. — 19. Supériorité de la mortalité et de la mortinatalité des illégitimes, *Opinion de Jules Simon*. — B. CRIMINALITÉ. — 20. Fréquence de l'avortement et de l'infanticide. *Citation du D<sup>r</sup> Marjolin*. — C. MORALITÉ. — 21. Infériorité morale des enfants naturels. *Opinions de M. Alfred Fouillée et de M. Julien Goujon*. — 22. Prostitution des filles-mères. *Citation de Jules Simon*. — D. CHARGES PÉCUNIAIRES. — 23. Les enfants à la charge de l'Assistance publique sont pour la plupart illégitimes. — 24. Tout concourt donc à demander que la loi définisse et sanctionne les obligations du père naturel..... 27

## CHAPITRE II

### EXAMEN DES OBJECTIONS

- 25-26. Position de la question. *Citation de Bigot-Prémencu*. Objections..... 38

**§ I. — Crainte du scandale**

27. Le chantage serait moins à craindre, moyennant certaines précautions qu'avec l'action actuelle en dommages-intérêts. — 28. Les débats ne sauraient constituer un scandale. Procès de même nature. *Opinion de M. Marcel Planiol*..... 39

**§ II. — Impossibilité de la preuve**

29. Force de l'objection. *Opinion de M. Planiol*. — 30. La simple possibilité d'une erreur ne peut arrêter le législateur ; en toute matière l'erreur judiciaire est possible. — 31. Le juge pourra acquérir la certitude subjective seule nécessaire. *Opinions de M. Amb. Colin et de M. Ch. Gide*. — 32. Question d'espèce. On arrive aujourd'hui à administrer cette preuve en matière de séduction. — 33. Avec certaines précautions l'erreur n'apparaît pas comme plus probable qu'en toute autre matière. — 34. Ses conséquences ne seraient pas plus graves si l'action n'aboutit qu'au paiement d'une pension. — 35. Résumé et conclusion. L'argument n'est pas probant..... 42

## § III. — Dangers d'immoralité. Atteinte au mariage

36. Position de la question. — I. SÉDUCTION. — 37. La recherche de la paternité augmenterait l'attrait de la faute ? *Opinion de Cambacérès*. Importance relative de cette considération. Elle n'a aucune influence dans toute véritable séduction. — 38. En toute autre hypothèse, ce n'est pas la possibilité d'obtenir un modeste secours qui rendra attrayante la situation de la fille-mère. La confiance dans le séducteur empêche la jeune fille d'envisager les conséquences d'un abandon. — 39. L'art. 340 encourage la séduction en assurant l'impunité au séducteur. *Opinion du tribun Andrieux*..... 52
- II. UNION LIBRE. — 40. L'irresponsabilité de l'homme, fondée sur l'art. 340, favorise l'union libre. — 41. La femme ne profite pas de la liberté de rupture. *Opinion de Montesquieu commentée par M. Faguet*. — 42. La recherche de la paternité ne ferait-elle pas porter à l'union libre l'effet essentiel du mariage : la fixation de la paternité ? *Opinion de M. Brunetière*. — 43. Supprimer l'irresponsabilité paternelle serait combattre l'union libre car on lui ôterait son principal attrait. — 44. Si l'union libre fixait la paternité, les enfants qui en seraient issus n'auraient aucun besoin d'exercer l'action en recherche de paternité. — 45. Théorie de M. Demolombe sur la possession d'état d'enfant naturel. — 46. Le mariage ne fixe pas seulement la paternité, il confère la légitimité, tandis que l'union libre ne conférerait aucune qualité spéciale aux enfants qui en seraient issus. — 47. L'union libre ne fixerait pas la paternité ; elle pourrait seulement placer l'enfant dans certaines hypothèses où il lui serait possible d'intenter l'action. — 48. La recherche de la paternité pousserait le concubin à reconnaître ses enfants. — 49. La réforme produirait d'utiles effets relativement à l'union libre sans porter atteinte au mariage..... 57

## DEUXIÈME PARTIE

## Des droits de l'enfant naturel

50. Est-il raisonnable ou purement arbitraire, de créer, parmi les enfants naturels, deux classes : les enfants *reconnus volontairement* et ceux *déclarés par justice* ? — 51-55. Comment la question a-t-elle été résolue dans les différentes propositions de loi relatives à notre matière, déposées devant le Parlement de 1879 à 1905 ? — 56. Presque toutes assimilent les enfants *déclarés* aux enfants *reconnus*..... 71

## CHAPITRE PREMIER

## DROIT COMPARÉ

57. Cette assimilation nous conduirait au delà des solutions admises dans notre ancien droit ou à l'étranger..... 76

## Section I

*Ancien droit français*

58. Etendue de l'action et restriction de ses effets. — 59. Distinction du provisoire et du jugement sur le fond. La maxime *creditor virgini*. — 60. Défaut de garanties pour l'administration de la preuve. — 61. Comment ce système était apprécié dans l'ancien droit..... 77

## Section II

*Législations contemporaines*

## § I. — Législation allemande

62. Etendue de l'action. Présomption de paternité. *Exceptio plurium constupratorum*. — 63. Effets de l'action. — 64. Reconnaissance volontaire. Déclaration de légitimité. — 65. Droits personnels de la mère..... 80

## § II. — Législation anglaise

66. Uniformité de la pension (328 fr. par an). *Opinion de M. Ch. Gide*. Injustice d'un pareil système..... 85

## § III. — Législation espagnole

67. Légitimation. Reconnaissance volontaire et reconnaissance forcée. Situation de l'enfant naturel dont la filiation est certaine en dehors des cas de reconnaissance forcée..... 87

## § IV. — Projet de code civil suisse

68. Preuve de la paternité. Modification de l'*exceptio plurium constupratorum*. — 69. Résultats différents de l'action: déclaration de paternité ou simple pension alimentaire. — 70. Droits personnels de la mère..... 89

## Conclusions

71. Vérification du principe que l'étendue de l'action se mesure à l'importance de ses effets. — 72. Existence dans la plupart des législations étrangères, de plusieurs classes d'enfants naturels... 91

## Section III

*Propositions de loi relatives à la modification du code civil français*

- 73-75. — Proposition de loi *Sembat* du 2 juillet 1903 et proposition *Rivet-Béranger* du 28 janvier 1905..... 93

## CHAPITRE II

## FONDEMENT DES DROITS DE L'ENFANT NATUREL

## Section I

## § 1. — La loi ne dispense pas le père naturel de tout devoir

76. *Opinion de M. Ch. Gide*. L'immunité du père naturel n'est pas la sanction d'un droit mais le résultat de difficultés d'ordre pratique. 100

## § 2. — Paternité légitime et paternité naturelle

77. La paternité légitime qui conférait autrefois la *patria potestas* ne donne plus de nos jours qu'une autorité protectrice organisée dans l'intérêt de l'enfant. — 78. La paternité naturelle doit produire des effets, mais inférieurs à ceux de la paternité légitime. — 79. Celle-ci est seule présumée avant toute démonstration. — 80. Elle seule confère les droits et impose les obligations les plus étendues..... 105

## Section II

*Fondement des obligations du père naturel*

81. Ce fondement a été primitivement la volonté omnipotente du chef de famille. *Citations de M. Paul Gide et de sir Henri Sumner Maine*. — 82-83. Mais plus tard, la loi détermine les obligations du père naturel qui ne sont donc plus abandonnées à sa discrétion. — 84. La loi qui proclame l'existence de ces devoirs doit de plus en imposer l'accomplissement. Peut-elle leur donner ce caractère obligatoire dans un régime où la recherche de la paternité est interdite? Oui, puisque c'est la solution adoptée dans le cas unique où la recherche est admise. *Opinions de Portalis et de Treilhard*. — 85. La théorie de la reconnaissance envisagée comme simple moyen de preuve est une application de la même idée. — 86. En rendant ces devoirs naturels civilement obligatoires, la loi applique le principe de la responsabilité personnelle. — 87. Ce principe exige-t-il que l'état d'enfant naturel soit accordé à tous les enfants judiciairement déclarés?..... 111

## CHAPITRE III

## DES DROITS QUE LA LOI DOIT ACCORDER AUX ENFANTS

## DÉCLARÉS PAR JUSTICE

## § I. — Conflit d'intérêts

88. La réparation complète de la séduction réside dans le mariage. *Citation de Westermarck*. Impossibilité de cette contrainte. Réparation pécuniaire. — 89. En fixant l'étendue de cette réparation, le législateur doit prendre garde de ne point léser les droits de la famille légitime. *Citations de Bigot-Prémeneu et de Duveyrier*. 120

## § II. — Puissance paternelle

90. Dangers de la puissance paternelle conférée à un père indigne. *Opinion de M. Brunetière*. — 91. La jurisprudence admet que l'enfant peut être soustrait à l'autorité du père naturel. — 92-93. Mieux vaut admettre qu'en règle générale la paternité déclarée ne confèrera pas la puissance paternelle. *Opinion de M. Ch. Gide* ..... 124

## CHAPITRE IV

## DES DROITS QUE LA LOI DOIT ACCORDER AUX ENFANTS

DÉCLARÉS PAR JUSTICE (*suite*)

## De la vocation successorale

## § I — Situation de l'enfant naturel dont la filiation est légalement certaine, d'après le code civil

- 94-96. Vocation successorale des enfants naturels d'après le code civil et la loi du 25 mars 1896 ..... 131

## § II. — Le droit de succession ne peut être imposé à titre de réparation

- 97-98. Le principe de la responsabilité personnelle peut seulement donner ouverture à un droit de créance mais non conférer la qualité d'héritier. — 99. La reconnaissance envisagée comme simple moyen de preuve ne devrait pas faire naître la vocation successorale. — 100. Objection tirée de l'innocence de l'enfant. 134

## § III. — Le respect du mariage et l'intérêt de la famille légitime s'opposent à la vocation successorale de l'enfant déclaré.

101. Danger d'accorder trop libéralement aux enfants déclarés tous les droits résultant de la loi du 25 mars 1896. — 102-104. Cette

extension n'enlèverait-elle pas aux concubins tout avantage à régulariser leur situation ? Valeur relative de l'argument. — 105. Rien ne justifie la diminution de la part successorale des descendants légitimes pour en nantir des enfants naturels non reconnus.....

138

§ IV. — **L'équité n'exige pas que l'on donne à l'enfant déclaré la vocation successorale**

406. Aucun des arguments invoqués en faveur de la recherche de la paternité n'exige cette vocation successorale. — INTÉRÊT DE LA MÈRE. — 407. L'intérêt de la mère exige seulement qu'on ne la laisse pas subvenir seule aux besoins de l'enfant. — INTÉRÊT DE L'ENFANT. — 408. C'est encore un secours immédiat qu'il faut à l'enfant et non un droit éventuel dans la succession de son père. Transmission de l'obligation alimentaire à la succession paternelle. — INTÉRÊT SOCIAL. — 409. L'intérêt de la société est qu'un grand nombre d'enfants reçoivent le nécessaire et non qu'un petit nombre jouissent de droits considérables. — 410. Danger au point de vue de la nuptialité. — 411. Les réponses aux objections faites à l'admission de la recherche acquièrent plus de force si les enfants déclarés ne possèdent que des droits restreints. — 412. Cette extension pourrait amener entre le père et la mère une collusion frauduleuse. — 413. Au contraire l'action à effets restreints favoriserait les transactions.....

144

## CHAPITRE V

### DISTINCTION DE L'IDÉE DE PARENTÉ ET DE L'IDÉE DE FAMILLE

#### § I. — **Théorie de M. Ambroise Colin**

414. Distinction au point de vue de l'origine et de la source, de l'idée de famille et de l'idée de filiation ou de parenté. — 415. Différences que la loi devrait établir entre elles au point de vue de la preuve et des effets juridiques. — 416. Plan d'une législation conforme à ce système.....

153

#### § II. — **Conclusions de cette théorie. Reconnaissance-admission**

417-419. Cette théorie conclut à la libre recherche de la paternité et confirme nos conclusions relatives à la puissance paternelle et à la vocation successorale. — 420-421. Critique de la reconnaissance volontaire envisagée comme simple moyen de preuve. — *Reconnaissance-admission*. — 422. Utilité de cette conception dans un système législatif n'accordant aux enfants déclarés que des droits restreints.....

157

## CHAPITRE VI

## PATERNITÉ CRIMINELLE

## § I. — Enlèvement et viol

- 123-125. — Le caractère contingent des raisons sur lesquelles est fondée la vocation successorale *ab intestat* permet à la loi de varier ses décisions suivant les besoins de la pratique. *Opinion de M. Colin.* — 126. Le caractère criminel de la paternité déclarée permet d'aggraver ses effets à titre de peine, dans le cas d'enlèvement. — 127. Extension à l'hypothèse de viol. — 128. Solutions conformes du droit espagnol et du projet de code civil suisse... 65

## § II. — Séduction dolosive

129. Incertitude relative aux faits qui impriment à la séduction un caractère dolosif. — 130. Dangers d'étendre cette solution au cas de séduction..... 172

## § III. — Mesure nécessaire pour la sauvegarde de l'enfant

131. Le crime du père doit faire présumer son indignité à élever l'enfant, sauf preuve contraire..... 175

## CHAPITRE VII

## DES EFFETS DE LA RECHERCHE DE MATERNITÉ

132. Opposition entre les solutions admises pour les effets de la paternité et de la maternité déclarées. — 133. Position de la question. — I. 134. La recherche de la paternité diminuera toujours l'injustice actuelle. — II. 135. Le législateur n'est pas obligé, pour la maternité comme pour la paternité déclarée, de mesurer l'étendue de l'action à ses effets. — III. 136. La certitude sur le fait de la maternité, condition préalable de la preuve de la paternité. — IV. 137. Différence au point de vue de la preuve et de la maxime *pater is est*. — V. 138-139. Situation inégale du père et de la mère naturels au point de vue moral et matériel..... 178

## CHAPITRE VIII

## DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE SÉDUCTION

## § I. — Réparation du préjudice causé par la grossesse

140. La prohibition de l'art. 340 s'oppose à l'allocation de dommages en réparation du préjudice occasionné par la grossesse et ses suites. — 141. *Arrêts de la Cour de Cassation du 19 vendémiaire*

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>an vii et du 26 mars 1806.</i> — 142. Conséquences de cette doctrine. — 143. Revirement de la jurisprudence : <i>arrêt du 24 mars 1845</i> ; <i>arrêt de la Cour de Montpellier du 10 mai 1851</i> — 144. Distinction inadmissible établie par cette jurisprudence. — 145. Généralité de la prohibition édictée par l'art. 340..... | 189 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## § II. — Faute du séducteur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 146. Obligation de constater une faute cause déterminante de la séduction pour appliquer à notre matière l'art. 1382. — 147. Fausse promesse de mariage ; autres moyens de contrainte. — 148. Nouvelle tendance de la jurisprudence dans le cas d'entraînement réciproque. — 149. <i>Jugement de Château-Thierry du 23 novembre 1898.</i> — 150. Cette décision est contraire dans ses motifs à l'art. 1382, bien qu'en fait elle relève une faute du séducteur. — 151. Autres jugements dans le même sens. <i>Opinion de M. Charmont.</i> Obligation d'admettre la paternité d'un homme pour lui faire un grief d'abandonner l'enfant. — 152. <i>Arrêt de la Cour de Montpellier du 20 novembre 1905</i> ..... | 197 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## § III. — Des engagements pris par le séducteur

|                                                                                                                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 153. Transformation de l'obligation naturelle en obligation civile. — 154. Nécessité de rechercher la paternité d'où découle cette obligation naturelle, pour valider cette novation..... | 210 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## § IV. — Cette jurisprudence ne rend-elle pas inutile une réforme législative autorisant la recherche de la paternité dans un but alimentaire ?

|                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 155. <i>Opinion de M. Colin.</i> — 156. Insuffisance de la jurisprudence. — 157-158. Elle néglige le principal intéressé : l'enfant. — 159. Variabilité et instabilité. — 160. <i>Opinions de M. Léon Giraud ; de M. Charmont ; de M. le sénateur Béranger ; de M. Ambroise Colin</i> ..... | 213 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

# TROISIÈME PARTIE

## Conclusions

## CHAPITRE UNIQUE

### ESSAI D'UNE PROPOSITION DE LOI RÉGLANT LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| 161. Résumé des conclusions principales. . . . . | 222 |
|--------------------------------------------------|-----|

## Section I

*Reconnaissance-admission*

162. Conception de la reconnaissance-admission condition préalable de la réforme. — 163. Reconnaissance-confession admissible pour la maternité..... 223

## Section II

*Effets de l'action*

## § I. — Droits de l'enfant

164. La pension doit être proportionnée aux besoins de l'enfant et aux ressources du père. — 165. En principe elle doit être payée jusqu'à la majorité — 166. Transmission de l'obligation alimentaire à la succession paternelle. — 167. Récompense sous les régimes de la communauté. — 168. Non réciprocité. — 169. Enlèvement et viol..... 226

## § II. — Droits de la mère

170. Utilité d'un texte de loi. — 171-172. Frais de gésine. Danger des procédures sommaires..... 233

## § III. — Reconnaissance tardive

173. Précautions nécessaires dans l'intérêt de l'enfant ..... 237

## Section III

*Ouverture de l'action*

- 174-175. Dans quels cas l'action pourra être intentée. Possession d'état. — 176. Aveu authentique ne constituant pas une reconnaissance-admission. — 177. *Exceptio plurium constupratorum*. — 178. Filiation adultérine ou incestueuse. Epoux séparés de corps. — 179. Désaveu..... 238

## Section IV

*Procédure*

180. Délai. — 181. Manœuvres dolosives du père. — 182. Désaveu. — 183. Compétence du tribunal du lieu de l'accouchement. — 184. Procédure spéciale. Comparution devant le président du Tribunal..... 244

**Section V***Précautions contre le chantage*

|                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 185. Interdiction de publier les débats — 186. Répression des actions<br>intentées de mauvaise foi. — 187. Interdiction de séjour..... | 249 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

**Section VI***Recherche de la maternité*

|                                                                        |     |
|------------------------------------------------------------------------|-----|
| 188-189. Extension de l'action en recherche de maternité naturelle.    |     |
| 190. Possession d'état .....                                           | 252 |
| Essai d'une proposition de loi réglant la recherche de la paternité... | 255 |
| Bibliographie.....                                                     | 263 |
| Table analytique des matières .....                                    | 267 |











